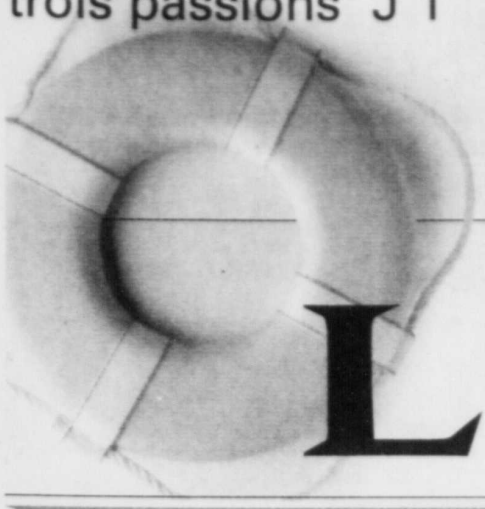
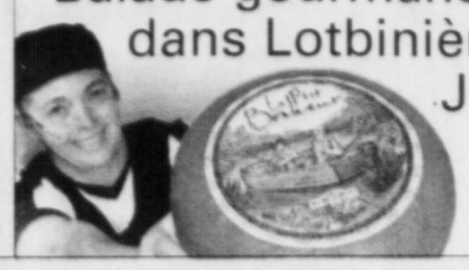
DÉCO & STYLE
Trois bateaux trois passions J 1

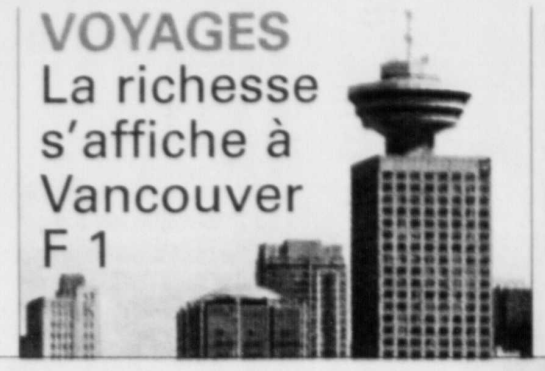
PLAISIRS
Balade gourmande dans Lotbinière J 8

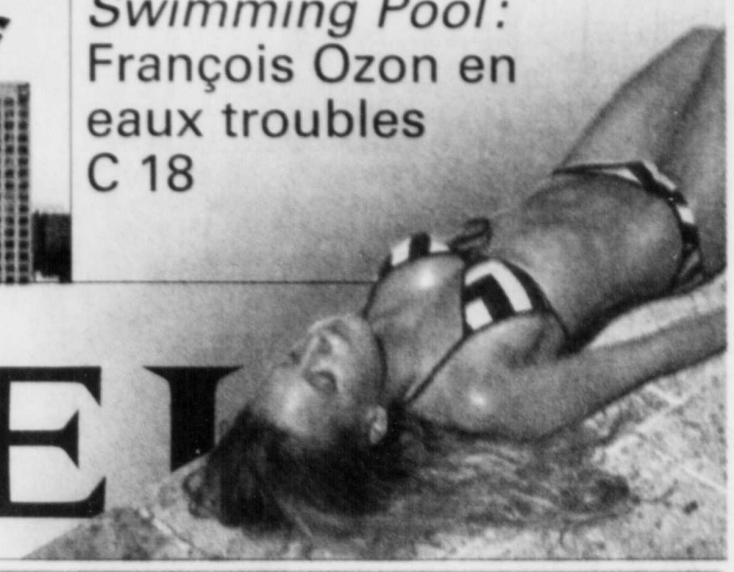
VOYAGES
La richesse s'affiche à Vancouver F 1

CINÉMA
Swimming Pool : François Ozon en eaux troubles C 18









LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 12 JUILLET 2003

Bombe glacée !

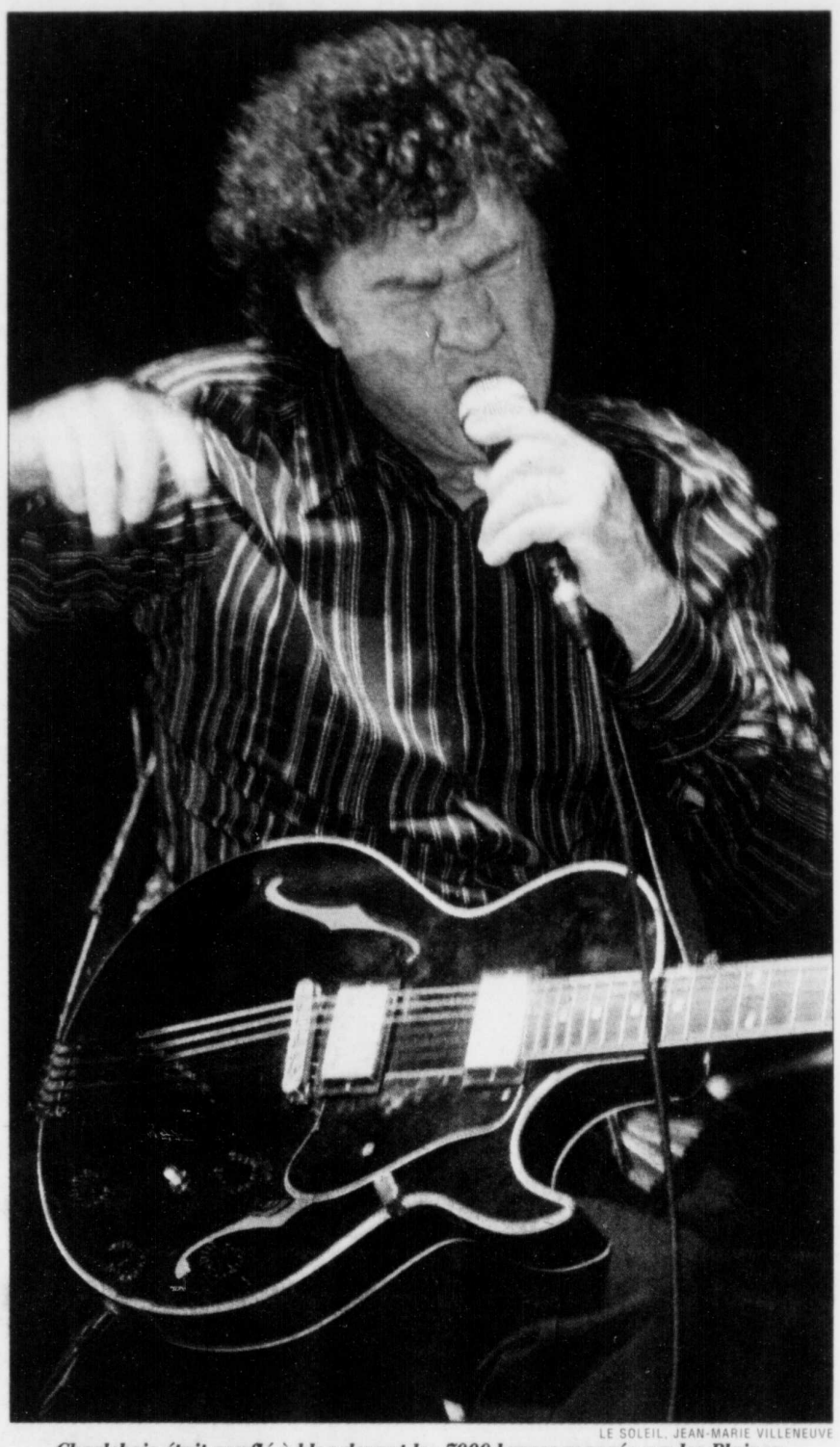
Charlebois offre une prestation endiablée malgré le temps froid

NICOLAS HOULE
NHoule@lesoleil.com

Le Festival d'été aurait dû être rebaptisé Festival d'automne, hier soir, alors que le mercure chutait sous la barre des 14 degrés celsius, sur les plaines d'Abraham. Le vent glacial a effrayé de nombreux estivants, si bien que Robert Charlebois, malgré une excellente performance, a probablement eu droit à l'une de ses plus petites foules en carrière sur ce site.

Selon les responsables de la sécurité, ils étaient, au gros maximum, 7000 braves à avoir affronté le froid pour venir entendre le gars ben ordinaire. Ceux qui avaient amené leurs couvertures ne l'ont jamais étendue au sol : ils s'en sont fait un manteau. Les plus prévoyants, qui avaient sorti leur manteau d'automne, regrettaient de ne pas avoir apporté également les écharpes ou les couvre-chefs...

Voir BOMBE en A 2 ➤
- **Faire face à la musique** Page A 4
- **Paul Cargnello** Page A 4
- **La Rue Kétanou** Page A 4
- **Les Cowboys fringants** Page C 1
- **Le bassiste Tony Levin** Page C 3



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Charlebois était gonflé à bloc devant les 7000 braves massés sur les Plaines.

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Pas le nirvana, selon Dion

Ottawa y voit un potentiel, mais demeure intraitable sur le déséquilibre fiscal

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Le gouvernement du Canada voit d'un bon œil le futur Conseil de la fédération. Un organisme dont il reconnaît le « potentiel » pour resserrer les liens entre les provinces, mais qui ne l'intimide pas sur l'épineuse question du déséquilibre fiscal.

Parlant d'une « nouvelle ère pour la coopération », le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, s'est particulièrement réjoui de la présence d'un premier ministre fédéraliste à l'Assemblée nationale. « C'est fantastique de voir une fédération où tout le monde veut que ça fonctionne, où tout le monde va dans le même sens », a-t-il déclaré hier en point de presse, ajoutant — par une allusion à Bernard Landry — que « ça sera plus plaisant dorénavant, puisqu'on n'aura pas à composer avec un premier ministre qui fait des crises à propos de tout ».

Cela dit, M. Dion a mis en garde les provinces que cette structure n'est pas la réponse à tous les problèmes du Canada. « Il y a beaucoup de choses de faites, et il en reste beaucoup à faire. » S'il estime que le rapport entre Ottawa et les provinces « est

Voir NIRVANA en A 2 ➤
- **14 MM $ pour la santé** Page A 10
- **Pas de villes aux négos** Page A 10

Des problèmes médicaux pas si lointains que ça...



Jean-François Tardif
JFTardif@lesoleil.com

Le plaisir de retrouver sa ville avec les yeux d'un touriste et de la redécouvrir sous des angles et des éclairages nouveaux. Tout au long de l'été, nous suivrons des guides de la Compagnie des Six-Associés pour revivre l'histoire de Québec en parcourant des circuits insolites. Nous marchons aujourd'hui sur les traces des docteurs et guérisseurs.

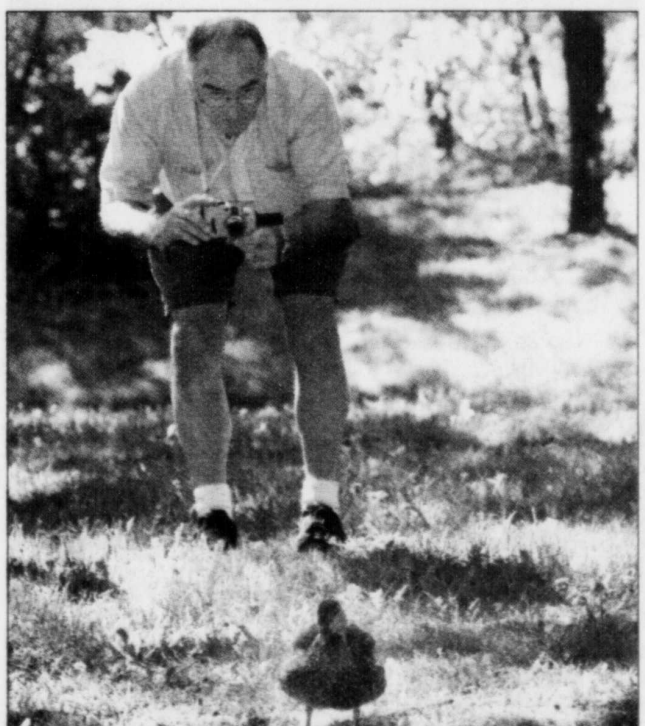
Certains problèmes contemporains ont un air de déjà-vu. Ainsi, au milieu du XIX[e] siècle, la santé était déjà à l'avant-plan des préoccupations de l'État. Et comme aujourd'hui, les médecines officielles et alternatives prétendaient posséder le savoir de la guérison. Grâce à la Compagnie des Six-Associés, faisons un bond dans le passé et rendons-nous à Québec, vers 1850, afin d'en apprendre davantage sur le sujet. Une expérience captivante, amusante et parfois même terrifiante.

« Québec, qui connaît une expansion démographique importante, est aux prises avec des problèmes sanitaires et de santé », indique le D[r] Joseph Morrin, premier maire élu par vote démocratique à Québec, mais aussi médecin et cofondateur du collège des médecins au Petit séminaire de Québec, rencontré aux coins des rues D'Auteuil et McMahon. « C'est particulièrement vrai dans les faubourgs de la basse-ville (Saint-Roch) où on note un manque au niveau des services. Le système d'égouts est déficient et les gens vivent dans des conditions hygiéniques épouvantables.

« En tant que maire de la ville et médecin, je me suis donc donné comme mission de créer un Bureau de la santé, qui verra à trouver des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. »

Touriste à Québec
DOCTEURS ET GUÉRISSEURS

Voir PROBLÈMES en A 2 ➤



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

Pas toujours facile de croquer un « pit-pit » sur le vif !

Les 10 plus beaux lieux d'observation d'oiseaux

■ La région de Québec est un sanctuaire d'oiseaux et un véritable paradis pour les ornithologues amateurs ou professionnels. Il suffit de savoir où chercher. Au nouveau Jardin zoologique de Québec, dites-vous ? Évidemment. Mais aussi au détour des boisés, des plans d'eau et parfois au cœur même de la ville.

Vous trouverez dans le cahier Zoom le quatrième de nos *Top 10 de l'été* : les dix plus beaux lieux pour observer les oiseaux dans la grande région de Québec.

Partez en safari-photo, sans faire de bruit, et donnez-nous des nouvelles et des suggestions à **redaction@lesoleil.com**.

La semaine prochaine : les plus beaux points de vue.

Le top 10 de l'été
OBSERVATION DES OISEAUX

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	D 4
Agenda	C 10	Habitat	E 1
Agenda cinéma	C 11	Le monde	A 17
Arts et vie	C 1	Québec / Canada	A 10
Bourses	B 5	Petites annonces	E 10
Capitale et régions	A 12	Plaisirs	J 8
Carrières	D 6	Sports	S 1
Cinéma	C 12	Statistiques	S 13
Décès	B 8	Télévision	C 5
Divertissements	J 6	Voyages	F 1
Économie	B 1	Zoom	D 1

LA MÉTÉO

Maximum 21, minimum 14

Pluie en matinée, averses en après-midi. Probabilité de précipitations : 90 %. Détails **page S 16.**

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci : 29,7 mm L'an dernier : 12,8 mm
Cet été : 209,1 mm L'été dernier : 184,3 mm

QUÉBEC, 107[e] ANNÉE, N° 191
FLORIDE, 2,60 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 2 $ PLUS TAXES
1,73 $ PLUS TAXES
SAMEDI
6 27657 00076 6

1609335

GRANDE LIQUIDATION GM
0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 60 MOIS*
AVEC EN PLUS 1000 $ de réduction
À L'ACHAT, AVEC FINANCEMENT OU À LA LOCATION SUR PRESQUE TOUS LES MODÈLES 2003
* Sujet à l'approbation du service du crédit
FOURNIER
CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND
687-5170
www.fournierchev.gmcanada.com

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Le choc du rock



Le Festival d'été de Québec tire à sa fin. Mais il y a encore plusieurs spectacles à voir et à entendre d'ici la clôture. Ainsi, demain soir, la place d'Youville vibrera au son du groupe torontois The Sadies, qui propose un mélange de « rock garage », de surf rock et de country.

Dans le cahier Arts et vie

Les Côté d'Amérique



Au tournant des années 1630, il ne reste plus à Québec que six ménages français et cinq coureurs des bois. Une offensive sera menée en France pour recruter des colons. Jean Côté répondra à l'appel. La suite de nos grands portraits de familles.

Dans le cahier A

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344 1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LES SUITES

NIRVANA

Suite de la Une

mieux» depuis la défaite du Parti québécois, le ministre a tenu hier à rappeler que « la fédération du nirvana n'existe pas ».

La mise sur pied du Conseil de la fédération, une idée du Québec à laquelle tous les autres premiers ministres du Canada ont adhéré, est donc à ses yeux un premier signe de l'arrivée de ce « premier ministre qui croit au Québec dans le Canada, qui croit au Canada et qui connaît le Canada ». L'organisme, qui a rallié les provinces lors de leur rencontre à Charlottetown, devra conduire à un agenda canadien et un renforcement du rapport de force.

Mettant l'accent sur le « potentiel » du conseil pour « renforcer l'interprovincialisme », M. Dion a tué dans l'œuf la prétention des premiers ministres de vouloir ainsi faire entendre raison à Ottawa sur le déséquilibre fiscal. « Ils disent qu'il y a un déséquilibre fiscal, nous disons qu'ils n'y en a pas. Ça ne changera pas. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas se parler, pour voir comment on peut trouver des arrangements », a-t-il tranché.

BAISSER LES BRAS

Aux yeux de Bernard Landry, « Jean Charest a fait à Charlottetown ce que Mario Dumont a fait dans son discours à Toronto. Il a baissé les bras. Il a laissé entendre que la question du Québec était réglée ». Visiblement piqué par la rapidité avec laquelle s'est produit ce consensus canadien, le chef de l'opposition a accusé Jean Charest « d'être rentré dans le rang » et d'avoir renoncé à défendre les intérêts du Québec, « comme jamais un premier ministre depuis Duplessis » l'avait fait.



Stéphane Dion

Le chef péquiste n'en démord pas. En poussant à la roue du consensus avec les premiers ministres des provinces et des territoires, le premier ministre se comporte comme « un provincial, et eux, ça leur convient ». En s'assoyant à la table du conseil — qu'il a lui même mise —, le Québec « se comporte comme une province comme les autres et accepte de l'être. Il va devoir siéger et faire des compromis d'égal à égal avec des endroits que je respecte beaucoup, mais qui ne sont pas des nations comme c'est le cas du Québec. L'Ontario n'est pas une nation, c'est une fière province du Canada. Cette uniformité n'est pas conforme à la réalité ».

Ces déclarations du chef péquiste n'ont pas semblé surprendre Jean Charest. « On n'accusera pas M. Landry d'originalité, à force de répéter les mêmes vieux discours et les mêmes vieilles rengaines », a-t-il dit après la conférence de presse finale des premiers ministres à Charlottetown. « La réalité, a-t-il poursuivi, c'est que la fédération canadienne vient de franchir une nouvelle étape. C'est le Québec qui a joué un rôle important en faisant avancer, finalement, la fédération vers une nouvelle étape. »

Inquiet, Daniel Turp, député de Mercier, voit « dans cette première manœuvre » ce qui pourrait être « un premier pas vers la signature de la constitution de 1982. Le parti libéral n'a pas le mandat de faire des changements constitutionnels et n'a certainement pas le mandat de faire adhérer le Québec à la constitution de 1982 ».

Interpellé sur cette question, le premier ministre Charest a répliqué qu'« il n'y a personne qui propose d'entamer une étape d'amendements constitutionnels. On n'est pas fermés, sauf qu'on va commencer par franchir cette première étape que nous avions prévue dès le départ. Sait-on jamais, un jour on y arrivera peut-être ».

Avec Stéphane Paquet



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Le Dr Joseph Morrin, cofondateur du collège des médecins au Petit séminaire de Québec, vous guide à travers les rues de Québec.

PROBLÈMES

Suite de la Une

Parce qu'elle possède le statut de colonie, Québec ne peut refuser les navires qui accostent dans son port et qui y laissent, à chaque année, des centaines d'immigrants européens. Voyageant dans des conditions hygiéniques exécrables, ces nouveaux arrivants débarquent chez nous plus souvent qu'autrement infectés par de virulentes maladies qui prennent rapidement des proportions d'épidémie et qui font de nombreuses victimes. Ainsi, le choléra a tué 3292 personnes en 1832, 2519 en 1834 et 1184 en 1849. De son côté, le typhus a fait à lui seul plus de 8000 victimes en 1847. La variole a aussi fait des ravages.

MÉDECINS

Deux types de personnes peuvent officiellement pratiquer la médecine au milieu du XIXe siècle. Les chirurgiens-barbiers qui, même s'ils n'ont pas de formation, ont l'habitude de manipuler les couteaux et connaissent l'anatomie pour avoir castré des animaux, et les médecins qui ont été formés et dont les compétences sont reconnues par le roi.

« Les gens sont cependant encore nombreux à faire confiance aux charlatans, dont certains prétendent pouvoir venir à bout de la maladie grâce à des infusions d'herbes et à des onguents miraculeux de leur cru, nous informe le Dr Morrin. Ainsi pour soigner l'asthme, ils prônent l'utilisation de limiment sauvage, un médicament amérindien. Personnellement, j'ai prescrit à un de mes patients, M. Bouchard qui habite la rue Saint-Vallier, un mélange d'urine et d'iode qu'il devait mettre dans sa bouche afin d'en humecter les muqueuses de ses joues. Je lui ai aussi recommandé de fumer la pipe et le cigare parce qu'ils aident à purifier les poumons. Malheureusement, le traitement a été commencé trop tard et mon patient est décédé. »

Hôte du premier hôpital en Amérique du Nord, l'Hôtel-Dieu que l'on croise sur la rue des Remparts, Québec est, au milieu du XIXe siècle, un centre important de la médecine au niveau mondial, et comme ailleurs, la médecine d'observation y vit ses balbutiements. Peu importe le type d'intervention qu'ils pratiquent sur un malade, les médecins se font ensuite un devoir de rédiger un rapport dans lequel ils notent les moindres détails observés. Des écrits précieux que consultent les autres médecins.

« C'est en 1832 que le parlement a autorisé les premières autopsies sur les cadavres qui n'avaient pas été réclamés. Mais l'engouement pour la dissection fait en sorte qu'il n'y a plus assez de corps afin de répondre à la demande des écoles de médecine. Nous avons donc récemment assisté à une pratique assez morbide qui consiste à voler des cadavres dans les cimetières, comme celui de la rue Charlevoix, et à les revendre. Un crime sévèrement puni que plusieurs personnes n'hésitent pas à commettre et qui permet même à certains de payer leurs études. »

MALADIES MENTALES

Jadis considérées comme possédées du démon et gardées chez les sœurs de la Charité qui ont pignon sur la rue Olivier, les personnes souffrant de maladies mentales peuvent bénéficier de nouveaux traitements dans les années 1850.

« Pour un scientifique, les prières et les exorcismes ne valent pas grand-chose. Nous avons opté pour une nouvelle approche et nous pensons maintenant que ces dérangements de l'esprit peuvent être le fruit d'une maladie. Au lieu de garder les malades attachés à leur lit, nous favorisons dorénavant les traitements moraux. Nous envoyons les patients dans un environnement paisible comme celui de la campagne. La parole, les chants et les prières sont les traitements que nous favorisons. »

Les malades mentaux sont regroupés au Quebec Lunatic Asilum. Ce premier asile a été installé dans un manoir offert par Sir Robert Giffard.

« Nous utilisons aussi d'autres techniques afin de traiter la maladie mentale, comme la phrénologie, qui consiste à diviser le crâne en différentes zones et à établir le type d'intérêt de chacune et la trépanation qui nous permet de replacer le cerveau d'un malade après lui avoir percé un trou dans le crâne. »

FOSSOYEURS

Qui dit maladie, dit aussi mort. C'est aussi au milieu du XIXe siècle que naît sur la rue Saint-Vallier la première entreprise de pompes funèbres de Québec: Lépine et Cloutier . « Celle-ci a été fondée par M. Germain Legris, dit Lépine. Possédant une formation en ébénisterie, il a flairé la bonne affaire et il s'est lancé dans la fabrication de cercueils. À sa mort, son entreprise a été reprise par son fils et ainsi de suite. C'est d'ailleurs son petit fils Adélard qui a pratiqué la première autopsie à Québec.

« Les Lépine ont aussi été les premiers à mettre sur pied un service de corbillards. »

Curieux à la suite de ce bref aperçu de l'histoire la médecine à Québec au XIXe siècle ? Désireux de la connaître davantage ? Celle-ci peut être découverte par le circuit touristique « Docteurs, guérisseurs et fossoyeurs », présenté par la Compagnie des Six-Associés. Pendant tout l'été, le Dr Morrin se réincarnera afin d'offrir aux intéressés une visite guidée d'une quinzaine de lieux ayant marqué la médecine québécoise et de raconter quelques anecdotes savoureuses à son sujet.

Ce qu'il faut savoir

❑ Le circuit « Docteurs, guérisseurs et fossoyeurs » se met en branle tous les samedis et dimanches à 15 h, et ce, jusqu'au 31 août. Le rendez-vous a lieu sur la rue D'Auteuil en face du parc de l'Artillerie, dans le Vieux-Québec.

❑ La durée de la visite est d'environ deux heures. On conseille aux participants d'être bien chaussés puisque la distance qu'il parcourront à pied est d'environ trois kilomètres.

❑ Le coût de la visite est de 16 $ par personne. Cette somme comprend une petite potion offerte au Pub St-Patrick, une ancienne pharmacie. Seul l'argent comptant est accepté.

❑ Le circuit a remporté le prix d'excellence 2003 de l'Association québécoise d'interprétation du patrimoine.

❑ Les personnes désireuses de prendre part au circuit doivent réserver leur place en téléphonant au 692-3033. Il est aussi disponible en tous temps sur réservation pour les groupes.

BOMBE

Suite de la Une

On s'en doute, en 40 ans de métier, Charlebois en a vu d'autres. En arrière-scène, on murmurait qu'il était d'attaque comme jamais, nullement préoccupé par ceux qui n'étaient pas au rendez-vous, stimulé par ceux qui y étaient. La rumeur s'est vite confirmée. Il a commencé en douce, avec *J'veux d'l'amour*, a augmenté le tempo pour *The Frog song* et a ensuite dépoussiéré la *Marche du président*, qui date de l'époque où il partageait la scène avec Louise Forestier. À ce stade, il n'y avait plus de doute: Charlebois avait réchauffé son public frigorifié. Il faut dire que la version, qui a eu droit au violon de Catherine Ledoux, était d'une grande beauté et d'une précision d'enfer.

Lors de son long séjour au Casino de Montréal, Charlebois invitait une chanteuse différente à tous les soirs pour venir entonner *Miss Pepsi* avec lui. Lulu Hughes avait été du nombre et la chimie avait opéré entre les deux artistes. Puisque l'interprète se produisait un peu plus tôt sur la même scène, il était logique qu'elle vienne rejoindre le *bum* de bonne famille. Elle l'a fait deux fois plutôt qu'une: d'abord sur la cinématographique *Fu man chu*, qui a connu un bel écho dans la foule, puis sur la sus-mentionnée *Miss Pepsi*, qui avait des accents plus country que jamais.

À l'amorce de la tournée de l'album *Doux sauvage*, il y a quelque temps déjà, le chanteur avait mis au rancart plusieurs grands succès, dont la fameuse *Conception* et la très « variété » *J't'aime comme un fou*. Il les a ressortis hier pour fouetter la foule. « Si ça ne vous réchauffe pas, il n'y a rien qui vous réchauffera ! » a-t-il lancé. Il n'avait pas tort: ça chantait et ça *swinguait* solide sur le site. Plus personne ne songeait au temps maussade, ils étaient plus occupés à fredonner les refrains qu'ils connaissaient, à hurler les « Québec » de mise durant *Les Ailes d'un ange* ou encore à tenir le rythme sur la sympathique *Dolorès*, malgré la pluie qui s'était mise de la partie en fin de *show*.

Au terme de la prestation, tous y avaient trouvé leur compte où presque. Charlebois a en effet rocké quand les chansons le commandaient, donné dans les sonorités country-folk qu'il affectionne par les temps qui courent, sans oublier ses *hits* les plus rassembleurs. Et, surtout, il a offert quelques petits cadeaux à ses fans les plus fidèles en ramenant des titres laissés trop longtemps dans les tiroirs comme *Witchi Tai To*.

HUGHES SURVOLTÉE

En première partie, Lulu Hughes ne s'est pas non plus formalisée du temps frisquet. Arborant une tenue de meneuse de claques, tout comme ses deux danseuses-choristes, elle a livré une performance endiablée, où ses acrobaties vocales avaient pour double des chorégraphies dynamiques. Épaulée d'un compétente équipe de sept musiciens, elle a présenté les pièces de son premier album, ainsi qu'une sélection de reprise en phase avec son style de prédilection: le funk.



LE SOLEIL, STEVENS LEBLANC

Lulu Hugues n'a pas laissé une seconde de répit à son public.

On pourra reprocher à l'artiste de trop souvent singer les monuments de la soul et du funk américains, et, du même coup, de manquer de personnalité — au plan artistique, s'entend. Or, côté dynamique de scène, rien à redire: elle n'a pas laissé une seconde de répit à son public, l'intimant de danser, le faisant chanter, bref, le réchauffant comme il se doit. Une belle sortie, d'autant que son groupe, très synchro, compte sur des musiciens talentueux, dont le guitariste Dan Georgesco (Too Many Cooks).

1609343

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

La Mini — Tirage du 2003-07-11

Numéros	Lots
237849	50 000 $
37849	5 000 $
7849	250 $
849	25 $
49	5 $
23784 ■	1 000 $
2378 ■	100 $
237 ■	10 $

Banco / **Banco Spécial** — Tirage du 2003-07-11

04	12	18	20	23
27	30	32	33	35
40	41	46	55	60
61	63	64	66	68

La Québécoise — Tirage du 2003-07-11

③ 540 ④ 8493

Extra — Tirage du 2003-07-11

394202

Lotto Super 7 — Tirage du 2003-07-11

08 09 24 27 28 29 38

Complémentaire: (32)

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Revue de l'année Québecor — LES LUNDI, MARDI ET MERCREDI À 18 h 25 SUR LE RÉSEAU TQS

1609431



ACTUALITÉS

Du 27 au 31 août 2003 • 18e édition
RIMOUSKI FESTI JAZZ INTERNATIONAL
Jazz Divas
www.festijazzrimouski.com

Spa GIVENCHY
RELAIS & CHÂTEAUX
www.spagivenchy.com
www.lestroistilleuls.com
1 800-263-2230
Pour un séjour de rêve...

Réseau de « dealers » démantelé à Cap-Santé

Les deux fils du « caïd de Portneuf » sont arrêtés pour trafic de stupéfiants

MICHEL GODIN
Collaboration spéciale

■ CAP-SANTÉ — Franco, 19 ans, et Enrico, 24 ans, les deux fils de Giuseppe Sereno, un trafiquant de drogue notoire surnommé « le caïd de Portneuf », aujourd'hui décédé, ont été arrêtés tôt hier matin à Cap-Santé, pour possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic. Un troisième complice, Éric Bourgoing, 24 ans, a également été embarqué lors de l'opération policière qui a permis de démanteler la tête d'un réseau qui se spécialisait dans la distribution de drogues chimiques comme l'ecstasy, la cocaïne et le GHB, la fameuse drogue du viol.

Bourgoing et le plus vieux des Sereno étaient recherchés sous mandat d'arrestation pour trafic de stupéfiants. Ils ont été retracés tous les deux dans Le Chatillon, un vieux motel délabré de Cap-Santé ayant appartenu à Giuseppe Sereno. Le cadet a quant à lui été tiré de son lit alors qu'il occupait un chalet situé derrière le motel. Ils ont comparu au palais de justice de Québec, hier après-midi.

« Les drogues étaient écoulées dans la région de Portneuf ainsi que dans les fêtes *rave* de Québec. Le réseau opérait dans les écoles, les bars ainsi qu'au niveau de la rue. Il avait des liens avec le milieu criminel », a indiqué Richard Gagné de la SQ. Les perquisitions orchestrées hier sont le fruit de deux ans d'enquête menée par l'escouade du crime organisé. Au fil des mois, elle avait identifié les endroits dans la forêt où avaient lieu les transactions de stupéfiants.

Les fouilles ont permis de saisir plusieurs sortes de drogues qui étaient écoulées sur le marché noir ainsi que des pièces de voitures dont les numéros de séries avaient été enlevés. Des analyses plus poussées seront nécessaires pour préciser la nature complète de la rafle. L'escouade canine a participé à l'intervention permettant de trouver de la drogue dans des caches situées en forêt dans la montagne qui surplombe le motel. Le montant de la saisie tout comme le chiffre d'affaires des trafiquants ne sont pas connus pour l'instant.

« Notre objectif n'était pas de recueillir une grande quantité de drogue, même si elle est appréciable. Notre but était plutôt de démanteler le réseau qui sévissait sur le territoire de la MRC de Portneuf », a clairement expliqué Richard Gagné. D'ailleurs, dans le milieu, les dirigeants du réseau étaient reconnus pour ne pas faire de quartier aux mauvais payeurs. Selon les policiers, d'autres arrestations pourraient éventuellement survenir auprès de petits trafiquants qui se chargeaient de la distribution des stupéfiants.

Le motel Le Chatillon de Cap-Santé, fief du clan Sereno depuis des années, avait également défrayé les manchettes en 1995 quand Giuseppe Sereno avait tenu la Sûreté du Québec en haleine pendant deux jours. Entré illégalement au Canada après avoir été déporté vers son Italie natale, il s'était terré dans des couloirs adjacents au commerce avant de finalement se rendre aux autorités policières. Il a été assassiné en 1997 alors qu'il était incarcéré dans une prison près de Kingston, en Ontario.



COLLABORATION SPÉCIALE MICHEL GODIN

Les perquisitions orchestrées hier résultent de deux ans d'enquête menée par l'escouade du crime organisé.

Coupable d'avoir obtenu les services sexuels d'un mineur

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Un homme de 41 ans de Saint-Émile, Richard Verret, a été reconnu coupable hier d'avoir obtenu les services sexuels d'un adolescent de Saint-Raymond.

« M. Verret, vous êtes un type qui me fait peur. Vous avez une attitude de prédateur », a lancé le juge Jean-François Dionne à l'accusé après l'avoir déclaré coupable sur deux des cinq chefs d'accusation de nature sexuelle qui pesaient contre lui. Dans le passé, le quadragénaire a été condamné à trois reprises pour agression sexuelle sur des personnes mineures...

À deux reprises, en mars 2002, Verret a obtenu les services sexuels d'un jeune homme de 15 ans moyennant rétribution. L'accusé a connu l'adolescent alors que ce dernier faisait du pouce avec un ami à Saint-Raymond. Dans la voiture, le jeune homme a confié à l'accusé qu'il cherchait du travail et lui a donné son numéro de téléphone. Verret a communiqué avec lui pour lui offrir du boulot... à caractère sexuel. Les gestes reprochés à l'accusé ont été commis dans la voiture de ce dernier.

Dans le passé, le quadragénaire a été condamné à trois reprises pour agression sexuelle sur des personnes mineures

Durant son témoignage, l'accusé a soutenu n'avoir fait monter le jeune homme dans sa voiture que pour « aller chercher du pot ». L'adolescent savait où s'en procurer, a-t-il prétendu. « M. Verret, vous mentez mal. Vos hésitations sont révélatrices. Vous vous empêtrez dans vos explications. C'est pathétique de vous voir témoigner, je ne vous crois pas », a dit le juge Dionne à l'accusé avant de prononcer son verdict.

La majeure partie du témoignage du jeune homme s'est déroulée à huis clos, ce dernier ne se sentant pas à l'aise de raconter son histoire en présence de gens dans la salle.

Richard Verret a été acquitté d'une accusation relative au proxénétisme, faute de preuves à cet effet. Pour un autre chef, le juge Dionne a prononcé un arrêt des procédures. En ce qui a trait à la dernière accusation, qui concerne un autre adolescent, le juge a préféré prendre le tout en délibéré avant de rendre sa décision, le 12 septembre.

Le problème, c'est que la Couronne a accusé Verret d'avoir communiqué avec un adolescent afin d'obtenir des services sexuels. Selon le magistrat, Verret aurait plutôt dû être accusé d'avoir tenté d'obtenir les services sexuels de cet adolescent. « Il ne les a pas eus, le jeune s'est sauvé », a expliqué le magistrat.

En outre, a souligné le juge, la période durant laquelle les gestes reprochés à Verret auraient été commis et qui a été inscrite sur l'acte d'accusation n'est pas la bonne... « M. Verret ne peut pas répondre pour des gestes commis en décembre alors qu'il n'est pas accusé pour ça », a dit le magistrat.

« Je vais prendre ce dossier-là en délibéré parce que je ne sais pas si l'accusé doit être reconnu coupable sur ce chef-là, s'il doit être reconnu coupable sur un chef modifié ou s'il doit être acquitté », a conclu le juge.

La présumée victime dans ce dossier aurait également connu Verret à Saint-Raymond, en décembre dernier. L'adolescent faisait du pouce lorsque l'accusé lui aurait demandé s'il accepterait de lui fournir certains services sexuels moyennant rétribution. Une offre que le jeune homme aurait refusée.

L'accusé pourra demeurer en liberté jusqu'au 12 septembre, à condition qu'il ne se rende pas dans des endroits fréquentés par des mineurs. Verret devra également déposer au greffe une somme de 1000 $ d'ici mercredi, à défaut de quoi il prendra le chemin des cellules.

DRAME DE DONNACONA

Des funérailles pour trouver la paix

STÉPHANIE MARTIN
SMartin@lesoleil.com

La peine était grande hier aux funérailles de l'homme de Donnacona qui aurait été assassiné par sa belle-fille de 14 ans, le 4 juillet dernier. Devant les proches de la famille, le prêtre a insisté sur l'importance de ne pas porter de jugements.

« Personne n'a été insensible à ce qui s'est passé. Des opinions et même des jugements se sont formés. Qui sommes-nous pour juger ? » a dit le prêtre, avant de déclarer que c'était à la justice de faire la lumière sur toute cette histoire. « La révolte est un sentiment humain, a-t-il poursuivi, essayons de dépasser cette révolte et de trouver la paix. »

La jeune fille accusée du meurtre est sous la protection de la DPJ

L'église Saint-Jean-Baptiste était bondée de gens venus saluer une dernière fois l'homme de Donnacona. Le prêtre a tenu à leur livrer un message d'espoir, mais aussi à soulever un questionnement sur l'avenir de la société. « Cet événement nous interpelle tous. Il faut se demander quelle société nous voulons bâtir et sur la base de quelles valeurs. Sommes-nous prêts à nous investir ? » a-t-il demandé.

L'homme de Donnacona aurait été poignardé dans son sommeil par la fille de sa conjointe après une dispute au sujet des fréquentations de l'adolescente.

LE « RONGÉ »

Lui et sa conjointe se seraient opposés à sa relation avec un jeune homme de 20 ans surnommé « le rongé » connu des milieux policiers. La jeune fille, qui a été accusée de meurtre prémédité, est actuellement sous la garde de la Direction de la protection de la jeunesse, au centre l'Escale, en attendant son procès.

Le 22 septembre, elle reviendra devant le tribunal pour la divulgation de la preuve. L'adolescente est passible d'une peine maximale de 10 ans, dont six en garde fermée et quatre en liberté sous conditions.



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Devant les proches de la famille, le prêtre a insisté sur l'importance de ne pas porter de jugements.

1609208

Les Vacances c'est tentant

Le Magasin Latulippe restera ouvert tous les mercredis soir et les dimanches de l'été pour encore mieux vous servir !

LATULIPPE

637, St-Vallier O., QC, G1K 6W8
418.529.0024, www.latulippe.com

rabais de 10 à 60%

FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Devant un auditoire clairsemé, Paul Cargnello a su bien rendre son folk-punk révolutionnaire urbain.

PAUL CARGNELLO

Succès intime

Éric Moreault
EMoreault@lesoleil.com

Quand vous voulez prendre la mesure d'un chanteur (ou d'un groupe), il y a un signe qui ne trompe pas : la performance qu'il donne devant un auditoire clairsemé. Paul Cargnello s'en est tiré plus qu'honorablement hier midi.

Bien que le jeune Anglo-Montréalais soit relativement peu connu — mais ça ne durera pas longtemps — l'explication de la faible assistance ne se trouve pas là, pas plus que dans son folk-punk révolutionnaire urbain.

Il fallait vraiment être maniaque pour se pointer à place D'Youville : on gelait, il ventait et la flotte menaçait. Pour son premier spectacle au Festival d'été, il ouvrait hier soir pour Michael Franti au parc de la Francophonie et se produisait après au pub Saint-Alexandre, il en était peut-être mieux ainsi.

Pas que Cargnello soit peu habitué à la scène — il a fait ses classes avec son groupe punk-rock The Vendettas — mais sa nervosité était évidente. Faut dire qu'il fournissait beaucoup d'efforts pour s'exprimer dans la langue de Jean Leloup — à qui il fait d'ailleurs un emprunt, *l'amour est sans pitié*, dans une de ses chansons. Plusieurs de celles-ci comprennent d'ailleurs un couplet ou deux en français, quand ce n'est pas le texte au complet.

Solidement appuyé par un quatuor qui ajoutait du punch aux interprétations, le chanteur a repris le flambeau tendu par Billy Bragg, qui jouait au même endroit la veille. Même discours anti-Bush (quoique pas mal moins articulé chez Cargnello), même degré de politisation et mêmes préoccupations sociales : activistes, chômeurs, féministes, artistes indépendants, guerre, etc.

S'il privilégie lui aussi amour et politique comme thèmes majeurs de son œuvre et n'hésite pas à adopter un ton humoristique et ironique comme Bragg, c'est leur dette envers les Clash qui les unit vraiment.

Non content d'accorder une place importante au reggae dans sa musique aux mélodies accrocheuses et au bon *groove*, il a même écrit une pièce pour honorer la mémoire de Joe Strummer, guitariste des Clash décédé il y a quelques mois.

L'auteur-compositeur-interprète respecte d'ailleurs l'esthétique punk dans ses compositions : quelques accords énergiques, arrangements dépouillés et chansons d'une durée de deux, trois minutes.

Sa musique, toutefois, ne s'embarrasse pas de catégories et sa prestation d'hier confirme ce que nous soupçonnions à l'écoute de son premier CD, *Lightweight Romeo* : pour peu qu'il s'accroche et développe encore son talent, il passera poids lourd.

Le funk contagieux de Franti

Kathleen Lavoie
KLavoie@lesoleil.com

Petite soirée marathon, hier, sur les sites du Festival, qui s'est terminée au Pigeonnier dans un bain de funk contagieux, gracieuseté du Californien, Michael Franti. Ce dernier a fait la preuve que, beau temps, mauvais temps, il est possible d'avoir du plaisir au Festival.... en autant que la musique s'y prête.

Car s'il y a un reproche que l'on peut faire à cette édition de l'événement, c'est d'avoir peu permis aux spectateurs des grands sites extérieurs de lâcher leur fou sur des musiques entraînantes comme celles que nous a balancées le charismatique Franti, hier.

Entouré d'un *band* au *groove* infernal, le rappeur militant n'a pas caché son plaisir de se retrouver pour la première fois dans la capitale et ce, même s'il a failli ne jamais s'y rendre. « Je pense que les douaniers voulaient garder le chauffeur de notre camion avec eux ! » a-t-il rigolé en lançant un clin d'œil complice à ses musiciens.

Le grand black, portant fièrement *dreadlocks* et kakis d'armée, a dirigé de main de maître, avec son positivisme typique des habitants de la Côte Ouest américaine, une fiesta rassembleuse. Ce faisant, il a offert les pièces de ces deux derniers albums, *Stay Human* et *Everybody Deserves Music*, tout en servant de catalyseur au parquet de danse.

Boule d'énergie au *funk* ravageur, Michael Franti vient définitivement de s'ajouter à la liste de nos coups de cœur de ce 36e Festival d'été.

CALIFORNIA GUITAR TRIO

Sept minutes plus tôt — le temps nécessaire pour « gravir » ou « débouler » l'autoroute Dufferin — nous sommes allés jeter un coup d'œil sur la prestation des chouchous du Festival, le California Guitar Trio. Dans un Cabaret rempli à pleine capacité, le Belge, Bert Lambs, l'Américain, Paul Richards et le Japonais, Hideyo Moriya proposaient hier le matériel de leur dernier album original, *CG3+2*.

Accompagnés pour l'occasion de leur complice de longue date, Tony Levin, et d'un batteur de circonstances, Jerry Marotta, les trois guitaristes ont livré une prestation pour le moins enlevante. Tant et si bien, que la formation avait des airs de groupes rock, hier ! Solide.

Ceux qui regretteraient de ne pas avoir pu assister à cette prestation seront heureux d'apprendre que le California Guitar Trio a annoncé deux prestations « surprises » dans le cadre du présent Festival. Ils joueront ce soir, à 23 h et 1 h, au Pub Saint-Alexandre, et prendront la relève de Kevin Parent, demain, 23 h, sur les plaines.



LE SOLEIL, STEVENS LEBLANC

Entouré d'un « band » au « groove » infernal, le rappeur militant n'a pas caché son plaisir de se retrouver pour la première fois dans la capitale.



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Lorsqu'un musicien débarque en ville pour le Festival et qu'il lui faut un instrument précis, c'est Paul Bourque qui s'en charge.

Faire face à la musique

Un udu, vous connaissez ? Si vous donnez votre langue au chat, ne vous inquiétez pas, même le responsable des instruments de musique au Festival d'été, Paul Bourque, ignorait tout de l'objet à venir jusqu'à cette semaine. Comme quoi il reste toujours quelque chose à apprendre du vaste monde des sonorités.

Lorsqu'un musicien débarque en ville pour le Festival et qu'il lui faut un instrument précis, c'est Paul Bourque qui s'en charge. Si la corde de guitare d'un artiste lâche à quelques heures d'un spectacle, c'est encore lui qu'on appelle à la rescousse. Un piano doit être sorti du Clarendon et il faut en faire entrer un autre ? Coup de fil à Paul. Faire « face à la musique », c'est son boulot. Pendant 11 jours, le bonhomme gère la circulation des centaines d'instruments qui vont et viennent entre les aéroports, les hôtels, les magasins de musique et les différentes scènes.



Normand Provencher
NProvencher@lesoleil.com

« Règle générale, lorsque les artistes travaillent avec de gros instruments qui se transportent mal, on préfère en trouver un en ville. Ça coûte moins cher. De toute façon, on peut trouver ici 95 % de ce qu'on a besoin. Parfois, il est plus simple que l'artiste apporte avec lui son instrument et qu'on paye les frais de cargo », explique celui qui, le reste de l'année, œuvre comme directeur technique chez Ex-Machina, la compagnie de Robert Lepage.

L'arrivée du Festival d'été représente un moment fort pour quelques magasins de musique de la capitale. Bon an mal an, l'organisation dépense entre 40 000 et 50 000 $ en location d'appareils et instruments de musique, le plus souvent des percussions, des vibraphones et des amplificateurs.

MUSICIEN DANS LE PÉTRIN

Face aux imprévus, Paul Bourque doit être capable de se « retourner sur un 10 cennes ». Cette année, il est servi à souhait. Lorsque Daniel Lanois s'est fait voler son Winnebago, à Sherbrooke, à quelques heures de son spectacle au Festival d'été, il n'y avait pas une minute à perdre. Le véhicule ne renfermait pas beaucoup d'instruments, mais une pédale à guitare, entre autres, manquait à l'appel, celle permettant de créer « des effets des années 70 ». Le Festival a réussi à lui en dénicher une, en passant par un des musiciens de Rick Hayworth. Qui de mieux placé pour comprendre un musicien dans le pétrin qu'un autre musicien ?

Mercredi, autre pépin, il manque une pédale à un instrument du groupe de la chanteuse égyptienne Natacha Atlas. Quelques jours auparavant, c'était Mary Gauthier qui avait un problème avec sa guitare, sans oublier le fameux udu, endommagé durant le transport, appartenant au percussionniste Christian Paré, du trio Marc Vallée. Paul Bourque est alors allé faire un tour dans Internet afin de savoir de quoi il en retournait.

« On avait un udu à lui fournir, mais il n'avait pas la bonne tonalité. Finalement, c'est un musicien qui a réussi à communiquer par courrier électronique avec la compagnie Latine Percussion pour en faire venir un. »

UN UDU, C'EST QUOI AU JUSTE ?

Le métissage des cultures, la mondialisation et la mixité culturelle ont entraîné la prolifération de nouveaux instruments de musique. Il est loin le temps du violon, de l'accordéon et de la bombarde. « On a maintenant accès à la musique de partout dans le monde. Il y a 10 ans, on n'aurait vu personne jouer du didgeridoo au Festival d'été », mentionne Paul Bourque, en pensant à l'instrument inusité du groupe d'aborigènes australiens White Cockatoo.

Au fait, vous devez sûrement vous demander ce qu'est un udu ? Il s'agit d'une jarre à percussion, le plus souvent fait de céramique ou de terre cuite, avec une ouverture sur le côté. Pour les détails, demandez au spécialiste, il sait maintenant tout ce qu'il y a à savoir sur cet instrument méconnu...

FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC

Autres textes

- **Le rodéo musical des Cowboys fringants** C 1
- **Tony Levin : bosseur invétéré** C 3
- **La consécration des Chiens** C 6
- **L'appel de Geneviève Charest** C 7
- **Geldof : d'ombre et de lumière** C 7

1609759

Les Fêtes de la Nouvelle-France SAQ

BAL COSTUMÉ

Le Veglione



Pour une ambiance musicale d'hier à aujourd'hui !

Costume Nouvelle-France obligatoire

Mardi 5 août 2003

Espaces Dalhousie

(84, rue Dalhousie - voisin du restaurant Café du Monde – Vieux-Port)

Forfait « Gourmand » Somptueuse dégustation de vins & fromages suivi du bal costumé

Profitez des commentaires d'un connaisseur et savourez neuf délicieux fromages du Québec répartis en 3 services. De plus, 5 vins délectables vous seront offerts pour un mariage des plus exquis !

19 h - 100 $ / personne + taxes

Forfait « Plaisir » Danse à l'honneur

Le bal costumé est le rendez-vous incontournable des habitants de la Nouvelle-France. Bénéficiez d'une consommation gratuite et d'une surprise fromagée.

20 h - 50 $ / personne + taxes

Réservation et achat de cartes
Les Fêtes de la Nouvelle-France SAQ
Madame Hélène Hardy

INFO FÊTES TELUS (418) 694-3311 1-866-391-FETE
www.nouvellefrance.qc.ca

En collaboration avec

Vous allez fondre pour les fromages de chez nous.

SAQ et ses partenaires

espaces dalhousie

Les troubadours de La Rue Kétanou

Éric Moreault
EMoreault@lesoleil.com

Ils se sont donnés un patronyme en forme de calembour — La Rue Kétanou — qui ne vous dit probablement rien, mais ils ont un public fidèle et enthousiaste de cégepiens et d'universitaires — la jeunesse altermondialiste, en fait — qui s'est déplacée en masse pour les applaudir en fin de journée hier, à place D'Youville.

Mourad Musset, Florent Vintrigner et Olivier Leite font, écrit-on, dans la nouvelle chanson réaliste. *Mouais*. Appelons ça plutôt un retour à une certaine chanson, celle-là même qu'on célébrait cette semaine sur les Plaines, celle de Jacques Brel. Ils sont de fiers représentants de la « Vieille Europe ». Imaginez, ils célèbrent la famille ! Et « quand on ne chante pas, on fait des enfants... »

Le modèle est simple : une chanson à texte minimaliste, deux guitares et un accordéon, qui puise son inspiration dans la rue (comme l'indique le nom du groupe). L'exubérance et l'aspect sympathique de leur prestation compensent la linéarité et la simplicité (volontaire ?) des compositions. Tout est en fonction du texte, qui se fait souvent pamphlétaire, sourire en coin : racisme, immigration, pauvreté, sans domicile fixe...

Les trois comédiens devenus troubadours démontrent évidemment une assurance sans faille sur scène et une théâtralité qui frise le caricatural.

Au rappel, un autre groupe festif, Polémil Bazar, est venu les joindre sur scène. Juste retour des choses puisque La Rue Kétanou avait accompagné la formation de Québec, qui jouait en début d'après-midi.

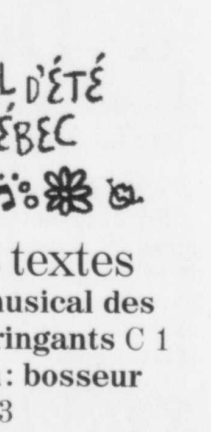
Gagez qu'à un prochain festival, le trio jouera ailleurs qu'à la place D'Youville.

SÈCHE TES PLEURS

Hier soir, si le ciel avait pleuré durant la prestation de Lo'Jo, il se serait répandu de tristesse. Le sextet de Denis Péan méritait mieux pour sa troisième visite au Festival d'été que ce site vide, désespérément vide. Mais il aurait probablement versé aussi quelques larmes sur une performance triste comme les pierres.

Lo'Jo a été victime des circonstances, il est vrai, mais sa « musique de fête », selon les mots du maître d'œuvre du groupe français, s'est plutôt transformée en musique mortuaire. Le plafond du ciel était aussi bas que celui de la troupe, sous le choc en plus d'être frigorifiée. On aurait souhaité quelque chose de plus gai que ce vague-à-l'âme et cette mélancolie.

Personne ne sourit d'ailleurs. Ou si peu. C'est sérieux, Lo'Jo. Cet assemblage hétéroclite de chanson française qui amalgame rythmes africains et jamaïcains, mélopées d'Afrique du Nord et violon tzigane, finit par être complexe. Les strates se superposent jusqu'à former un tout compact où il est difficile pour l'auditeur de s'immiscer. Dans les circonstances, fallait-il boire le calice jusqu'à la lie ? Un spectacle à oublier, tant pour Lo'Jo, que pour les festivaliers.



Les trois acolytes ont fait preuve d'aisance sur scène et de théâtralité.

CHUL : Québec ne laisse guère le choix aux ophtalmologistes

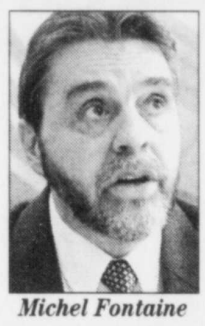
Tout est mis en œuvre pour les forcer à déménager à Saint-Sacrement

Québec met pratiquement le couteau sous la gorge des ophtalmologistes du CHUL pour les forcer à déménager à l'hôpital du Saint-Sacrement... et ainsi combler le vide laissé par le départ des accouchements.

Ni le ministère de la Santé ni la Régie régionale de Québec ne peuvent contraindre les ophtalmologistes à bouger. Et, *a priori*, ceux-ci n'ont pas l'intention de changer d'institution. Mais tout est mis en œuvre afin de limiter au maximum leur marge de manœuvre.

Le pdg de la Régie, Michel Fontaine, les a rencontrés jeudi soir. Le message ? S'ils restent au CHUL, ils n'auront pas un cent. Pas d'achat d'équipements, pas de développement, pas d'immobilisations.

En plus, leur a-t-il dit, un nombre important de gynécologues-obstétriciens débarqueront au Centre mère-enfant à l'automne. Ces spécialistes ne réalisent pas que des accouchements. Et la priorité leur sera donnée pour l'utilisation des salles d'opération. « Éventuellement, (les ophtalmologistes) n'auront plus les espaces qu'ils ont déjà eus. D'ici deux ans, s'ils restent au CHUL, il n'y aura presque plus de salles (pour eux) », souligne M. Fontaine au SOLEIL.



Michel Fontaine

Ne serait-ce pas des menaces ? Non, rétorque le pdg de la Régie. « Ce n'est pas du chantage. »

Et il en remet. M. Fontaine a rappelé aux médecins que le ministre de la Santé a mis 9 millions $ de côté pour créer un centre de l'œil tout neuf à Saint-Sacrement. Une somme qui leur permettra d'avoir accès à six salles d'opération.

Encore une fois, M. Fontaine jure que ce ne sont pas des « bonbons ».

Mais il poursuit sur sa lancée. Les plans du ministre et de la Régie pour la réorganisation des soins hospitaliers sont clairs : après le départ des accouchements vers le CHUL et Saint-François d'Assise, « le premier jalon » du virage « chirurgie de courte durée » à Saint-Sacrement est la venue des ophtalmologistes. On veut ainsi combler les locaux vacants. « Il n'est pas question de développer au CHUL alors qu'il y a de la place disponible à Saint-Sacrement. »

Le directeur du département d'ophtalmologie du CHUL, le Dr René Dinh n'a pas voulu commenter, hier. Les médecins concernés se rencontreront au cours des prochains jours.

OBSTÉTRIQUE

Mais il n'y a pas que les ophtalmologistes qui sont mécontents. Les gynécologues-obstétriciens de Saint-Sacrement n'ont pas dérougi depuis l'annonce de leur déménagement forcé. « Ils sont malheureux, eux aussi », a constaté le pdg Fontaine lors d'une réunion, hier matin.

La Régie mise toutefois sur la technologie du Centre mère-enfant pour calmer les plus récalcitrants. Le pari ? Que la performance des nouveaux équipements comblera les obstétriciens.

M. Fontaine admet cependant que certains pourraient se braquer et rester à Saint-Sacrement. Ils devraient alors abandonner les accouchements pour ne faire que de la chirurgie.

FONTAINE À L'« AGENCE »

Par ailleurs, Michel Fontaine démontre un intérêt important pour le poste de direction de la future agence régionale qui remplacera la Régie. Il dit « adorer » son travail. Il attend toutefois d'avoir plus de détails sur la structure en question avant de postuler officiellement. **B.R.-C.**

INTERVENTIONS CHIRURGICALES

Les listes d'attente ne seront pas effacées avant le printemps 2005

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

■ La baisse de cadence imposée par les libéraux dans le traitement des patients en attente « hors délais » repousse au printemps 2005 la résorption des listes dans la région de Québec.

En entrevue au SOLEIL, le pdg de la Régie régionale de Québec, Michel Fontaine, confirme que dans le meilleur des scénarios, aucun patient n'attendrait plus que le « délai normal » à partir de l'été ou de l'automne 2004. Mais le manque de ressources humaines, de médecins et d'infirmières, le force à la retenue. Nouvelle échéance : la fin du prochain exercice financier, le 31 mars 2005.

« On est dans les temps en cataracte et en chirurgie de la rétine. Mais pour les autres, on est obligé de réduire le tempo car on a eu un an de plus pour traiter les cas », expose Michel Fontaine.

En début d'année, les péquistes avaient lancé un blitz afin d'effacer les listes en 12 mois. Sauf qu'à la fin mai, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, avait soutenu que le trou laissé par ses prédécesseurs dans les finances publiques l'obligeait à la patience. Il se donnait donc deux ans pour soulager les 34 000 ou 35 000 Québécois en attente de traitement depuis trop longtemps, dont 18 000 en 2003.

Ainsi, en 2003-2004, M. Fontaine prévoit que 60 % des clients « hors délais » de la région de Québec auront reçu les soins attendus. Une exception, la résonance magnétique où le contrat avec une clinique privée permettra de remettre le compteur à zéro.

Dans les autres secteurs, la machine tarde cependant à prendre son rythme. Ainsi, par exemple, depuis le début de l'année, 25 prothèses du genou ont été posées alors que 279 patients en attendent une, dont 188 depuis plus que les trois mois « réglementaires ».



ARCHIVES LE SOLEIL

Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, avait soutenu à la fin mai que le trou laissé par ses prédécesseurs dans les finances publiques l'obligeait à la patience.

La prolongation libérale n'est toutefois pas la seule responsable de la lenteur, indique M. Fontaine. L'été est lui aussi accusé. « Même si on avait des millions de dollars, l'autre problème qui surgit, c'est le manque de personnel. » Les médecins et les infirmières étant en vacances, il faudra patienter jusqu'au 15 septembre pour que le réseau reprenne son rythme de croisière, fait-il valoir.

« Il faut être réaliste, ce n'est pas juste une question d'argent. » La pénurie sévissant encore, M. Fontaine doute que l'objectif d'un an du PQ aurait pu être atteint.

« Même si on avait des millions, l'autre problème qui surgit, c'est le manque de personnel », soutient M. Fontaine

Notons que la capitale n'est pas la seule région où il faudra 24 mois afin de traiter tous les patients à l'intérieur des délais médicalement acceptables. Dans la métropole aussi, indique la porte-parole de la Régie locale, Lauréanne Collin.

1589916

AUBAINES
du 9 au 18 juillet
ARBRES jusqu'à 50%
ARBUSTES jusqu'à 50%
Vivaces à partir de 8,47$ ch.
Cour.: 12,97$ Pot 2 gal
CONIFÈRES jusqu'à 30%
FONTAINES jusqu'à 50%
MARCHÉ AUX PUCES jusqu'à 70%
ROSIERS jusqu'à 50%
Quantités limitées sur marchandise sélectionnée
LES CENTRES JARDINS PARADIS
De vrais horticulteurs pour vous servir
Ouvert 7 jours
1100, boul. Saint-Joseph, Lebourgneuf (au bout de Pierre-Bertrand Nord)
626-4000
Fleuriste

1609582

Le trio de l'été
François Lafortune COLLECTION
Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy • 657-1760
ABSOLUMENT TOUT
60% 70% 80%
BEAUCOUP D'AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN
PROFITEZ DE LA LIQUIDATION DES PLUS BELLES COLLECTIONS POUR HOMMES À QUÉBEC
DES EXEMPLES :
BAUMLER Costume courant 1395$ 395$
Guy Laroche Veston courant 795$ 195$
François Lafortune Costume courant 1195$ 295$
ZANETTI Pantalon sport courant 325$ 95$
Guy Laroche Chemise courant 195$ 49$
BAUMLER Coupe-vent courant 695$ 149$
AXIS Bermuda microfibre 6 couleurs courant 195$ 65$
Cravate courant 135$ 25$
AXIS T-shirt courant 125$ 35$
AUCUNE QUANTITÉ LIMITÉE • INVENTAIRE COMPLET

PROSTITUTION JUVÉNILE

La pertinence d'une partie de la preuve contre Pélissier questionnée

Le juge a demandé à la Couronne de mieux choisir ses enregistrements téléphoniques

Élisabeth Fleury
EFleury@lesoleil.com

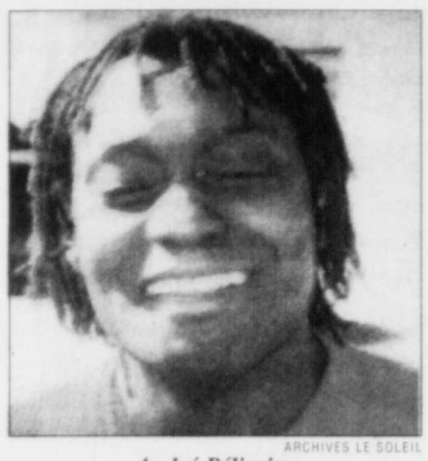
Le juge Pierre Verdon a demandé à la Couronne de choisir, « s'il-vous-plaît », des conversations téléphoniques « pertinentes » pour l'issue du procès du présumé proxénète, André Pélissier, qui s'est poursuivi toute la journée, hier.

Le juge Verdon a formulé cette demande « à titre préventif » à Me Geneviève Lacroix, hier matin, après que l'avocat de Pélissier, Me Yves-André Leboutiller, eut questionné la valeur des conversations téléphoniques sélectionnées par la Couronne.

« Je ne sais pas où elle veut aller avec ça. C'est quoi la pertinence ? Est-ce qu'on veut étirer le temps ? » a demandé Me Leboutiller après que le juge eut décrété une pause. Selon lui, Pélissier souffrirait de voir sa vie privée étalée sur la place publique.

Jeudi, la Couronne a fait entendre une vingtaine d'enregistrements dans lesquels Pélissier s'entretient notamment avec ses maîtresses. Une conversation entre l'accusé et un de ses enfants a même été présentée.

Hier matin, le juge Verdon a demandé à la Couronne certaines explications après avoir entendu un enregistrement dans lequel Pélissier parle d'un travail « sur le plancher » avec une jeune femme qui n'a jamais été interrogée par les enquêteurs du projet Scorpion. « Expliquez-moi en quoi cette conversation-là est pertinente pour l'issue du procès », a lancé le magistrat à la Couronne.



ARCHIVES LE SOLEIL
André Pélissier

Selon Me Lacroix, « les conversations ont un lien, mais il faut toutes les écouter ». La procureure de la Couronne estime qu'à la quantité de noms et d'informations qui se trouvent dans les 27 000 conversations téléphoniques captées dans le cadre du projet Scorpion, les policiers pourraient enquêter pendant les cinq prochaines années... « Dans certains de ces enregistrements, il y a corroboration de certains témoignages », a ajouté Me Lacroix.

À la reprise de l'audience, Me Lacroix a annoncé que la Couronne avait procédé à une sélection « plus pointue » des conversations téléphoniques. Ainsi, elle a présenté un enregistrement dans lequel une jeune femme parle à Pélissier du montant qu'elle a gagné la veille. Pélissier est à Québec et son interlocutrice à Montréal.

Dans cette conversation, l'accusé demande à sa « protégée » s'il y a « quelqu'un, là-bas, avec qui on peut faire affaires ». « Ben, il y a deux filles, mais ce sont des bébés gâtés qui prennent de la coke », lui répond-t-elle.

Dans un autre enregistrement, Pélissier offre à une jeune femme de « s'occuper » d'elle. « J'ai une place pour toi, mais tu ne m'appelles pas. Je vais m'occuper de toi, il faut que tu te sortes de cette *business*-là. J'ai des plans pour toi, ici ou ailleurs. »

Dans une autre conversation avec la même jeune femme, Pélissier insiste pour que cette dernière travaille pour lui. « Avec Josée (prénom fictif), j'ai fait 1200 $, hier. Toi et ton *bonhomme*, vous ne savez pas comment ça marche. Mais si c'est ça qui t'intéresse... »

1609626

PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE

GRANDE LIQUIDATION
GM

0 %
DE FINANCEMENT À L'ACHAT
PENDANT 60 MOIS†

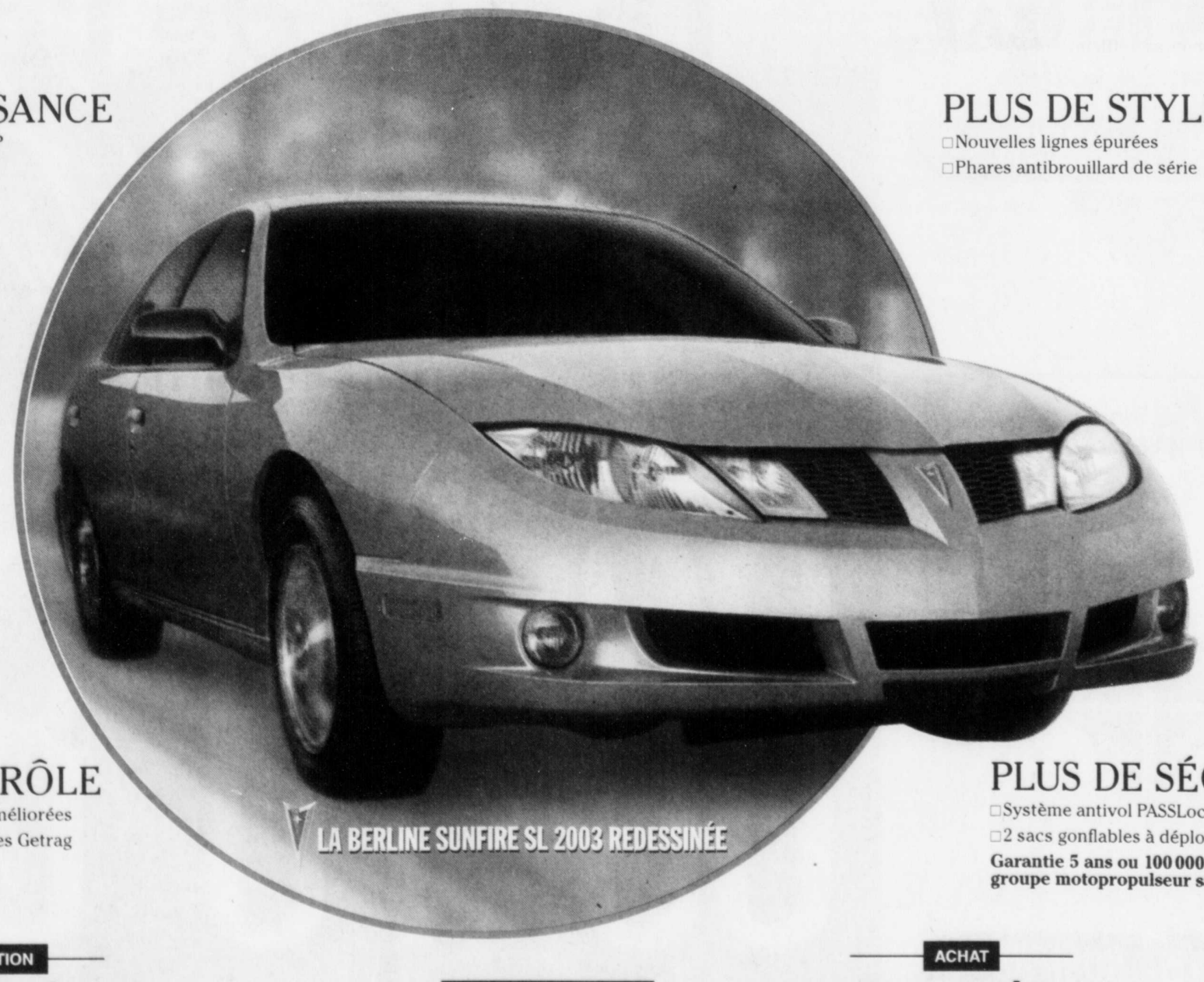
BIEN PLUS.

GM Canada

PLUS
1000 $ de réduction*
À L'ACHAT OU À LA LOCATION,
SUR PRESQUE TOUS
LES MODÈLES 2003.

PLUS DE PUISSANCE
□Moteur ECOTEC 2,2 L de 140 HP

PLUS DE STYLE
□Nouvelles lignes épurées
□Phares antibrouillard de série



PLUS DE CONTRÔLE
□Tenue de route et maniabilité améliorées
□Transmission manuelle 5 vitesses Getrag

PLUS DE SÉCURITÉ
□Système antivol PASSLock
□2 sacs gonflables à déploiement adapté
Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

LOCATION
198 $/mois*
TERME DE 48 MOIS
INCLUT LA RÉDUCTION DE 1000 $*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS
0 $ comptant*
0 $ dépôt de sécurité*

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
148 $	2 353 $
177 $	1000 $

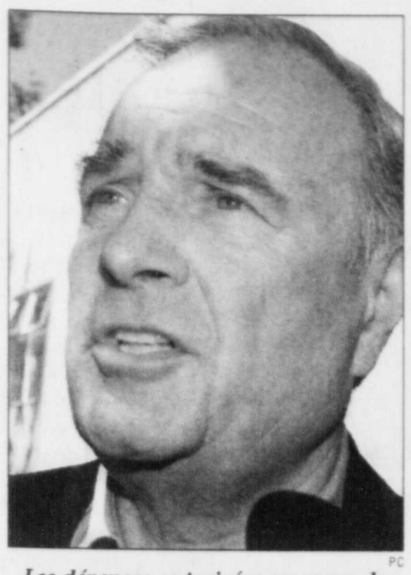
ACHAT
241 $/mois**
TERME DE 60 MOIS
INCLUT LA RÉDUCTION DE 1000 $*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS
0 $ comptant**

PONTIAC BUICK GMC

Programme des Diplômés 1000+
GM La Carte GM TD
GARANTIE DU GROUPE PROPULSEUR 5 ANS 100 000 KM SANS FRANCHISE

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2003 en stock suivant : Sunfire SL (2JB69/R7A). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois sans versement initial (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigée à la livraison. **Paiements mensuels basés sur un terme de 60 mois sans versement initial. À l'achat, préparation et transport inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. •Le crédit de 1 000 $ comprend les taxes applicables et est inclus dans les offres de cette publicité. †Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



PC

Les dépenses autorisées au cours de la course à la chefferie se limitent à 4 millions $. L'excédent accumulé par Paul Martin devrait donc théoriquement aller renflouer les coffres du PLC.

Martin amasse 2 millions $ de plus

Son plus proche rival, John Manley, est contraint de réduire son personnel

ALEXANDER PANETTA
Presse canadienne

OTTAWA — Alors que John Manley est contraint de réduire son personnel, Paul Martin accumule les dons en argent et accentue son avance dans la course à la direction du Parti libéral du Canada.

Le favori pour succéder à Jean Chrétien a fourni une autre preuve, hier, qui permet de croire que son tiroir-caisse est plutôt bien garni. Paul Martin a présenté une liste de 24 donateurs qui, ensemble, ont injecté 1 million $ dans le budget de campagne de l'ancien ministre des Finances. Les détails des contributions seront dévoilés plus tard cette année.

Paul Martin a également annoncé qu'il avait recueilli 1,1 million $ supplémentaires dans les deux derniers mois portant le total des contributions qu'il a obtenues à 6 millions $. Et il est fort probable que le montant officiel soit davantage imposant.

Le montant déclaré de 6 millions $ est environ trois fois plus important que la somme amassée jusqu'à maintenant par John Manley, son principal adversaire.

L'impressionnante récolte de Paul Martin reflète bien l'impression d'invincibilité qu'il dégage. Cet argent lui permet aussi de commander des sondages dispendieux, de consulter des conseillers onéreux et d'embaucher des organisateurs d'expérience.

Des entreprises ont donné jusqu'à 100 000 $ au favori de la course à la direction du PLC

Les dons à la caisse personnelle de Paul Martin s'accumulent depuis plusieurs années déjà. Parmi les plus importantes contributions, on note 100 000 $ du magnat des produits surgelés Wallace McCain, 100 000 $ de Westcoast Energy de Vancouver, en Colombie-Britannique, et 25 000 $ du géant canadien des télécommunications BCE.

Ces dons se retrouvent sur la liste des 24 donateurs dévoilées vendredi. Paul Martin n'avait précisé que quatre contributions avant vendredi.

« Nous sommes évidemment très heureux des appuis offerts à Paul et nous les apprécions », a dit Scott Reid, le porte-parole de Paul Martin.

Le plafond limite des dépenses permises dans le cadre de la course à la chefferie a été établi à 4 millions $, sans tenir compte des frais de déplacements.

Tous les montants non-utilisés après le congrès du parti libéral qui se tiendra en novembre seront remis au parti libéral, qui a des dettes de 1,3 million $.

Alors que Paul Martin continue d'avoir le vent dans les voiles, l'équipe de John Manley a admis vendredi que des compressions sont imposées dans le but de faire avancer la campagne de l'actuel ministre des Finances.

La porte-parole Susan Smith n'a pas indiqué combien de gens quittaient l'organisation, mais a confirmé que les contrats de plusieurs personnes n'étaient pas renouvelés.

Les économies réalisées vont contribuer à éponger les frais de déplacement de John Manley qui sera appelé à traverser le pays cet été pour convaincre les membres du parti libéral de voter pour lui. Les efforts de John Manley lui ont permis d'amasser 2,2 millions $ jusqu'ici dont 700 000 $ dans les deux derniers mois.

La journaliste canadienne arrêtée en Iran dans le coma

Les Affaires étrangères auraient signifié à son fils qu'elle était en état de « mort cérébrale »

■ MONTRÉAL (AFP) — La journaliste photographe canadienne indépendante, qui aurait été interpellée le mois dernier en Iran avant d'être hospitalisée, est dans « un état comateux » et le Canada tente de dépêcher à son chevet un médecin, a indiqué hier un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Reynald Doiron.

Zahra Kazemi, une résidente de Montréal de 54 ans disposant de la double nationalité canadienne et iranienne, a été interpellée vers le 23 ou 24 juin alors qu'elle photographiait la prison d'Evin, dans le nord iranien en proie à des manifestations antigouvernementales, selon le porte-parole qui se réfère au témoignage d'un « ami » qui accompagnait la journaliste.

Sur le site internet de la chaîne canadienne nationale CBC, le fils de Mme Kazemi, Stephane Hachemi, qui vit à Montréal, a précisé que les autorités canadiennes avaient signifié à la famille que la journaliste était en état de « mort cérébrale ».

« J'aimerais qu'ils mettent plus de pression sur le gouvernement iranien », a-t-il indiqué, alors que le Canada a déjà demandé à Téhéran de diriger une enquête sur les circonstances qui ont conduit à l'hospitalisation de Mme Kazemi deux jours après son arrestation pour « espionnage ».

Le Canada tente de dépêcher un médecin à son chevet

Des émissaires du gouvernement canadien se sont rendus au chevet de Mme Kazemi mais ne possèdent pas les connaissances médicales leur permettant de juger de son état. Le porte-parole des Affaires étrangères a précisé que le Canada avait pris contact avec Médecins Sans Frontières pour étudier la possibilité de dépêcher un médecin, « probablement un neurologue », capable de « procéder à un examen complet des signes vitaux » de la journaliste puis d'envisager une éventuelle évacuation par avion sanitaire.

Selon les médias canadiens, Mme Kazemi vit depuis 10 ans à Montréal, où elle travaillerait notamment pour le magazine *Recto Verso*, après avoir passé plusieurs années en France.

1609084
DIVERTISSEMENTS
Tous les jours dans le Soleil
1609650

Les Manoirs Sully *offrent aux personnes retraitées ou préretraitées l'occasion d'habiter dans un luxueux manoir*
500, rue Rousseau, Vanier Près de Fleur de Lys
Logements luxueux de 1 1/2 à 4 1/2 pièces
Salle à manger avec verrière
Grands salons aux étages
Services offerts :
• Surveillance 24 heures
• Médecin
• 12 caméras de surveillance
• Entretien ménager
• Service aux tables
• 2 repas et collations
• Bains tourbillon
• Salle de billard
• Salles communautaires
• Bâtiment avec gicleurs • Foyer et jardin extérieur, etc. 688-3330 683-1261

BIENVENUE!
Après un an en résidence multidisciplinaire, le Dr Geneviève Cossette se joint au Dr Jacques Boisvert pour y apporter toute son expertise. Bienvenue au Dr Cossette qui pratiquera dès cet été aux
Promenades Beauport, 3333, rue du Carrefour, local 200
Tél. : 667-3954, poste 3
1609703

SUPERGRILLE
LE SOLEIL Par Michel Hannequart
DICTIONNAIRE LAROUSSE 2004
Les gagnants de la semaine dernière sont :
Marie-Claude Mercier, L'Ancienne-Lorette
Marcel Larue, Lévis
Nicole Roberge, Beauport
3 gagnants à toutes les semaines !
Veuillez prévoir 6 semaines pour la réception de votre prix qui vous sera envoyé par courrier.
LE SOLEIL
1606393

LE MEILLEUR solarium au monde
Plus de 22 ans à votre service
PRODUITS ET SERVICES
• Solariums quatre saisons (modèles exclusifs)
• Verrières sur mesure
• Serres
• Entretien et réparation
• Agrandissement résidentiel et commercial sur mesure, selon vos besoins
Estimation gratuite
Zytco
877-1888 1-800-665-9505
5237, boul. Hamel Ouest, bureau 130, Québec
Courriel : infos@zytcoquebec.com • Site Internet : www.zytco.com
1607580

Votre meilleur choix !
Le HIT de l'été !
AMD Duron 1,3 Ghz
Mémoire vive 256 Mo
Écran 17" (.25)
Disque dur 30 Go
689 $ ou 23 $ / 36 mois *
Disques durs MAXTOR
40 Go 85 $ 80 Go 107 $
Graveurs
de CD LG 52X 57 $
de DVD LG 229 $
Portable
Celeron Tualatin 2 Ghz
Mémoire vive 256 Mo
Écran 15" TFT
Disque dur 20 Go
Combo DVD+Graveur CD
Port Firewire
Windows Xp Home français
LA GAMME Info CLICK
Mallette incluse
Disponible en Pentium 4
Seulement 1607 $ ou 55 $ / 36 mois * Régulier 1718 $
MISE À JOUR Pentium 4
Faites-vous plaisir
Seulement 499 $
Meilleurs PRIX garantis
Vous le voulez ? ON L'A !
SURPRISE Avec ce coupon, recevez un cadeau surprise à l'achat d'un ordinateur complet.
Quantités limitées. Pour un temps limité. Le Soleil 12.07.2003
Info CLICK
Charlesbourg 200, 64e rue Est (coin Henri-Bourassa) Tél. : 627-6244
Québec 5237, boul. W.-Hamel (près de Tomas Tam) Tél. : 872-7077
Lévis 4719, boul. de la Rive-Sud (près de Briques Ruel & Frère) Tél. : 838-9959
www.infoclick.ca
* Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails en magasin. Images à titre illustratif. Spéciaux en vigueur jusqu'au 13 juillet 2003.
1609344

Jusqu'à dimanche 20 juillet
La promenade des soldes
JUSQU'À 70 % DE RABAIS
boutiques et services 150
PLACE DE LA CITÉ
CENTRE COMMERCIAL
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy / 418•657•7015
www.placedelacite.com

VENTE
FIN DE SAISON
Grande liquidation de juillet
Nous devons faire de la place pour les nouveautés hockey 2003-2004 qui sont déjà arrivées.
RABAIS JUSQU'À 60 %
NEUF Vélo Énergy Celtic Hybride 21 vit. Shimano Potence ajustable Suspension selle 249,99 $
NEUF Casque de vélo Cour. 24,99 9,99 $
Choix de vélos USAGÉ Dans différents modèles et marques 24,99 $ ET PLUS
Service Mise au point vélo 24,99 $
Golf NEUF 15 balles Spalding Molitor Titanium Power 14,99 $ Cour. 29,99
1/2 ensemble débutant (Fairway, Scorpion, Cosmo) NEUF Cour. 119,99 99,99 $
Patins alignés Nike N-Dorfin 5 Abec 5, NEUF roues 78 mm/80A 179,99 $ Cour. 199,99
Plusieurs autres RABAIS en magasin
Payez encore moins cher! Échangez vos équipements de sport usagés
PLAY IT AGAIN SPORTS
Soyez prêt pour les vacances!
Québec 550, rue Marais local 190 (Près du Réno-Dépôt) 688.3311
Ste-Foy 1077, de l'Église (Plus facile d'accès) 650.3311
Lévis 170, route du Président-Kennedy (à côté de Wal-Mart) 838.3111

Cet été, prenez la route par surprise.

CHRYSLER

Voici ma voiture.

Chrysler Sebring 2004

Équipée comme suit : Moteur de 2,4 L à DACT et 16 soupapes • Climatiseur • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Transmission automatique à 4 vitesses • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Télédéverrouillage • Banquette arrière à dossier divisé 60-40 rabattable • Système antidémarrage Sentry Key[MD]



0 %* *DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS*

OU LOUEZ À **259 $†** par mois.

Location de 48 mois.

Options de location de 48 mois offertes†

Mensualités	Comptant initial
279 $	1 725 $
316 $	0 $

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Comptant initial de 2 650 $ ou échange équivalent.
Transport et taxe sur le climatiseur inclus.



Chrysler PT Cruiser 2003

Équipée comme suit : Moteur de 2,4 L à DACT • Climatiseur • Transmission manuelle à 5 vitesses • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Régulateur de vitesse • Télédéverrouillage • Rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Roues de 16 po en aluminium • Suspension Grand Tourisme • Banquette arrière à dossier 65-35 repliable et rabattable • Glaces à écran solaire • Système antidémarrage Sentry Key[MD]

0 %* *DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS*

OU LOUEZ À **269 $†** par mois.

Location de 48 mois.

Options de location de 48 mois offertes†

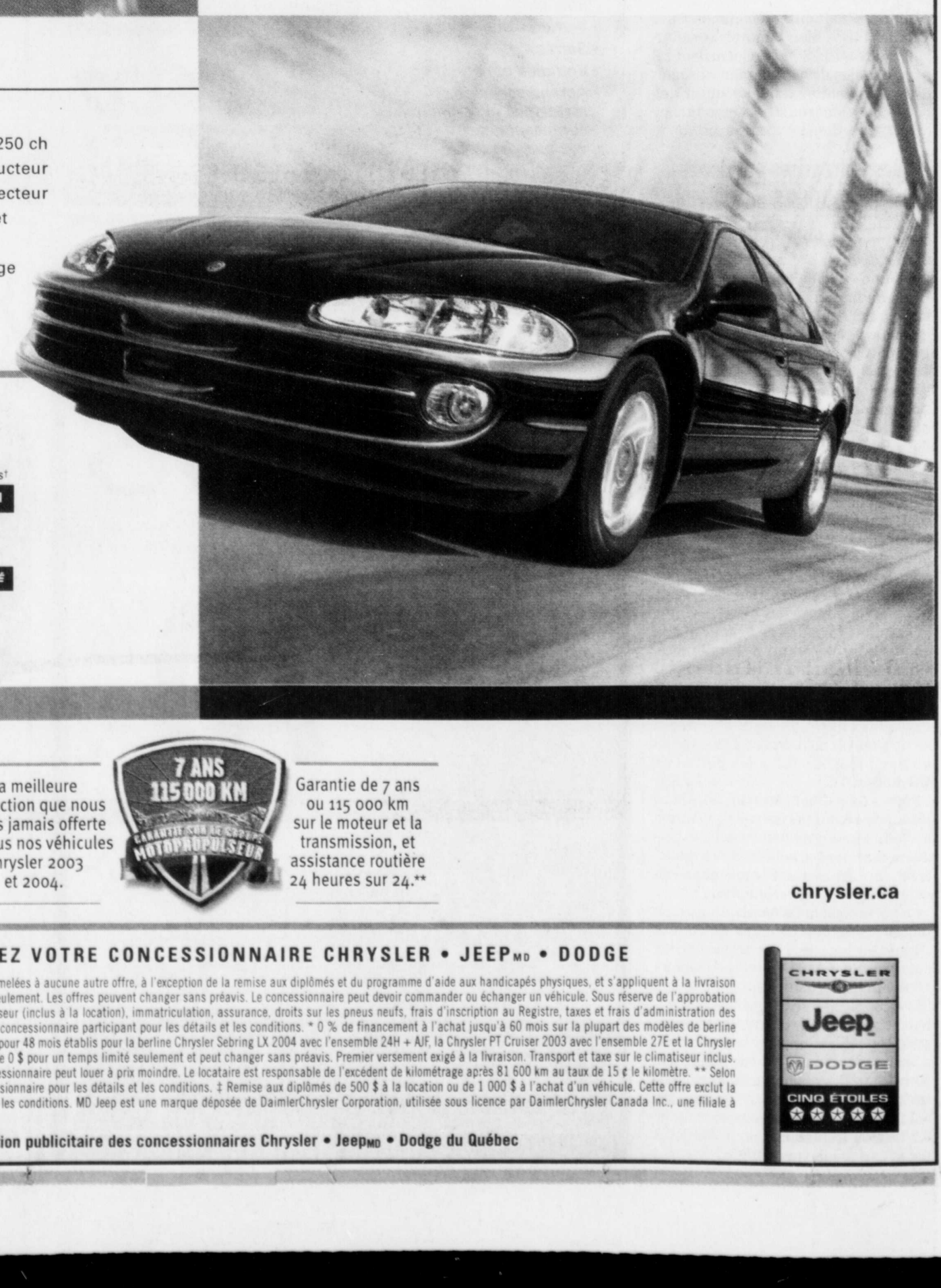
Mensualités	Comptant initial
299 $	1 550 $
332 $	0 $

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Comptant initial de 2 900 $ ou échange équivalent.
Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

Chrysler Intrepid ES 2004

Équipée comme suit : Moteur V6 de 3,5 L et 24 soupapes, 250 ch • Toit ouvrant à commande électrique • Siège du conducteur à réglage électrique • Climatiseur • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Régulateur de vitesse • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Freins à disque aux 4 roues • Roues de 16 po en aluminium • Télédéverrouillage • Phares antibrouillards • Système antidémarrage Sentry Key[MD]



LOUEZ À **279 $†** par mois.

Location de 48 mois.

Options de location de 48 mois offertes†

Mensualités	Comptant initial
329 $	1 725 $
367 $	0 $

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Comptant initial de 3 975 $ ou échange équivalent.
Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

La meilleure protection que nous ayons jamais offerte sur tous nos véhicules Chrysler 2003 et 2004.

7 ANS 115 000 KM
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

Garantie de 7 ans ou 115 000 km sur le moteur et la transmission, et assistance routière 24 heures sur 24.**

chrysler.ca

SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP[MD] • DODGE

DIPLÔMÉS
Rabais jusqu'à 1000$‡

*, † Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail de modèles neufs en stock seulement. Pour usage personnel seulement. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Transport et taxe sur le climatiseur (inclus à la location), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. * 0 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles de berline Chrysler Sebring 2004 et de Chrysler PT Cruiser 2003. † Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la berline Chrysler Sebring LX 2004 avec l'ensemble 24H + AJF, la Chrysler PT Cruiser 2003 avec l'ensemble 27E et la Chrysler Intrepid ES 2004 avec l'ensemble 27L + GWA. Le dépôt de sécurité est de 0 $ pour un temps limité seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Transport et taxe sur le climatiseur inclus. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 ¢ le kilomètre. ** Selon la première éventualité. Des conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. ‡ Remise aux diplômés de 500 $ à la location ou de 1 000 $ à l'achat d'un véhicule. Cette offre exclut la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

CHRYSLER
Jeep
DODGE
CINQ ÉTOILES

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[MD] • Dodge du Québec

ACTUALITÉS

Une grève des postes ferait mal à l'économie

Déclenchée vendredi, elle s'ajouterait à une longue liste de facteurs dépressifs

■ OTTAWA (PC) — Devant la menace d'une grève du Syndicat canadien des travailleurs et travailleuses des postes à partir du 18 juillet prochain, les porte-parole du milieu des affaires craignent qu'un arrêt du service postal pourrait avoir un impact aussi dévastateur sur l'économie que le SRAS et la vache folle réunis.

Selon Garth Whyte, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le secteur privé a récemment été affecté par plusieurs événements: la guerre en Irak, les différends frontaliers, la hausse du dollar, le SRAS et la maladie de la vache folle. M. Whyte croit que cette grève des postiers, si elle a lieu, pourrait être fatale. D'après un sondage effectué auprès des membres de la fédération, la grève de novembre 1997 avait coûté environ 200 millions $ par jour.

Le mois dernier, les 45 000 membres du syndicat des postiers ont voté à 92 % pour la grève; ils sont sans convention collective depuis le 31 janvier dernier. L'arrêt de travail pourrait être déclenché jeudi soir à minuit. Les négociations entre les deux parties sont actuellement dans l'impasse sur plusieurs points, soit les salaires, la sous-traitance, la retraite, la charge de travail et la sécurité du travail.

Malgré la croissance rapide des télécommunications depuis la dernière grève postale, il y a cinq ans, le pays dépend toujours largement des postes pour la livraison des produits commandés par Internet. Cependant, la concurrence du secteur privé demeure féroce. Postes Canada a acheminé l'année dernière 9,8 milliards d'articles de courrier, une baisse significative par rapport aux 11 milliards recensés en 1996.

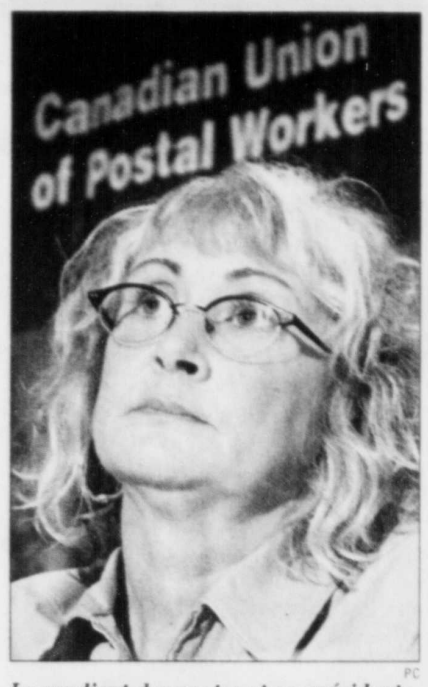
Mais avec 37 millions d'articles de courrier acheminés chaque jour et des retombées annuelles de 2 milliards $ sur le PIB, le service postal est loin d'être négligeable.

VENTES PAR INTERNET

«Sans aucun doute, un grand nombre de consommateurs utilisent l'électronique pour payer leurs factures, mais c'est encore une minorité et ce n'est pas la seule fonction de Postes Canada en matière de commerce de détail», a indiqué Diane Brisebois, du Conseil canadien du commerce de détail.

Les détaillants, particulièrement les plus petits, sont souvent dépendants de la poste pour la distribution de leurs dépliants promotionnels, l'envoi et la réception des factures de cartes de crédit ainsi que l'acheminement de marchandises. Selon M. Brisebois, les messageries privées ne pourront suffire à la tâche durant une éventuelle grève et donneront la priorité à leurs clients actuels.

D'après John Gustavson, de l'Association canadienne de marketing, les postes jouent un rôle important dans le secteur de la distribution des publicités et des produits commandés par Internet. En tant que représentant de l'une des plus importantes associations de clients des Postes, M. Gustavson a été informé que les représentants de Postes Canada et ceux du syndicat étaient toutefois confiants d'en arriver à une entente. Après chaque grève, le volume de courrier a diminué de façon permanente par la suite.



PC

Le syndicat des postes et sa présidente, Deborah Bourque, pourraient débrayer dès la semaine prochaine, forts d'un mandat de grève de 92 %.

La violence conjugale cassera le bail

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

La ministre responsable de la Condition féminine, Michelle Courchesne, a indiqué, hier, sa ferme intention d'ajouter la violence conjugale à la liste des motifs qui justifient une résiliation de bail.

Portée depuis plusieurs années par différents organismes dévoués à la défense des personnes victimes de violence conjugale, la demande semble sur le point de trouver écho. En commission parlementaire, hier matin, M^me^ Courchesne a promis «des mesures concrètes dans quelques mois» pour répondre à cette «nécessité» et à cette «mesure de sécurité primordiale».

À moins qu'elles ne parviennent à céder leur bail, certaines personnes aux prises avec des problèmes de violence conjugale n'ont d'autres choix que de rester à la même adresse, augmentant les risques d'une visite inopinée du conjoint violent.

Pendant la campagne électorale, le Comité logement pour les droits des victimes de violence conjugale a interpellé les trois chefs de partis pour qu'ils reconnaissent «ce droit fondamental». Isabelle Marchand, de la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées, déplorait alors que «certaines législations maintiennent encore des femmes dans des situations dangereuses. Trop souvent, elles sont prises avec un bail qui les empêche de fuir la violence. Elles doivent continuer à payer et à habiter leur logement même si cela va à l'encontre de leur sécurité et de celle de leurs enfants».

PROJET AVORTÉ

Louise Harel avait déjà ouvert la porte, en février 2001, à la possibilité de «casser» un bail pour cause de violence conjugale, avec un préavis de trois mois cependant. Les groupes de femmes n'ont pas jugé acceptable le projet de la ministre péquiste, à l'époque, parce qu'il n'était accompagnée d'aucune aide financière pour couvrir les deux mois de loyer perdus. À leur avis, c'est au Fonds d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) que devrait être confié le mandat de trouver l'argent nécessaire.

La liste des motifs justifiant une résiliation est très courte. Elle ne contient que quelques raisons pouvant conduire à la résiliation quasi automatique du bail, entre autres, l'obtention d'un loyer à prix modique, d'une place dans un centre d'hébergement de longue durée ou dans un foyer pour personnes âgées. Dans les cas où le locataire décède, ceux qui s'occupent de la succession ont ce droit, moyennant le versement de trois mois de loyer.

Al-Jazira au Canada: les consultations sont lancées

OTTAWA (AFP) — Le conseil canadien chargé de l'audiovisuel a lancé hier un appel aux «observations» du public sur une demande des câblo-opérateurs qui veulent diffuser au Canada le signal de la chaîne qatariote Al-Jazira.

Ce projet a suscité des réactions diamétralement opposées de la part des associations juives et musulmanes avant même que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) ne lance ces consultations.

Congrès juif et associations arabes en désaccord à ce sujet

En avril, le Congrès juif canadien avait déjà fait connaître son «opposition ferme» à cette demande, affirmant qu'Al-Jazira «offre une programmation antisémite virulente et raciste susceptible de contrevenir aux lois canadiennes».

«L'opposition à la présence d'Al-Jazira mine les valeurs canadiennes fondamentales de liberté de pensée et de parole», a rétorqué jeudi le directeur du Conseil national des relations canado-arabes (NCCAR), Mazen Chouaib.

Tout en reconnaissant que la programmation de la chaîne ne peut être approuvée à 100%, le NCCAR estime que les Canadiens ont le droit d'obtenir un point de vue différent, notamment sur le Proche-Orient, pour pouvoir se faire une opinion éclairée et équilibrée.

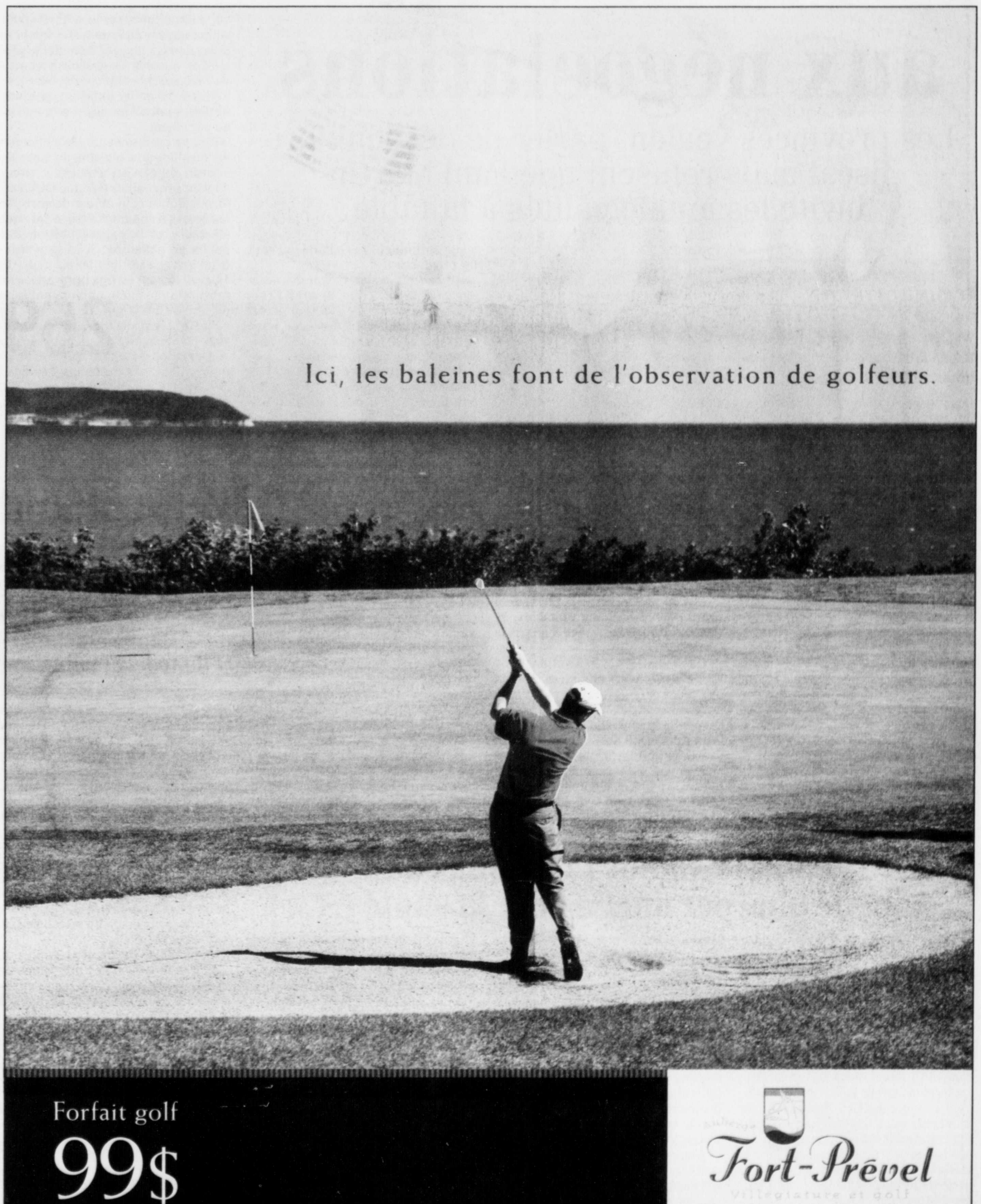
Le public a jusqu'au 11 août pour faire des «observations» concernant cette demande de licence, présentée par l'Association canadienne de télévision par câble (ACTC).

Une décision du CRTC est attendue plus tard cette année.

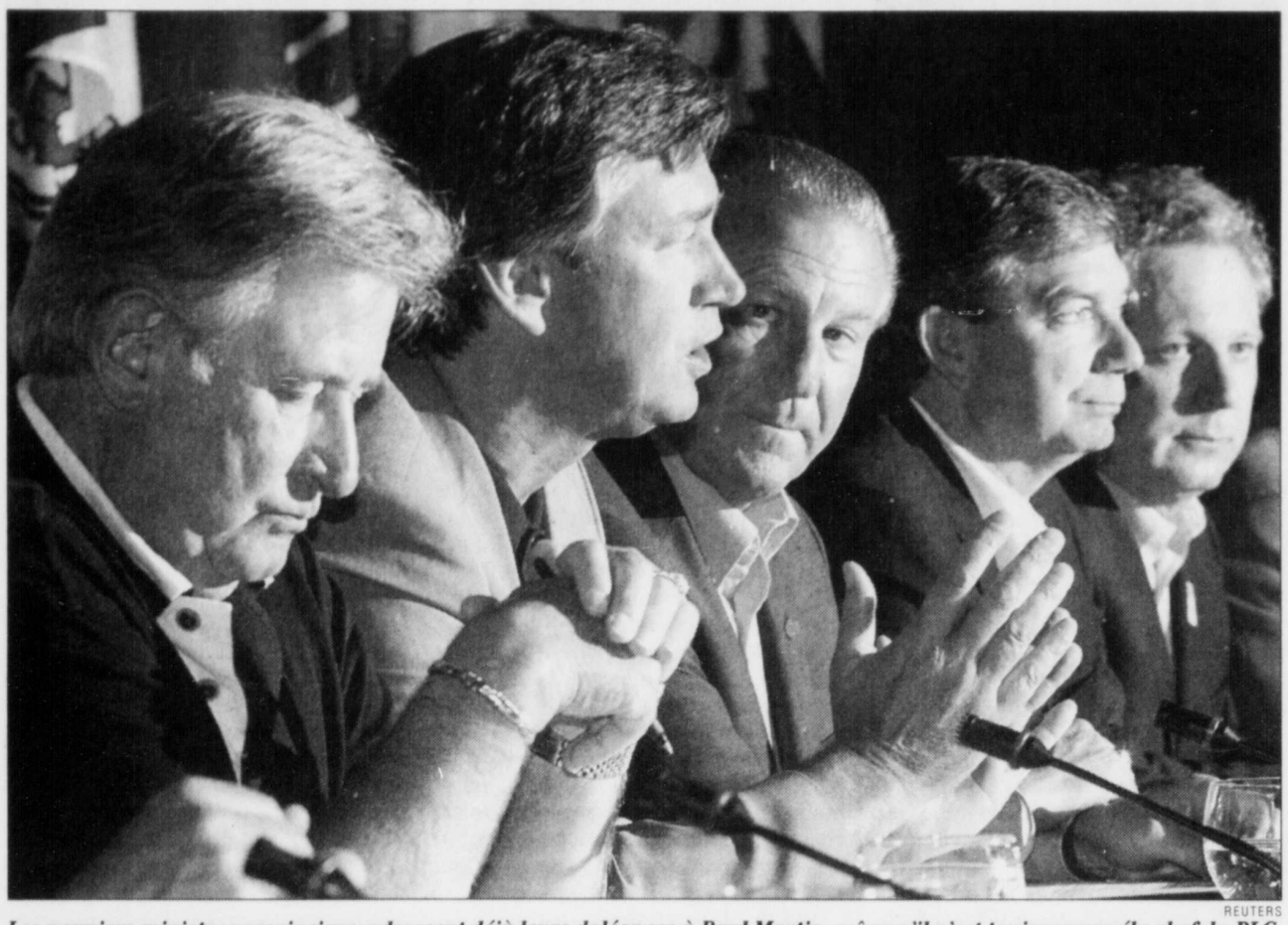
Springer retrouvée parmi ses congénères

■ VANCOUVER — Springer, la baleine tueuse et orpheline qui avait fait la une de la presse internationale il y a un an, a été repérée avec son troupeau dans les eaux canadiennes, selon les biologistes de l'Aquarium de Vancouver. Les scientifiques, qui avaient perdu sa trace en octobre, l'ont relocalisée cette semaine, juste au nord du détroit de Johnstone, au nord-est de Vancouver. L'année dernière, la baleine de 563 kilogrammes, qui s'était égarée dans une baie du nord-ouest des États-Unis, avait été ramenée en catamaran géant vers ses eaux natales canadiennes pour qu'elle y retrouve des membres de sa famille. Le troupeau comprend la grand-tante de Springer, la baleine «A11». Le sauvetage de Springer, avec son retour au sein de son troupeau, a été évalué à quelque 500 000 $. (AFP)

1609305



LE QUÉBEC ET LE CANADA



REUTERS

Les premiers ministres provinciaux adressent déjà leurs doléances à Paul Martin, même s'il n'est toujours pas élu chef du PLC. De gauche à droite : Ralph Klein de l'Alberta, Gary Doer du Manitoba, Ernie Eves de l'Ontario, Pat Binns de l'Île-du-Prince-Édouard et Jean Charest.

CONFÉRENCE DE CHARLOTTETOWN

Pas de villes aux négociations

Les provinces veulent parler de déséquilibre fiscal mais refusent que Paul Martin invite les municipalités à la table

STÉPHANE PAQUET
SPaquet@lesoleil.com

■ CHARLOTTETOWN — Les premiers ministres des provinces tiennent tous mordicus à discuter de déséquilibre fiscal avec Ottawa, mais il n'est pas question pour eux de laisser leurs municipalités en faire autant, comme le souhaite le probable prochain premier ministre, Paul Martin.

Les premiers ministres des provinces ont mis fin à leurs travaux, hier à Charlottetown, par un plaidoyer de Jean Charest, invitant Paul Martin à respecter les compétences des provinces. « La question de la compétence sur les municipalités, ça relève du gouvernement du Québec, a-t-il dit, entouré des autres premiers ministres. Et au Québec, depuis les années 60, je vous souligne qu'il y a une loi qui prévoit que le gouvernement fédéral ne peut pas transférer directement des fonds aux municipalités sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du gouvernement du Québec. »

Précisant que « le gouvernement actuel a l'intention d'être très rigoureux sur cette question », M. Charest a indiqué qu'il « faut respecter les compétences qui relèvent de l'Assemblée nationale du Québec ».

Deux minutes plus tôt, M. Charest se montrait pourtant content de voir Paul Martin, le meneur dans la course à la direction du Parti libéral du Canada, se montrer ouvert à discuter avec les provinces. « J'ai pris bonne note des mots qu'il a choisis dans son communiqué de presse alors qu'il dit : "Je crois que les solutions peuvent être trouvées dans un esprit de collaboration et de flexibilité", souligne M. Charest. Et il continue en disant qu'on peut résoudre les problèmes en travaillant en partenariat. Tout cela m'annonce que M. Martin a reçu le message que nous avons lancé hier et qu'il reçoit favorablement cette proposition du Conseil de la fédération. »

Le hic, c'est que M. Martin parle aussi d'inviter les villes et les municipalités « si on veut changer la façon dont se font les choses dans ce pays ». M. Charest n'a pas été le seul à ne pas la trouver drôle.

« Le Conseil de la fédération, c'est les treize premiers ministres, des dix provinces et trois territoires », disait le Néo-Brunswickois Bernard Lord à propos de la nouvelle structure dont la création avait été annoncée par les premiers ministres la veille. Mais pour ce qui est d'inviter les municipalités, « pas à ce moment-ci, a dit le premier ministre Lord. Je crois que c'est important que le gouvernement fédéral rencontre les partenaires constitutionnels au Canada qui sont les provinces ».

« Il pourrait ou non y avoir des occasions (de les inviter) », ajoutait Ernie Eves de l'Ontario. Avant de préciser que « dans toutes les provinces, à ma connaissance, les municipalités sont des créations des provinces ».

Même son de cloche du côté de Terre-Neuve où le premier ministre Roger Grimes se demandait bien lesquelles de ses 600 municipalités seraient invitées à la table de Paul Martin. « Les réunions fédérales-provinciales sont déjà suffisamment compliquées... Établir des relations directes entre le gouvernement fédéral et les municipalités ne me semble pas un élément positif pour l'avenir », confiait-il au SOLEIL.

Le problème pour les provinces, c'est que dans plusieurs cas, leurs municipalités déplorent aussi leur propre déséquilibre fiscal. Comme les provinces qui se braquent face à Ottawa pour obtenir une plus large part de financement, les municipalités tiennent le même discours, mais face aux provinces de qui elles relèvent.

En mai, devant les maires des grandes villes, l'aspirant remplaçant de Jean Chrétien a promis qu'il établirait de nouvelles relations avec les villes. « Je m'engage à élaborer un nouveau pacte pour les municipalités canadiennes, pour les grandes et les petites », précisait M. Martin qui en a fait un thème important de sa campagne au leadership du PLC.

Les PM exigent 14,5 milliards $ de plus par année pour la santé

CHARLOTTETOWN (PC) — Ottawa doit verser 14,5 milliards $ de plus chaque année pour la santé, ont convenu d'exiger les provinces, hier, au terme de la 44e Conférence des premiers ministres provinciaux tenue à Charlottetown.

Pour obtenir l'oreille d'Ottawa, les premiers ministres ne s'adressent plus à Jean Chrétien, mais à Paul Martin, qu'ils considèrent déjà comme le nouveau premier ministre du Canada. « Si M. Martin est choisi comme prochain chef du Parti libéral du Canada, je m'attends à ce qu'il accepte rapidement notre invitation de s'asseoir à une conférence fédérale-provinciale pour discuter de l'enjeu du financement. C'est ce que je vois comme scénario », a affirmé le premier ministre, Jean Charest, au terme de la Conférence.

Le député libéral et successeur pressenti du premier ministre Jean Chrétien, Paul Martin, avait d'ailleurs réitéré la veille son appui à un Conseil de la santé. « Je ne m'accroche pas à savoir si cela est considéré davantage comme une initiative fédérale ou provinciale. Ma préoccupation est que nous le faisions bien, que nous nous donnions la capacité de mesurer la façon dont notre système de santé sert les Canadiens. Je crois aussi que les Canadiens veulent que nous passions à une autre étape de la réforme sur la santé et que nous nous occupions des listes d'attente pour les chirurgies et les services de santé. Mais si nous n'avons pas fait le suivi des informations et ne pouvons pas mieux identifier les résultats, alors il est difficile de savoir comment nous pouvons faire des progrès sur les listes d'attente. »

En outre, les premiers ministres pressent Ottawa d'honorer immédiatement son engagement de verser 2 milliards $ supplémentaires pour la santé à même les surplus fédéraux et de porter, à terme, de 16 à 25 % sa part des dépenses pour la santé et les services sociaux. En somme, ils exigent que le gouvernement fédéral se conforme aux recommandations du rapport Romanow.

Pour arriver à atteindre le niveau de 25 % des dépenses, les premiers ministres proposent au gouvernement fédéral d'augmenter son financement de trois milliards $ l'an prochain et de le hausser par la suite de 1 % par année.

Ils devront cependant convaincre le ministre fédéral des Finances, John Manley, qui a prévenu les provinces, le 27 juin, qu'il ne grattera pas les fonds de tiroirs pour verser des fonds supplémentaires si jamais le surplus fédéral n'atteint pas les niveaux requis. Du bluff, laisse entendre Jean Charest.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, est du même avis. « Il n'y a aucun doute, dans l'esprit des premiers ministres et des Canadiens, que le gouvernement fédéral a la capacité de non seulement verser les 2 milliards $ supplémentaires promis en février dernier, mais aussi d'augmenter sa part de financement à 25 % ».

Par ailleurs, le Québec ne siégera pas au sein du Conseil de la santé chargé de faire rapport sur la mise en œuvre de l'arrangement conclu lors de la réunion fédérale-provinciale de février dernier. Au terme de cette rencontre houleuse, Ottawa avait annoncé l'injection de 12 milliards $ de plus pour la santé sur trois ans.

La vidéo-conférence pour moderniser le système parlementaire

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Dans son entreprise de révision des institutions démocratiques, le ministre libéral Jacques Dupuis planche aussi sur des façons bien concrètes de « moderniser » le système parlementaire. Dans ses cartons : l'introduction de la vidéo-conférence entre les murs de l'Hôtel du parlement.

L'idée n'est encore qu'au stade de l'embryon. Avocat, le ministre délégué se tourne vers le palais de justice, où la technologie de la vidéo-conférence fait son petit bonhomme de chemin. « Ça pourrait permettre aux gens des régions de s'exprimer sur des commissions parlementaires sans devoir se rendre à Québec », a-t-il expliqué, hier, en entrevue téléphonique.

De même, il envisage la possibilité de modifier l'actuel calendrier parlementaire, se questionnant à savoir « si on ne pourrait pas remettre en question le fait que les sessions commencent toujours en mars et en octobre. Peut-être pourrions-nous avoir des sessions plus longues et des journées plus courtes » ?

Explorant plusieurs avenues « pour rapprocher le citoyen », M. Dupuis se dit également disposé à étudier la possibilité que les Québécois viennent eux-mêmes en chambre déposer leur pétition ou qu'ils puissent, par une initiative populaire, présenter une loi au parlement.

Tout ce remue-méninges s'effectue en parallèle à la révision du mode de scrutin qu'il s'est engagé à livrer d'ici les prochaines élections. Une réforme, dont l'objectif est de corriger les écarts fréquents entre le vote des électeurs et la représentation des partis en chambre. Si le gouvernement arrive à ses fins, les élections du 14 avril auront été les dernières à se faire selon le mode uninominal à un tour tel qu'hérité de l'Angleterre.

En clair, le prochain parlement devrait être composé de « députés de circonscriptions », tels qu'on les connaît aujourd'hui, et de « députés de compensation », qui ne seraient pas rattachés à un comté précis. Ces députés, aussi dits « de liste », pourraient être élus sur une base régionale ou provinciale, selon ce qu'en décidera le gouvernement. Si les libéraux penchaient pour le modèle écossais, pour lequel Jean Charest a déjà exprimé un intérêt, le Québec compterait 75 députés de circonscription (60 %) et 50 députés de compensation (40 %).

D'ici à ce qu'il livre le fruit des consultations qu'il tiendra « avec les autres partis et avec des experts », le député de Saint-Laurent devra choisir entre différents scénarios possibles. Il aura plusieurs questions à répondre, entre autres, « comment les députés de circonscriptions vont être choisis ? À partir de quel seuil de votation un parti aura-t-il droit à la compensation » ?

Cette « réforme » s'effectue en parallèle à la révision du mode de scrutin

D'ici le printemps prochain, un projet de loi en ce sens devrait être déposé, « dans l'espoir qu'il soit adopté en décembre 2004 ». Lorsque cette étape sera franchie, « avec l'unanimité de la Chambre », insiste M. Dupuis, il faudra à la machine administrative deux ans et demi pour apporter les modifications nécessaires. Le système devrait être fonctionnel au printemps 2007.

Critique de l'opposition en matière d'institutions démocratiques, Jean-Pierre Charbonneau est déçu que « la réforme globale » promise par Jean Charest dans son discours inaugural se traduise par une « réforme partielle et incomplète. Je ne suis pas contre l'idée, au contraire, mais je déplore qu'on ne donne pas la pleine dimension au projet ».

« Frustré », il dénonce aussi la volonté des libéraux de ne pas tenir à la « ratification populaire » de ce projet « fondamental ». Prenant l'exemple néo-zélandais « où on a tenu deux référendums », le député de Borduas a accusé le gouvernement de pratiquer une « démocratie à géométrie variable ». « Les référendums, c'est juste bon pour les défusions, mais pas pour construire. »

INDUSTRIE DU TOURISME

Normandeau se fait rassurante malgré le ralentissement

Mais, elle ne demandera pas l'aide du fédéral pour contrer les effets du SRAS

MONTRÉAL (PC) — La ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme, Nathalie Normandeau, se fait rassurante et n'entend réclamer aucune compensation d'Ottawa pour venir en aide à l'industrie touristique, en dépit des signes de ralentissement.

« Il y a certaines régions qui connaissent quelques zones de turbulence, comme le secteur hôtelier dans les régions de Québec et de Montréal, a affirmé la ministre, à la sortie de la commission parlementaire qui étudie les crédits de son ministère. Mais malgré les effets liés au SRAS ou à la guerre en Irak, on anticipe un taux de croissance positif. »

Néanmoins, Tourisme Québec a dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance de l'industrie pour l'année 2003 : le taux est passé de 8,3 % à 2,3 %. La ministre a toutefois fait valoir qu'il ne faut pas tirer de « conclusions alarmistes » et que la saison touristique n'est pas terminée. Or, l'industrie touristique montréalaise accuse des pertes de 45 millions depuis le mois d'avril, alors que les activités touristiques à Québec connaissent également une baisse par rapport à l'année dernière. Il y a notamment 18 % moins de touristes américains qu'à la même période l'an dernier.

Nathalie Normandeau estime qu'il faut apporter des nuances aux statistiques. « Ce sont les plus gros hôtels, de 150 chambres et plus, qui ont une diminution du nombre de nuitées alors que les plus petits sont en croissance par rapport à l'an passé », a-t-elle indiqué.

La ministre ne prévoit donc réclamer aucune compensation du gouvernement fédéral pour atténuer les effets négatifs du SRAS sur l'industrie touristique.



ARCHIVES LE SOLEIL

Nathalie Normandeau

« On n'a pas fait de démarche formelle demandant une compensation de la part du fédéral », a-t-elle ajouté. Or, en mai dernier, la ministre a bel et bien demandé l'appui du fédéral pour soutenir l'industrie touristique lors d'une rencontre avec le ministre fédéral de l'Industrie, Allan Rock. Mme Normandeau estime aujourd'hui qu'une compensation sera réclamée par Québec si le bilan de l'industrie touristique s'avère négatif.

Le critique péquiste en matière de tourisme, Claude Cousineau, estime que les signes actuels de ralentissement des activités touristiques justifient que des mesures soient prises par Québec pour soutenir l'industrie.

DÉFUSIONS

Le premier maire de Laval craint le pire

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Le « père » de Laval, Jean-Noël Lavoie, qualifie d'« abominable » l'intention du gouvernement libéral de défusionner à la pièce les villes « improvisées » par le Parti québécois, exhortant Jean Charest à faire marche arrière avant qu'il ne soit trop tard.

Député libéral provincial de 1960 à 1981, M. Lavoie plaide depuis une quarantaine d'années pour une réduction du nombre de municipalités au Québec. Partisans des fusions, bien sûr, mais pas à n'importe quel prix et de n'importe quelle manière. « La fusion n'est pas une panacée universelle, ni un vêtement prêt-à-porter. Ça doit être fait sur mesure », convient-il.

Pour avoir lui-même traversé, dans les années 60, la tempête des antifusionnistes de l'Île Jésus, il salue le courage politique du Parti québécois, mais déplore l'improvisation, le manque de consultations et les risques énormes encourus dans l'aventure. De même, il critique le chemin emprunté par le Parti libéral. D'abord dans l'opposition, alors que l'équipe de Jean Charest criait à la dictature. « Les libéraux ont mal fait leur lit », admet-il.

Aujourd'hui, le gouvernement libéral est pris dans un piège qu'il s'est lui-même tendu, estime celui qui a piloté la fusion lavaloise, menant, le 6 août 1965, au regroupement des 14 municipalités en une seule ville. En effet, lors du congrès du parti, le 15 octobre 2000, le PLQ s'est engagé, par une résolution d'urgence, « à adopter une loi qui assurera le respect des citoyens en permettant la tenue de référendums portant sur l'annulation des dites fusions forcées ».

À la simple mention du mot « référendum », M. Lavoie s'anime, se rappelant probablement ceux, « bidons », qu'ont organisés les villes récalcitrantes de l'Île Jésus. « Les référendums, ce n'est pas dans notre tradition. Ça peut exister sur des questions cruciales comme la division d'un pays. Il n'y a pas eu de référendum pour fusionner Toronto, ni pour les 30 fusions qui se sont produites dans l'histoire de Montréal. Pourquoi ça devrait être différent cette fois-ci? Et, en plus, les résultats sont toujours faussés par la question qui est posée », s'indigne-t-il.

En s'engageant dans cette voie qui n'a « pas de sens », les libéraux ont mis la table de « l'imbroglio actuel ». M. Lavoie l'admet, toute cette pagaille lui fout « la frousse. Ça me fait peur. Ça va créer des conflits, linguistiques entre autres. C'est abominable ».

TROIS SOLUTIONS

En fait, l'homme estime que la saga des défusions, à terme, fera plus de mal au Québec que les fusions, que « les conséquences de ça seront plus désastreuses que le *statu quo* ». Pour cette raison, le gouvernement devrait renoncer à sa promesse, sans trop s'inquiéter du prix politique qu'il aura à payer. « Jean Chrétien a reculé pour la TPS et il s'en est bien remis! » a illustré M. Lavoie.

Le premier maire de Laval voit trois solutions pour sortir de cette impasse. Primo, « le *statu quo*, en laissant les choses comme elles sont »; secundo, « se désister temporairement de sa promesse électorale le temps de présenter la troisième solution », c'est-à-dire, « créer des commissions pour les villes de Québec, Montréal et Longueil, où ça chauffe, qui auraient comme mandat de présenter des solutions alternatives ».

À ce chapitre, l'homme a sa petite idée sur ce qu'il ferait pour Montréal, pour s'être penché de façon particulière sur la question alors qu'il planchait sur la fusion de Laval. La solution qu'il privilégie, depuis 1964, est de regrouper la trentaine de municipalités de l'île en cinq villes, dont une anglophone. À la lumière de son expérience, « il y a, par la fusion, des économies d'échelle à faire ».

Quelque 35 ans plus tard, Denis Bédard, président de la Commission sur les finances et la fiscalité locale, en arrivait aux mêmes conclusions, estimant que le projet d'une île, une ville, portait les germes d'une confrontation permanente. C'est le constat auquel était également parvenu Claude Ryan au début des années 90, alors qu'il avait tenté, comme ministre des Affaires municipales, de réussir là où ses prédécesseurs avaient échoué.

En clair, M. Lavoie demande au Parti libéral de refaire les devoirs du Parti québécois et, surtout, de ne pas laisser aux citoyens le choix des villes qui feront bande à part. Le gouvernement, rappelle-t-il, a le droit de vie et de mort sur les municipalités et il doit s'en prévaloir. Tout en tentant de satisfaire les pourfendeurs des fusions, c'est l'État qui doit dicter un projet amélioré.



ARCHIVES LE SOLEIL

Les adversaires et les artisans de la fusion de l'Île Jésus, comme Daniel Johnson (gauche) et Jean-Noël Lavoie, avaient échangé dans les années 60 des arguments qui ressemblaient curieusement à ceux qui ont circulé récemment.

Les fusions se suivent...

Le lieu commun veut que l'histoire se répète, les fusions municipales en sont un bel exemple. Il y a presque 40 ans, le gouvernement — libéral — du Québec « forçait », par une loi, la fusion des 14 municipalités de l'Île Jésus. Référendums, manifestations. Une étrange impression de déjà-vu.

Premier maire de Laval, Jean-Noël Lavoie précise toutefois que la fusion de Laval s'est fait « *a priori*, alors que le niveau de développement n'était qu'à 20 % », contrairement aux récentes fusions, « *a posteriori*, qui regroupent des villes qui ont atteint un niveau élevé de développement ». N'empêche. Les similitudes sont troublantes.

D'abord, les raisons invoquées: économies d'échelle, plan de développement intégré, meilleure coordination des différentes instances. Mais, surtout, la grogne d'une partie de la population vivement opposée à la mise en commun des ressources... et des factures.

En 1965, c'est Pierre Laporte, ministre libéral des Affaires municipales du gouvernement Lesage, qui porte le projet de fusions municipales, contre l'opposition unioniste, dirigée par Daniel Johnson. Le 11 juillet, M. Johnson déclare que le regroupement des 14 municipalités est « une mesure qui répugne à la décence », arguant que « si le *bill* 63 est adopté, aucune municipalité du Québec ne sera à l'abri des coups de force et c'en sera fini de l'autonomie municipale et des fusions volontaires ».

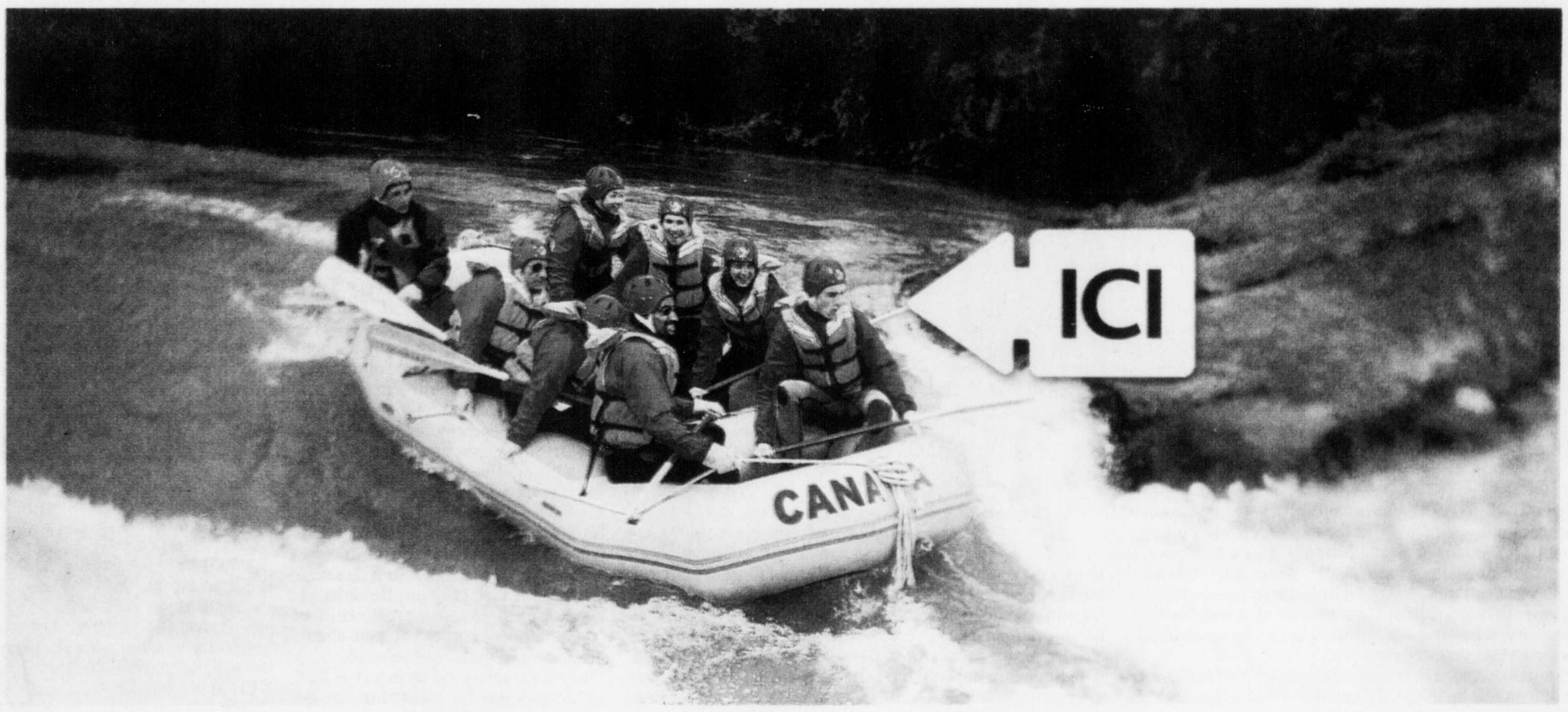
Juillet 2000, le député libéral Roch Cholette Roch se livre à une attaque en règle contre le livre blanc de Louise Harel, qu'il voit comme « une attaque en règle contre la démocratie locale ».

À l'instar des libéraux de Jean Charest, les unionistes réclamaient que la population ait son mot à dire. « Westmount, à l'époque, c'était Laval-sur-le-lac », illustre M. Noël. Et, aujourd'hui comme hier, les citoyens mécontents sont descendus dans la rue, ont distribué des tracts, organisé des assemblées, manifesté devant le Parlement à Québec. Ils avaient d'ailleurs adapté *La Marseillaise* pour traduire leur colère:

« Allons, enfants de l'Île Jésus,
Le jour de l'attaque est arrivé.
Contre Laporte et ses bévues,
La bataille est enfin lancée. (bis)
Le voyez-vous ce paria,
Vouloir nous imposer cette loi.
Il veut, comme scélérat,
Nous enlever nos villes et nos droits. »

Quarante ans plus tard, M. Noël rappelle que « plus personne ne remet en question la fusion à Laval, même là où l'opposition était la plus forte », rappelant que les plaies ont mis « trois ou quatre ans » à cicatriser. **M.M.**

1609663



CET ÉTÉ, JE PASSE MES VACANCES ICI, AU CANADA.

Des gens de partout dans le monde viennent au Canada pour jouir des merveilles de notre nature. Alors, pourquoi ne pas prendre le temps de sortir et de découvrir ce qu'il y a dans votre propre cour? D'un océan à l'autre, les paysages du Canada sont à couper le souffle.

Avec 40 parcs nationaux et 13 sites classés « patrimoine mondial » par l'UNESCO, les occasions de prendre de belles photos ne manquent pas.

Découvrez la nature en grand :

Baie de Fundy au Nouveau-Brunswick
Là où il y a les plus hautes marées au monde et où vous pourrez vous promener sur le fond marin.

Parc national Quttinirpaaq au Nunavut
Vraiment au sommet du monde.

Sentier de la Confédération à l'Île-du-Prince-Édouard
Parcourez l'île d'un bout à l'autre, à vélo.

Terre-Neuve-et-Labrador
Admirez les glaciers en parcourant les sentiers du littoral.

L'Ontario offre le plus grand nombre de parcours de canotage au monde.

Le Nord de la Colombie-Britannique possède le plus long parcours de rafting du continent.

Le Sentier transcanadien
Plus de 18 000 km d'activités en plein air.

Le parc national Kluane est classé site du patrimoine mondial par l'UNESCO et comprend le plus haut sommet montagneux du Canada.

D'autres activités à essayer :

Découvrez des saveurs uniques telles que la fondue de bison, à Banff.

Assistez à une partie de baseball à Toronto.

Jouez une partie de golf sur l'un des 2 000 parcours du Canada.

Au Canada, vous allez passer des vacances comme nulle part ailleurs. Vous en aurez plus pour votre dollar, plus pour votre plaisir.

Canada

Une généreuse nature

Pour une liste complète d'idées de vacances incroyables, contactez votre agent de voyages ou visitez : **www.voyagecanada.ca/ici**

COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME / CANADIAN TOURISM COMMISSION

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

VACANCES DE LA CONSTRUCTION



ARCHIVES LE SOLEIL

Un dernier effort avant les vacances...

Des bâtisseurs dans l'âme

Chantale Girard et Mathieu Morin ont la passion de leur métier

Chantale Girard a le physique de l'emploi : les cheveux en bataille, les épaules solides, la démarche nonchalante et l'indispensable clope entre les doigts. Chantale, 24 ans, est peintre en bâtiment.

LE SOLEIL l'a rencontrée il y a quelques semaines sur son lieu de travail, un vaste chantier dans le Vieux-Port de Québec. À cette période de l'année, elle travaillait six ou sept jours par semaine sur les chantiers « à éteindre les feux », comme elle disait. Façon de parler. C'est que c'était la haute saison en construction et, en attendant les vacances, on ne se tournait pas les pouces sur les chantiers. Les contracteurs avaient les yeux rivés sur le calendrier. Les délais devaient être respectés. Les anciens comme les recrues étaient mis à contribution.

Chantale, elle, avait même trouvé le temps d'aider son petit frère et une amie à s'installer dans leur nouveau logement. C'est sans compter son propre déménagement. Sans mauvais jeu de mot, on peut dire que de la peinture, elle en mange !

Fraîchement émoulue de l'École des métiers et occupations de l'industrie de la construction de Québec, la jeune femme est comblée par sa nouvelle carrière. Pour elle, c'est un accomplissement parce qu'elle a toujours su qu'elle se dirigerait vers les métiers de la construction. Petite, elle ne jouait pas à la poupée ou à la corde à danser comme les autres fillettes. Elle s'amusait avec des *trucks* et suivait les gars dans leurs jeux. Elle a d'abord pensé à la soudure, puis au montage de lignes, mais c'est la peinture qui l'a séduite.

Pourtant, ses frères et sœurs – elle provient d'une famille de neuf enfants – sont presque tous au cégep ou à l'université. Mais les études, très peu pour elle. Elle a bien essayé de travailler dans un bureau, au gouvernement. Mais aussitôt qu'elle avait une chance, elle filait au sous-sol pour aller donner un coup de main aux gars de la plomberie. Elle a même réussi à se négocier trois ou quatre après-midi « de plomberie » par semaine.

Cette passionnée du travail manuel a vite réalisé que c'était là qu'elle se trouvait dans son élément. L'attrait du métier était trop fort. Elle a tout laissé tomber pour s'inscrire à l'École des métiers. Bien sûr, les conditions de travail avantageuses et le salaire intéressant qui s'offraient à elle ne sont pas étrangers à sa décision.

Les préjugés et les moqueries de ses collègues masculins ne lui font pas peur parce qu'elle a appris à répondre aux gars, à force de les fréquenter. « Je pense presque comme un gars ! » ricane-t-elle. Elle s'amuse de la façon dont les gens la regardent dans la rue, quand elle rentre du travail avec ses vieux jeans, son t-shirt et de la peinture jusque dans les cheveux.

D'ailleurs, la cause des femmes dans la construction lui tient à cœur. Certaines de ses collègues ne résistent pas aussi bien qu'elle au jugement des autres. C'est pourquoi Chantale a choisi de s'engager dans un comité qui aide les jeunes diplômées de la construction qui ont de la difficulté à se frayer un chemin dans des métiers où les hommes occupent encore aujourd'hui le haut du pavé. « Mais les femmes en construction sont là pour rester », lance-t-elle, convaincue.



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Chantale Girard, peintre, se dit comblée par sa nouvelle carrière.

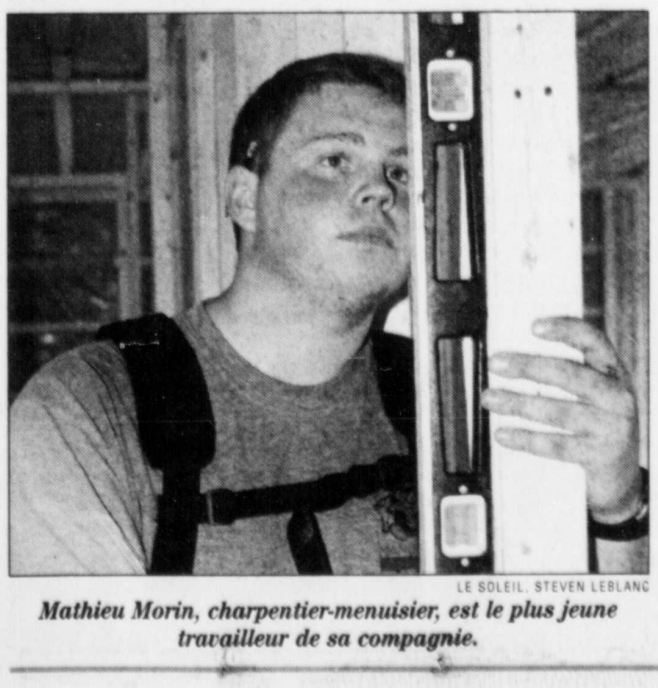
NÉ POUR BÂTIR

Mathieu Morin, lui, a terminé son cours de charpenterie-menuiserie en décembre 2002. À 19 ans seulement, il bâtit des maisons. Il est le plus jeune travailleur de sa compagnie. Malgré tout, l'intégration dans son nouvel emploi s'est passée sans heurts. Il a bien essuyé une ou deux plaisanteries, mais ce n'est pas cela qui va l'arrêter. De toute façon, plaide-t-il, les hommes avec qui il travaille sont généreux et veulent partager leur savoir-faire.

Mathieu adore ce qu'il fait. « Ce que j'aime le plus, c'est d'arriver sur le chantier le matin, quand il n'y a rien, et de repartir le soir en ayant construit quelque chose », dit-il. Cet emploi lui offre tellement de satisfaction qu'il s'imagine sans problème manier le marteau et le niveau pendant encore de nombreuses années. Avoir un jour sa propre compagnie ? « Peut-être... on ne sait jamais ce qui peut arriver. »

Avec des parents travaillant tous les deux dans la vente, rien ne le prédestinait à s'orienter vers ce métier. Mais enfant déjà, des indices laissaient présager de sa future carrière. Mathieu était du genre bricoleur. « Mes premiers jouets ont été un marteau et des clous », se souvient-il. Il en a bâti des trucs avec tout ce qui lui tombait sous la main.

C'est l'ami de son père, travailleur de la construction, qui lui a donné l'étincelle. N'étant pas trop porté sur les études, le choix s'est imposé de lui-même. Et ne lui parlez surtout pas d'un emploi conventionnel. « On est bien ici, dehors. Moi je veux rien savoir de m'enfermer dans un bureau ! » s'est-il exclamé, assis sur une pile de planches, entre deux bouchées d'un lunch qu'il devait avaler en moins de trente minutes. Déjà, quelques minutes plus tard, il était prêt à reprendre le boulot. Décidément, il n'y aura que les vacances de la construction pour lui faire ralentir la cadence. **S.M.**



LE SOLEIL, STEVEN LEBLANC

Mathieu Morin, charpentier-menuisier, est le plus jeune travailleur de sa compagnie.

De plus en plus de jeunes sur les chantiers

STÉPHANIE MARTIN
SMartin@lesoleil.com

■ Sur les chantiers du Québec, ces jours-ci, on range marteaux, pinceaux et truelles, les vacances de la construction sont arrivées. Pour les 4500 jeunes de la nouvelle cuvée des diplômés de la construction, c'est un repos bien mérité et nécessaire. Car dans les années à venir, les jeunes nouveaux auront du pain sur la planche. L'industrie de la construction leur taille une place en or.

Quand on pense aux domaines d'avenir, on pense à la haute technologie ou à l'informatique, à ces emplois « du futur » qui exigent des années d'études. Mais par les temps qui courent, ce sont les métiers traditionnels qui ouvrent toute grande la porte du marché du travail. Les métiers de la construction sont remis au goût du jour et ont la cote, surtout auprès des jeunes.

À l'École des métiers et occupations de l'industrie de la construction de Québec, les demandes d'admission au premier tour pour l'automne prochain ont doublé, passant de 500 l'an dernier à 910 cette année. Ce sera la première fois en 14 ans de pratique que le conseiller en orientation de l'école, Jacques Robichaud, verra tous les groupes pleins à la rentrée.

Le nouvel engouement des jeunes pour les métiers de la construction n'est pas le fruit du hasard. Les perspectives d'emploi sont excellentes. Plus de 14 000 travailleurs actuellement âgés de 55 ans quitteront dans les prochaines années. Le guide *Les carrières d'avenir 2003* estime que pour répondre aux besoins, on devra embaucher 5003 apprentis par an d'ici 2005. Également, plusieurs métiers sont en pénurie de main-d'œuvre. Dans le site Internet de la Commission de la construction du Québec (CCQ), on peut lire que les compétences des briqueteurs-maçons, des carreleurs, des cimentiers, des ferblantiers, des vitriers, des plâtriers et des poseurs de revêtement souple sont extrêmement en demande dans les régions de l'Outaouais, de l'Estrie, de Trois-Rivières, de Montréal et de Québec.

M. Robichaud explique que les perspectives d'emploi prometteuses pour les trois ou quatre prochaines années attirent les jeunes. Mais d'autres aspects entrent aussi en ligne de compte quand vient le moment de choisir entre le cégep et la voie moins fréquentée — et pendant longtemps moins valorisée — de la formation professionnelle. La sécurité d'un emploi régi par une convention collective et bien sûr le salaire sont des incitatifs de taille, croit M. Robichaud. Les jeunes diplômés des métiers de la construction empochent à la sortie des bancs d'école en moyenne 15 $ l'heure et cela peut grimper à 25 $ après la période d'apprentissage. De quoi faire saliver certains diplômés universitaires.

D'ailleurs, des universitaires, il y en a quelques-uns à l'École des métiers de Québec. Jacques Robichaud en a rencontré des professionnels qui étaient « écœurés du bureau et du travail à contrats ». Ils se sont alors tournés vers l'un des 26 métiers de la construction. C'est la charpenterie-menuiserie qui est la plus populaire auprès des jeunes: près de la moitié des nouvelles demandes ont été faites dans ce secteur. L'électricité est aussi très prisée. Dans ces deux domaines, à l'École des métiers, la très grande majorité des étudiants ont moins de 20 ans.

Les nouveaux diplômés ou ceux qui se dénichent un stage d'été se retrouvent dans un milieu de travail où la moyenne d'âge est de 40 ans. Comment se passe l'arrivée sur le terrain des jeunes encore verts ? « C'est sûr qu'ils se font taquiner dans l'industrie, mais quand ils sont des bons travailleurs, il n'y a pas de problème d'intégration », affirme le conseiller en orientation.

Mais avec ces hordes de jeunes qui envahissent les chantiers, la moyenne d'âge est en constante diminution depuis 1998. Les moins de 30 ans constituaient 47% des nouveaux admis dans l'industrie en 1992, alors que ce pourcentage est passé à 54 % en 2002, selon la CCQ. Globalement, la proportion de jeunes de moins de 25 ans dans l'industrie est en hausse constante. En un an seulement, elle a augmenté de plus de 1%, passant de 9,5% en 2001 à près de 11% en 2002.

Bien qu'encore peu représentées, les femmes tendent à prendre de plus en plus de place dans la construction. Elles étaient trois fois plus nombreuses en 2002 qu'en 1993. Elles représentaient en décembre dernier 0,7% des travailleurs de l'industrie.

La plupart d'entre elles, environ 70%, sont récemment sorties des écoles de métiers. L'intégration est encore difficile par contre, note M. Robichaud, surtout dans les domaines où elles sont encore peu présentes. « Mais il faut donner le temps aux gens de s'habituer. Plus elles seront nombreuses, plus elles seront acceptées. Parfois, ça peut être long de changer les mentalités ».

LES VACANCES DE LA CONSTRUCTION DU 13 AU 26 JUILLET



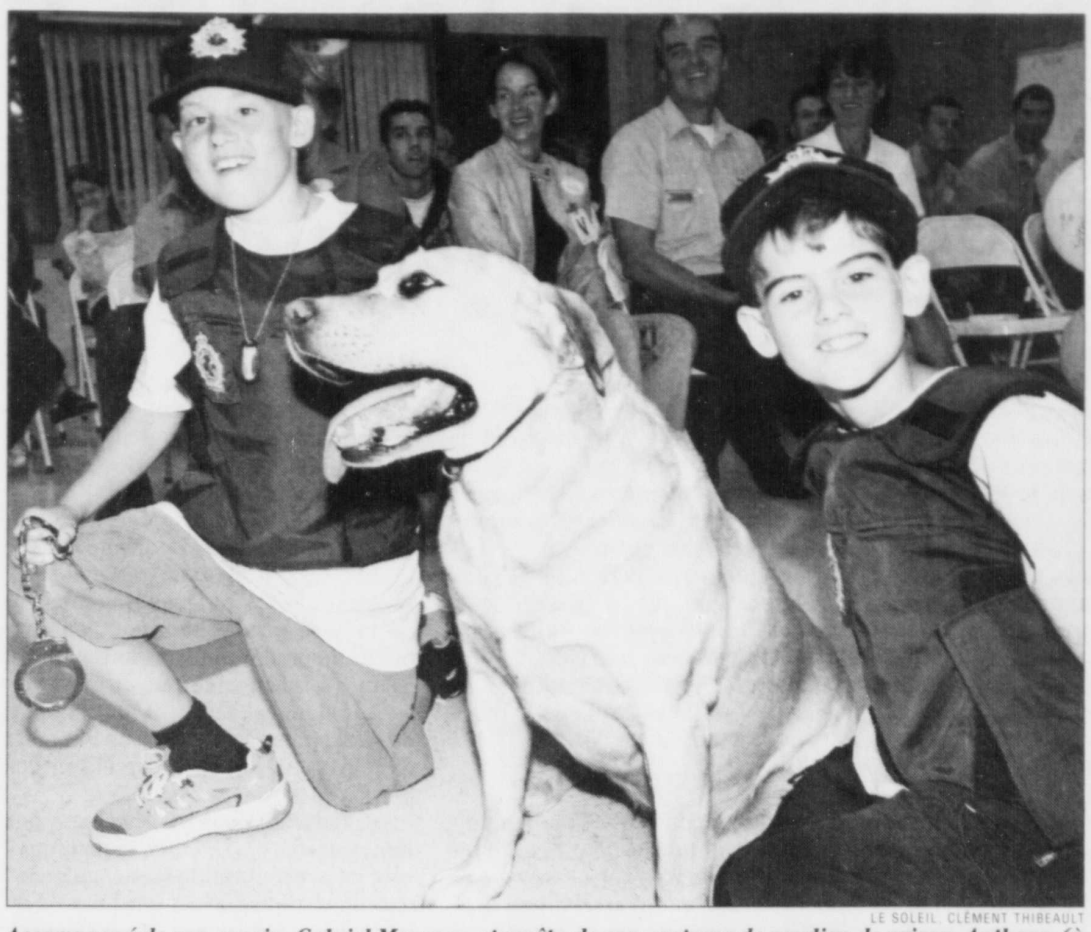
- Devenues obligatoires par décret du gouvernement en 1971.
- Touchent quatre secteurs : le résidentiel, l'industriel, le génie civil et la voirie, et le commercial et l'institutionnel.
- 100 000 travailleurs en vacances
- 20 000 entreprises font relâche
- 161 M$ en chèques de vacances émis, une hausse de 14,4 % par rapport à 2002.
- 99 millions d'heures travaillées en 2002.
- Selon un sondage mené par l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles, 40 % des Québécois prennent leur congé estival durant cette période.

INFOGRAPHIE LE SOLEIL



ARCHIVES LE SOLEIL

Des métiers parfois difficiles qui attirent de plus en plus de jeunes.



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

Accompagné de son cousin, Gabriel Morency, et revêtu de son costume de gardien de prison, Anthony (à gauche) qui se remet d'un cancer, a été très impressionné par sa visite chez ses bienfaiteurs, à la prison de Donnacona.

DONNACONA

Les employés du pénitencier font le bonheur d'un enfant malade

STÉPHANIE MARTIN
SMartin@lesoleil.com

■ Le petit Anthony a été doublement gâté, hier, par les employés du pénitencier de Donnacona. En plus de se voir offrir la possibilité de réaliser son rêve de visiter Walt Disney World, le jeune garçon a eu la permission de se transformer en gardien de prison d'un jour.

Les employés de Donnacona, en collaboration avec la Fondation canadienne Rêves d'Enfants, ont organisé, en septembre dernier, une course à relais de 240 km entre Donnacona et Laval. Tout au long de leur trajet, les 17 coureurs ont recueilli des dons qui, combinés à ceux amassés au pénitencier durant l'année, ont atteint la somme de 13 000 $. Cet argent permettra à Anthony, qui est atteint de rhabdomyosarcome, une forme de cancer, de réaliser son rêve.

Le jeune garçon de 10 ans caressait trois désirs : prendre l'avion, voyager en bateau et visiter Walt Disney World. Il fera d'une pierre trois coups. Le 4 septembre prochain, il s'envolera avec ses parents pour la Floride d'où il s'embarquera pour une croisière de quatre jours. Il passera trois autres jours à visiter le célèbre parc thématique.

Anthony s'est rendu à la courte cérémonie en son honneur, hier, en voiture patrouille, rien de moins. Il a même pu entendre la sirène. Les agents correctionnels lui ont fait visiter les installations de la prison. Il a porté la casquette réglementaire et le gilet pare-balles, on lui a montré les masques à gaz, les détecteurs de métal. Il a même fait connaissance avec le chien renifleur. « Pour lui, c'était comme un deuxième rêve », a dit sa mère, Manon Dionne.

Pour Anthony, c'est toute une aventure qui s'annonce. Pour ses parents, c'est le repos et le soulagement après une année d'enfer. Après un an de traitements de toutes sortes, chimiothérapie, radiothérapie, physiothérapie, ils viennent d'apprendre que leur fils est en rémission. « Ça fait du bien de le voir comme ça. Il est en pleine forme, on dirait qu'il veut rattraper le temps perdu », a exprimé M^me^ Dionne.

C'était le troisième marathon Rêves d'Enfants. C'est un agent correctionnel qui, il y a trois ans, a eu l'idée d'organiser une course pour les enfants malades. Le quatrième marathon est d'ailleurs déjà en préparation pour septembre 2003, a indiqué le directeur adjoint des services de gestion au pénitencier de Donnacona, Richard Bolduc. La mère d'Anthony, elle, a déjà décidé qu'elle participerait à l'événement en septembre, pour exprimer sa reconnaissance.

THETFORD MINES

Troisième saisie de cannabis en trois jours

THETFORD MINES (PC) — Les policiers de la Sûreté municipale de Thetford Mines sont en voie de devenir des spécialistes dans la récolte de plants de cannabis. Pour la troisième fois en trois jours, ils ont procédé, hier, au démantèlement d'installations servant à la production illégale de cannabis.

Hier midi, ils se sont rendus à Black Lake. En plus de quelques plants, ils y saisissaient également de l'équipement servant à la culture illégale de cannabis d'une valeur de 20 000 $.

Un individu de 54 ans, Alain Roberge, a comparu hier après-midi au palais de justice de Thetford Mines en rapport avec cette affaire. Il devra répondre d'une accusation de production illégale de cannabis. Il a recouvré sa liberté avec promesse de comparaître le 15 août.

Mercredi, les agents de la Sûreté municipale de Thetford Mines arrachaient pas moins de 800 plants de marijuana sur une terre agricole située à l'intersection des routes 112 et 271. Aucune arrestation n'était effectuée dans ce dossier, le propriétaire des lieux ignorant tout de cette activité illicite sur sa propriété.

Jeudi, les policiers de la Sûreté municipale participaient à la perquisition menée à Thetford Mines où l'on retrouvait une mégaserre de 1553 plants et de l'équipement de production d'une valeur de 100 000 $.

Deux autres individus reliés à cette affaire de mégaserre ont comparu hier après-midi au palais de justice de Thetford Mines.

Éric Côté, âgé de 25 ans, de Thetford Mines, devra répondre à des accusations de production illégale de cannabis, de possession en vue d'en faire le trafic et de recel.

Donald Côté, âgé de 31 ans, de Saint-Ferdinand, fera face à deux accusations de production illégale de cannabis, deux accusations de possession en vue d'en faire le trafic et trois accusations d'armes à feu mal entreposées.

Les deux individus ont été remis en liberté sous engagement de comparaître le 13 août.

Quant au quatrième individu interpellé dans cette affaire et considéré comme le leader du groupe, il n'a pas encore comparu.

Il devrait comparaître au cours de la semaine prochaine.

EN BREF

La porte Saint-Louis se drape de lumière

■ La porte Saint-Louis se parera de tous ses atours ce soir. À la tombée du jour, l'arche et le mur d'enceinte érigés en 1878 seront illuminés par plusieurs dizaines de projecteurs. C'est le onzième monument de Québec à subir cette cure de beauté lumineuse dans le cadre du Plan lumière de la capitale nationale instauré en 1998. Ce plan d'illumination des monuments de la capitale a pour horizon le 400^e^ anniversaire de la Ville de Québec, en 2008. **S.M.**

1609102
Liquidation d'inventaire
Jusqu'à 70 %* de rabais
sur toute la marchandise sélectionnée jusqu'au 31 juillet 2003
Vente de celliers
Le plus grand choix sur les marques Riedel, Spiegelau, Transtherm, Vintage Keeper, Cavavin, Laguiole, Pulltap's...
Vinum Grappa
3654, du Campanile, Sainte-Foy • Tél. : (418) 650-1919
www.vinumgrappa.com
* Avant taxes. Cette offre ne peut être jumelée à un autre rabais.

1603653
Séjours Champêtres
LE FLEUVE ET SES ÎLES
CE FORFAIT INCLUT :
• 2 soupers table d'hôte 5 services
• 2 couchers • 2 petits déjeuners
• 1 croisière à Grosse-Île
• 1 croisière à l'Isle-aux-Grues
À partir de 282 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
DÉTENTE ET GASTRONOMIE
CE FORFAIT INCLUT :
• 1 souper table d'hôte 5 services
• 1 coucher
• 1 petit déjeuner
À partir de 105 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
CROISIÈRE EXCLUSIF ET GASTRONOMIE
CE FORFAIT INCLUT :
• 2 couchers
• 2 soupers table d'hôte 5 services
• 2 petits déjeuners
• 1 croisière à Grosse-Île
• 1 dîner sur l'Île
À partir de 257 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
Manoir des Érables
AUBERGE – RESTAURANT
220, boulevard Taché Est, Montmagny
1 800 563-0200 (418) 248-0100
www.manoirdeserables.com
Hôtellerie Champêtre
GROSSE-ÎLE
La station de quarantaine
LIEU HISTORIQUE NATIONAL DU CANADA DE LA Grosse-Île-et-le-Mémorial-des-Irlandais
www.parcscanada.gc.ca
Croisière à l'Isle-aux-Grues* À partir de 37,50 $/pers.
Croisière à Grosse-Île* À partir de 35 $/pers.
CROISIÈRES LACHANCE
* Croisières incluant guide interprète et visite de l'île en train-balade
Traversées quotidiennes - 1 888 476-7734 • (418) 259-2140
www.croisiereslachance.ca
Départs de Berthier-sur-Mer. À moins de 30 minutes à l'est des ponts de Québec, sur la rive sud du fleuve. Autoroute 20, sortie 364
Parfum de mer détente fine cuisine
THÉÂTRE D'ÉTÉ À LA ROCHE À VEILLON, CROISIÈRE À GROSSE-ÎLE
CE FORFAIT INCLUT :
• 2 soupers table d'hôte
• 2 couchers • 2 petits déjeuners
• 1 croisière à Grosse-Île
• 1 billet pour la pièce Les Grandes Chaleurs
À partir de 220 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
FORFAIT RÉVÉLATION
CE FORFAIT INCLUT :
• 1 souper table d'hôte
• 1 coucher • 1 petit déjeuner
• 3 soins au centre de santé Parfum de Mer
À partir de 224 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
CROISIÈRE DANS LES ÎLES
CE FORFAIT INCLUT :
• 2 soupers table d'hôte • 2 couchers
• 2 petits déjeuners
• 1 croisière à Grosse-Île
• 1 croisière à l'Isle-aux-Grues
À partir de 234 $/pers.
Occupation double, service inclus, taxes en sus.
Auberge du Faubourg
Centre de Santé
SAINT-JEAN-PORT-JOLI
Parfum de mer, détente, fine cuisine
280, rue de Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli
1 800 463-7045 (418) 598-6455
www.aubergedufaubourg.com
SPAS RELAIS SANTÉ
La Côte-du-Sud en Chaudière-Appalaches
Association touristique Chaudière-Appalaches
www.chaudapp.qc.ca
1 888 831-4411 • www.chaudapp.qc.ca Québec

C.S. BEAUCE-ETCHEMIN

Un avenir assombri par les nombreuses coupes

Luce Dallaire
collaboration spéciale

■ SAINT-GEORGES — La commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CSBE) déplore le manque de cohérence entre les actions du gouvernement Charest en matière d'éducation et son discours électoral.

Même en utilisant le scénario le plus pessimiste, le directeur général de la CSBE, M. André Roy, avoue que la commission scolaire n'a malheureusement pu évaluer ses revenus adéquatement avant ce jour puisque de nombreuses mauvaises surprises sont apparues à la toute dernière minute en ce qui a trait aux règles budgétaires.

« D'une main, le gouvernement dit qu'il verra à financer les coûts du système, mais de l'autre, il nous fait subir de sévères compressions. En campagne électorale, la santé et l'éducation étaient les priorités retenues. Mais aujourd'hui, le doute plane. En Beauce, parole donnée équivaut à une signature, mais là il n'en n'est rien », rabroue M. Roy.

Pour la prochaine année, la commission scolaire écope de coupures-chocs de plus de 1,3 million $. Les compressions des dépenses de 612 421 $, le couperet de 462 843 $ dû à l'abolition de la mesure d'aide à la préparation des plans de réussite, le retrait du financement du coût des intérêts pour 300 000 $ et le non versement de la mesure visant à réduire les frais chargés aux parents, pour un montant de 226 978 $, assombrissent lourdement l'horizon financier de l'année scolaire.

Après avoir réduit ses dépenses, la CSBE n'a d'autre choix que d'approprier 884 514 $ de son surplus accumulé pour équilibrer son budget de 148 M$.

« Au Québec, plusieurs commissions n'ont pas, comme nous, la chance de bénéficier d'un surplus. Néanmoins, nous devrons trouver le moyen d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2003-2004 car le processus de la décroissance de la clientèle est amorcé et nous guettera pour plusieurs années. De plus, il faut savoir que nos étudiants font partie d'un territoire très vaste et que nous avons de nombreux établissements à gérer et à supporter », continue le dg de la CSBE.

En septembre, la clientèle passera de 19 378 à 18 771 élèves, ce qui représente grosso modo une diminution de 607 jeunes du primaire et du secondaire, et un manque à gagner d'environ 500 000 $. Ces étudiants convergent vers l'un ou l'autre des 62 écoles de la CSBE situées d'aussi loin qu'entre Saint-Magloire et Saint-Ludger, à une distance d'environ 125 kilomètres.

Tout comme le président de la commission, M. Charles-Henri Lecours, M. Roy est d'avis qu'il faudra, éventuellement en cours d'année, se pencher sur la question des règles du maintien ou de la fermeture des petites écoles. Les incidences budgétaires sont à ce point extrêmes qu'elles commandent une révision complète de l'ensemble des règles de gestion.

La Beauce veut mettre la Chaudière en valeur

Luce Dallaire
collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — L'Office de tourisme de Beauce (OTB) distribue la publication d'un tout nouveau guide de canotage car, malgré ses caprices et ses humeurs, la rivière Chaudière mérite d'être mieux connue.

La présidente de l'OTB, Mme Céline Mercier, estime que la rivière Chaudière est une ressource naturelle à fort potentiel récréo-touristique.

Depuis peu, la rivière Chaudière accueille les amateurs de plein-air, d'histoire et de canotage.

GRANDE FÊTE

D'ailleurs, aujourd'hui 12 juillet, une grande fête organisée pour l'ensemble de la population par les bénévoles de la Corporation du Rendez-vous à la rivière marquera l'inauguration officielle du barrage rétractable, lequel favorisera la pratique de sports nautiques à la hauteur du centre-ville de Saint-Georges.

Grâce aux recherches de M. Jocelyn Vallières, canotier amateur, et à la collaboration du cégep Beauce-Appalaches, les visiteurs et les Georgiens découvriront ou retraceront par le biais de la publication de ce guide, l'histoire particulière de l'une des six plus grandes rivières du Québec.

De plus, indique Mme Mercier, la richesse du corridor historique reliant l'État du Maine et la ville de Québec en passant par les rivières Kennebec et Chaudière assure, sans contredit, un positionnement intéressant pour la Beauce à même la région de Chaudière-Appalaches. Suffit-il, notamment, de se rappeler du passage de Benedict Arnold en 1775 et de ses arrêts sur les berges de la rivière Chaudière.

Le guide de 80 pages regroupe des informations pertinentes et pratiques tout en présentant de façon claire les caractéristiques de chaque tronçon de la rivière entre deux points d'intérêts.

La Maison du tourisme, située sur le boulevard Lacroix, dispose de ce guide, des nouvelles cartes touristiques de la région, et de ville de Saint-Georges.

1609354

DHEUX

Retirez la lettre qui s'est glissée dans ce mot
et vous saurez combien de récepteurs ExpressVu
vous obtiendrez pour 199$.

ExpressVu

• 1 système 3120
• 1 récepteur 2700A
• installation comprise

199$* après crédits

1 87 SOUCOUPE www.bell.ca/satellite
Passez à un magasin Espace Bell.

Bell
Et bien simple.MC

Espace Bell · Tanguay Électronique · Dumoulin · La Cabine Téléphonique · Future Shop · RadioShack · Communication PL

L'installation de base du système et du 2e récepteur du Forfait 2 Télés est offerte jusqu'au 31 juillet 2003. L'offre d'installation du deuxième récepteur s'applique au modèle 2700A. Vous devez acheter le système et le deuxième récepteur lors de la même transaction et tout l'équipement doit être installé par l'installateur lors d'une même visite. Les abonnés doivent faire installer et activer les récepteurs d'ici le 15 août 2003. L'offre d'installation ne s'applique pas aux résidents de condominiums, d'appartements ou d'autres immeubles à logements multiples, ni à la clientèle commerciale. Des frais réseau mensuels de 2,99 $, avant taxes, s'appliquent à tous les abonnés. Taxes en sus. *Le crédit de programmation de 100 $ (qui s'applique à raison de 20 $ par mois pour les cinq premiers mois) est conditionnel à l'abonnement aux forfaits Combo Maxi Plus, Ultra, Ultimate ou à certains combos internationaux. Conditionnel à un engagement minimum de 12 mois au service ou des frais de désactivation de 70 $ seront appliqués. Un seul (1) crédit de programmation par abonnement et par ménage. L'offre d'installation du système et du deuxième récepteur ainsi que l'offre des crédits de programmation sont réservées aux nouveaux abonnés résidentiels. D'autres conditions peuvent s'appliquer. Détails en magasin ou au www.bell.ca/satellite. Bell est une marque de commerce de Bell Canada; ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

HÔTEL-DIEU DE MONTMAGNY

Déficit de 840 000 $ malgré les économies

Sylvain Fournier
Collaboration spéciale

MONTMAGNY — La situation financière de l'Hôtel-Dieu de Montmagny demeure toujours précaire, malgré une économie de 13 099 heures travaillées au cours des 12 derniers mois.

Les dépenses additionnelles générées par l'augmentation du coût des médicaments, des fournitures médicales spécialisées et de l'assurance-salaire ont causé un manque à gagner de 840 252 $, portant à 1 356 367 $ le déficit accumulé du centre hospitalier.

Le nombre d'admissions en courte durée est passé de 3024 à 3191, en hausse de 167 usagers ou 5,52 %, alors que le séjour moyen a connu une diminution importante, passant de 7,22 jours à 6,63 jours, en baisse de 0,59 jour ou 8,9 %.

PEU D'ESPOIR

La situation financière du centre hospitalier magnymontois ne risque pas de s'améliorer cette année puisque le taux d'indexation des dépenses, consenti par le ministère de la Santé et des Services sociaux, a été fixé à 2,65 %.

Pourtant, l'Association des hôpitaux du Québec et le ministère estiment que le taux d'indexation des dépenses des hôpitaux devrait s'établir à 6,25 % pour couvrir les coûts liés à l'augmentation des volumes d'activités et à l'alourdissement des soins.

Des améliorations importantes ont été apportées au parc d'équipements spécialisés et à la rénovation des locaux, mais le manque d'espace se fait toujours sentir à l'urgence et aux services ambulatoires.

L'hôpital attend toujours l'autorisation d'une mise à l'étude de son projet de réaménagement et d'agrandissement de l'urgence et des services ambulatoires. « Nous sommes confiants que le ministère accordera l'attention nécessaire à la réalisation de ce projet », a mentionné le directeur général, M. Yves Lachapelle.

EN BREF

Des plages qualité A

■ L'eau de plusieurs plages de la région de Québec est d'excellente qualité. C'est ce qu'ont démontré des tests de qualité bactériologique effectués par le ministère de l'Environnement au cours des derniers jours. Toutes les plages analysées le 7 juillet ont obtenu la cote A. Les plages visitées sont celles du Camp l'Assomption, de la base de plein air de Sainte-Foy, la plage Eau Claire de Saint-Léonard, la plage Gilles Fortier de L'Ange-Gardien, la plage Laurentides à Charlesbourg, celle du Manoir Castin à Lac-Beauport et celle du lac Saint-Joseph. Pour obtenir des informations sur la qualité des eaux de baignade, les citoyens peuvent appeler au 521-3830 ou au 1-800-561-1616. S.M.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

COMPTEURS D'EAU OBLIGATOIRES

Oui, si Québec subventionne

La plupart des 18 municipalités consultées jugent le projet Mulcair trop cher

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CARLETON — La plupart des maires des villes du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de la Côte-Nord et de Charlevoix favoriseront l'installation de compteurs d'eau résidentiels si une aide financière appréciable de Québec les supporte. Sinon, les 18 municipalités sondées par LE SOLEIL poursuivront des campagnes de sensibilisation pour réduire la consommation d'eau.

Les compteurs d'eau résidentiels sont rares dans ces quatre régions. Seule Luceville, au Bas-Saint-Laurent, en a installés il y a 15 ans. Ailleurs, seuls les commerces, les industries et les institutions sont souvent obligés d'en installer.

Mais le message lancé cette semaine par le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, qui favorise les compteurs résidentiels, a ravivé un sujet, l'économie de l'eau, touchant les villes des régions où, malgré les grands espaces et l'apparente abondance de sources, on trime dur pour fournir ce liquide aux citoyens.


Thomas Mulcair

La raison est simple ; les villes devront investir massivement pour répondre aux nouveaux critères de qualité de l'eau de 2005. À Baie-Comeau, il faudrait 38 millions $ pour la mise à jour des équipements afin de répondre à ces normes. Le maire, Ivo di Piazza, ne peut concevoir cette dépense, même appuyée d'une subvention de 50 %.

L'installation de compteurs résidentiels est donc « sérieusement étudiée », dit le maire, qui veut comparer les coûts d'achat de compteurs et d'exploitation, et ce que ça rapportera à la municipalité. « Tout ce qui est dépensé comme eau et qui n'est pas destiné à la consommation ? C'est énorme », tranche M. di Piazza.

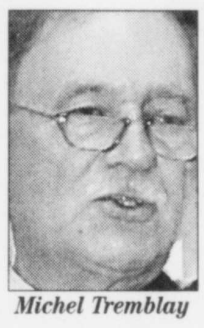
À Baie-Comeau et à Sept-Îles, où il y a des compteurs partout sauf dans les maisons, le traitement de l'eau coûte 2 M$ par an. Ghislain Lévesque, maire de Sept-Îles, n'est pas chaud à l'idée d'installer des compteurs résidentiels. Il veut renseigner les citoyens sur la vraie facture de l'eau, versus ce qu'ils paient. Sept-Îles et Port-Cartier ont investi 15 M$ récemment dans le traitement des eaux.


Ghislain Lévesque

UNE PIONNIÈRE

Luceville, fusionnée à Sainte-Luce depuis 2002, fait figure de pionnière depuis 1988 dans l'utilisation des compteurs d'eau, « une expérience qui a mis fin au gaspillage », selon Marie-Andrée Jeffrey, de la municipalité de Sainte-Luce.

La tarification est fixe : un montant de base de 30 $ auquel s'ajoute 1 $ par 1000 gallons d'eau utilisés pour les 520 résidences de ce quartier. Les industries paient aussi 1 $ par 1000 gallons mais la tarification devient décroissante de 500 000 à un million de gallons, à 0,20 $ du 1000 gallons, puis elle augmente de 0,25 $ jusqu'à 0,50 $.


Michel Tremblay

La Pocatière et Matane sont aussi dotées des compteurs pour les industries et les commerces. Une étude est en cours à Rivière-du-Loup pour étendre, après les industries et les institutions, l'installation de compteurs aux commerces grands consommateurs. Le secteur résidentiel est sauf.

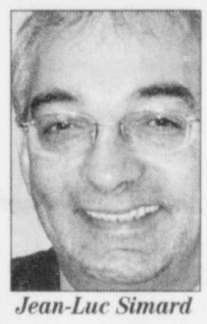
Mont-Joli n'a pas de compteurs d'eau mais un comité pourrait cibler les industries et les commerces. À Rimouski, les industries, et des commerces paient l'eau selon le débit. Il n'est pas question de compteurs pour les maisons à cause du coût d'achat, de la pose et des relevés à effectuer, dit le maire Michel Tremblay. Tout près, au Bic, une étude sera déposée à l'automne pour déterminer la pertinence de doter les maisons de compteurs, à la suite de la crise de l'eau qui a sévi l'hiver dernier.

À Amqui, le maire Gaétan Ruest note que l'installation de compteurs a été étudiée, et rejetée à cause du coût. « Avec des incitatifs, ce serait différent. Le gaspillage est omniprésent avec les piscines et ceux qui laissent couler l'eau l'hiver pour ne pas qu'elle gèle. Les gens apprennent à se contrôler s'ils paient. »

À Carleton-Saint-Omer, l'administrateur André Allard note que le coût d'installation de compteurs résidentiels s'établirait à 200 000 $, sans compter l'exploitation du réseau.

« C'est discuté régulièrement, mais ça prendrait des incitatifs. L'État a ses devoirs à faire, notamment pour les routes en abaissant leur niveau à Saint-Omer, il a réduit l'isolation des conduites et elles gèlent l'hiver. C'est pourquoi les gens laissent couler l'eau. »

À Chandler et New Richmond, le maire, Claude Cyr, et l'administrateur, Denis Gagnon, sont ouverts aux compteurs résidentiels, si l'intégration est graduelle, à la suite de campagnes de sensibilisation. À Gaspé, malgré l'abondance des rivières, l'administrateur municipal Gaétan Lelièvre dit que la qualité et la quantité d'eau demeurent des problèmes. « Les grands utilisateurs ont des compteurs, mais pour le résidentiel, nous sommes peut-être rendus là. »


Jean-Luc Simard

CHARLEVOIX

Bien que souvent évoquée à La Malbaie, Clermont et Baie-Saint-Paul, l'installation de compteurs résidentiels n'est pas démarrée. « Si les gens faisaient attention, nous n'en parlerions même pas, mais certains refusent de croire qu'il s'agit d'une richesse qui n'est pas inépuisable », dit Jean-Luc Simard, maire de La Malbaie.

Son collègue, Jean Fortin, de Baie-Saint-Paul, favorise aussi la sensibilisation, une initiative parfois appuyée de coercition, en vigueur depuis longtemps dans Charlevoix. « Pour certaines industries, il va peut-être falloir en arriver là (installer des compteurs) ». La décision doit demeurer du ressort local, conclut-il.


COLLABORATION SPÉCIALE, CARL THÉRIAULT

Luceville, fusionnée à Sainte-Luce depuis 2002, fait figure de pionnière depuis 1988 dans l'utilisation des compteurs d'eau, « une expérience qui a mis fin au gaspillage », selon Marie-Andrée Jeffrey, de la municipalité de Sainte-Luce.

Carl Thériault (Bas-Saint-Laurent), Steeve Paradis (Côte-Nord) et Sylvain Desmeules (Charlevoix) ont collaboré à la recherche pour ce dossier.

Purdel fête ses 75 ans


COLLABORATION SPÉCIALE, CARL THÉRIAULT

La coopérative agroalimentaire Purdel fête cette année ses 75 ans. C'est le 9 juillet 1928, que les 32 membres fondateurs de la Société coopérative agricole de Sainte-Cécile-de-Bic ont mis la première pierre à ce qui allait devenir, en 1965, la coopérative agricole du Bas-Saint-Laurent puis en 1983, Purdel, coopérative agroalimentaire. Le chiffre d'affaires qui atteint près de 50 M$ assure quelques 130 emplois réguliers. Les activités de Purdel se concentrent dans le secteur de la meunerie, de l'opération d'une usine d'engrais minéraux, de trois quincailleries, quatre garages de vente et de la réparation de machinerie agricole, les pétroles Sonic, deux maternités et pouponnières porcines et une usine d'engrais biologiques, Aquaterre. Une partie des employés du siège social. 1ère rangée: Ghislain Pelletier, Bruno Henry, Jean-Paul Thériault et François Parent. 2e rangée: Caroline Chassé, Solange Pelletier, Sylvie Pelletier, Nathalie Beaulieu, Suzanne Dolbec et Pierre Bilodeau.

Acheteur recherché

MONTMAGNY — Le conseil municipal de Montmagny embauchera sous peu un prospecteur professionnel qui sera chargé de dénicher un acheteur pour l'usine Whirlpool qui fermera ses portes en mai 2004.

Cette fermeture causera la perte de 550 emplois. Le Centre local de développement (CLD) de la MRC de Montmagny est prêt à défrayer une partie du salaire de cet expert conseil en accordant un montant de 25 000 $. Le CLD versera cette somme uniquement si les gouvernements provincial et fédéral participent financièrement au projet. Le CLD entend aussi mandater son nouveau commissaire industriel, lorsqu'il sera nommé, afin qu'il agisse en support à ce consultant externe. S.F.

1607985

MANQUEZ PAS ÇA !

AUCUN PAIEMENT AVANT OCTOBRE

Protégé SE 2003 4 portes 169 $ / mois

0 % PENDANT 4 ANS À L'ACHAT

Protégé 5 2003 229 $ / mois

Mazda MPV DX 2003 329 $ / mois

SUR TOUS NOS VÉHICULES 2003 EN INVENTAIRE*

Beauport mazda

Daniel Paul-Hus Dir. gén. des ventes
Jean-François Deschenes Adjoint dir. vente
Marco Meunier Dir. serv. financier
Steve Trépanier Dir. serv. financier
Sylvain Lévesque Dir. serv. financier
Pierre Durand Dir. serv. financier
Gaétan Thériault Conseiller
Dave Bourgeois Conseiller
Normand MacDonnald Conseiller
Steve Roy Conseiller
Michel Dutil Conseiller
Steeve Tillion Conseiller
André Gagnon Conseiller
Germain Mossicotte Conseiller
Laurent Vallières Conseiller
Alain Boutet Conseiller
Ghislain Boutin dir. véhicules d'occasion
Jacques Dumont Conseiller véhicules d'occasion
Nelson Cartier Conseiller véhicules d'occasion

* À l'approbation du service du crédit. Location 48 mois. Comptant initial de 2100 $ pour Protegé et Protegé 5 et 995$ pour MPV ou échange équivalent. Tous les détails en magasin. Véhicules à titre indicatif.

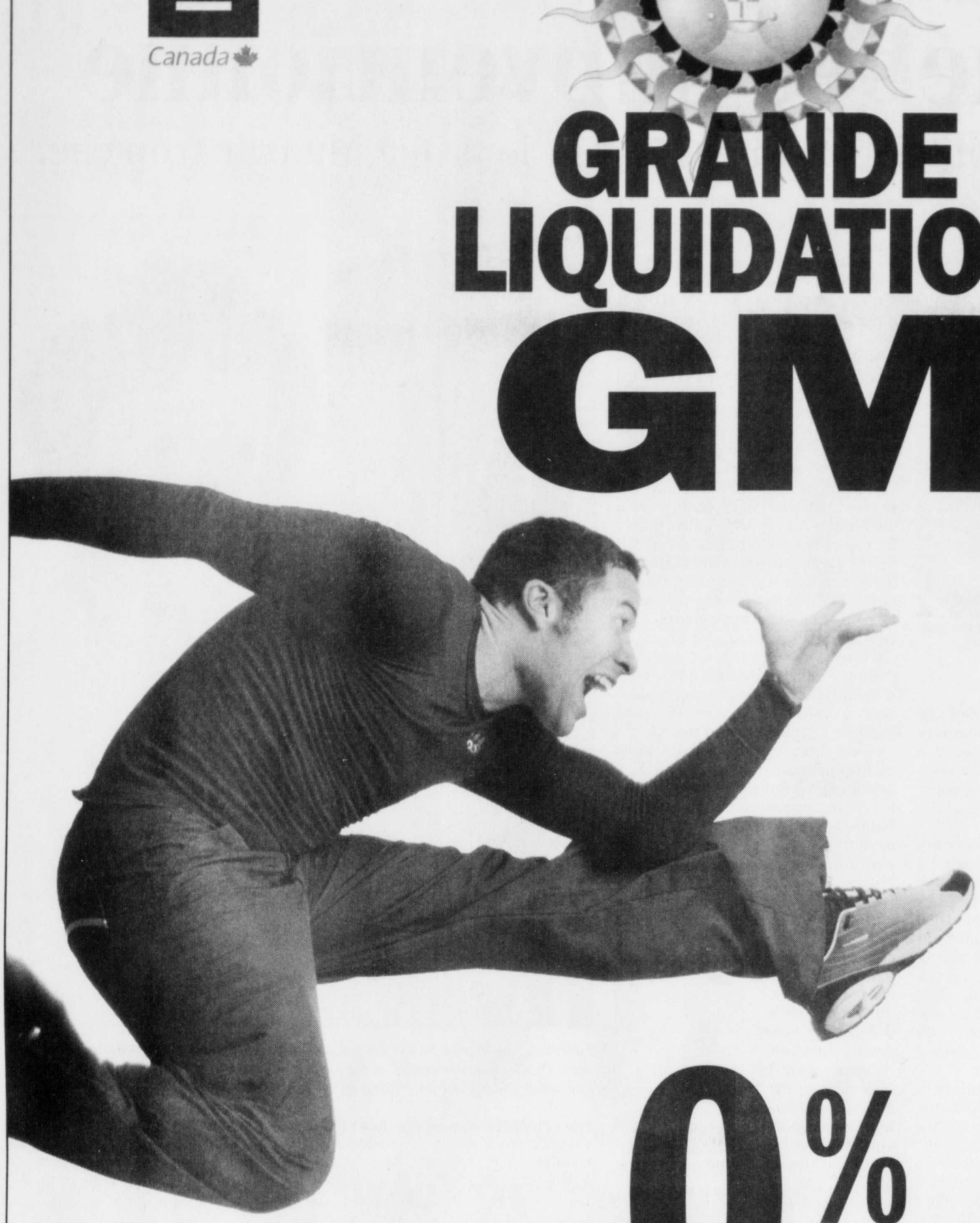
Beauport mazda
585, rue Clémenceau, Beauport, Aut. de la Capitale, sortie Seigneurial
667-3131

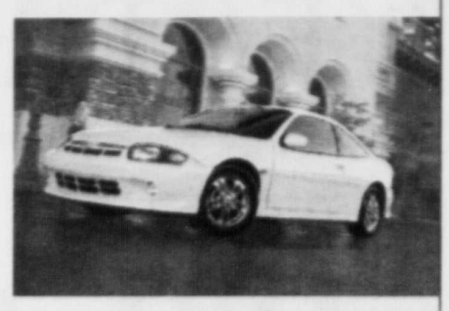
PRÊT À ROULER GARANTIE LEADERSHIP MAZDA ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA
LOCATION MAZDA
mazda

BIEN PLUS.

GM Canada

GRANDE LIQUIDATION GM









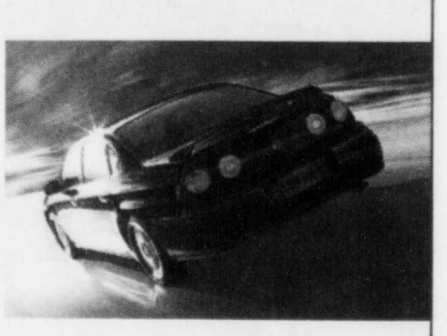












0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 60 MOIS◆

PLUS

1000$ de réduction*

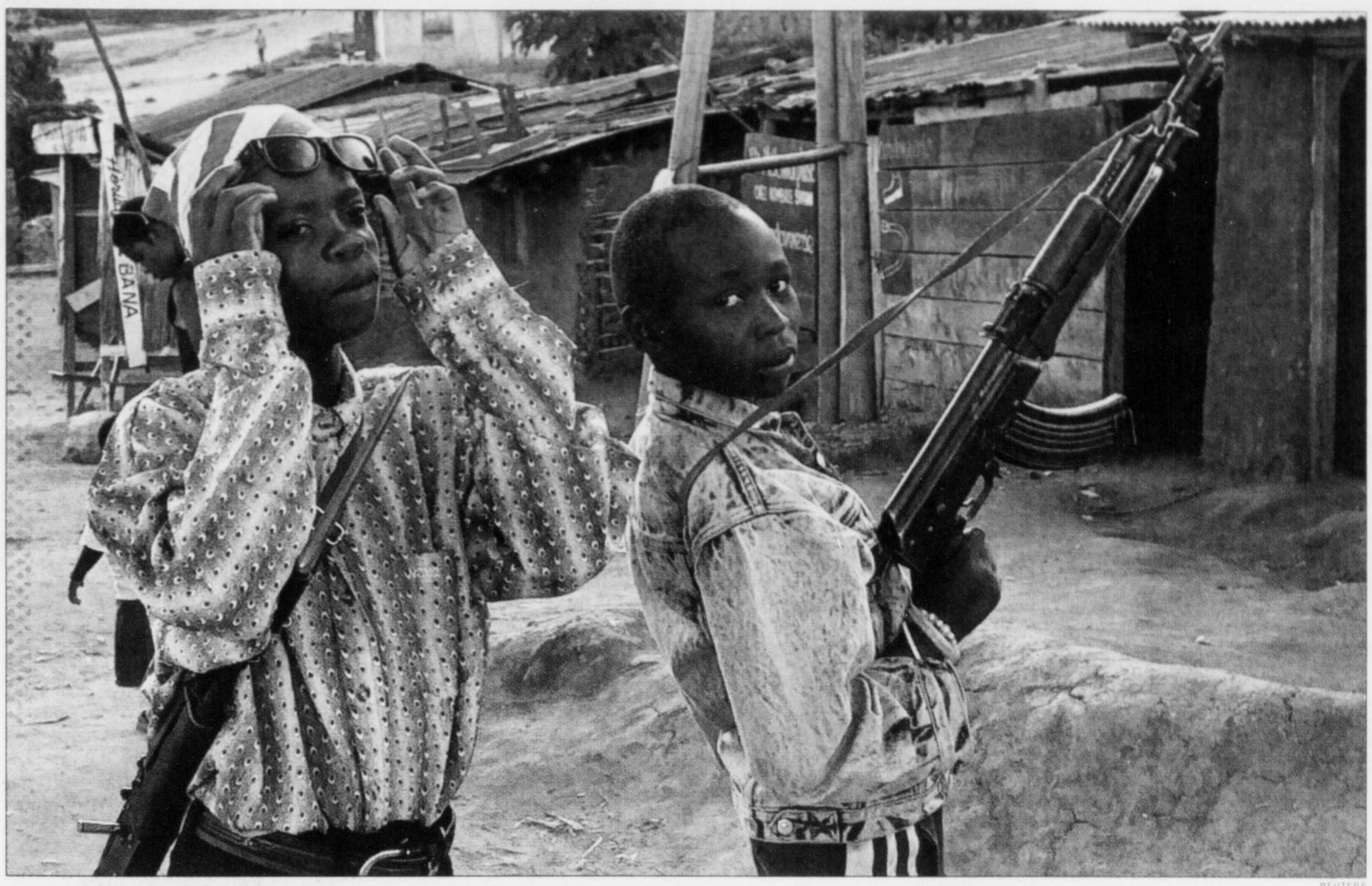
À L'ACHAT OU À LA LOCATION, SUR PRESQUE TOUS LES MODÈLES 2003

CHEVROLET
Oldsmobile
GM

L'association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 en stock à l'achat ou à la location. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Le crédit de 1000$ comprend les taxes applicables. ◆Taux de financement à l'achat de 0% disponible sur la plupart des modèles pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement: 10000$ à 0%: 60 versements de 166,67$, coût en intérêts 0$, coût total de financement 10000$. L'offre de financement à l'achat et la réduction de 1000$ (taxes incluses) ne s'appliquent pas aux modèles 2004, aux Saturn, Saab, Isuzu, Corvette de Chevrolet, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra de GMC/Silverado de Chevrolet 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra de GMC/Silverado de Chevrolet 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra de GMC/Silverado de Chevrolet 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE MONDE



REUTERS

« À Bunia, les seigneurs de la guerre ont aussi tué l'enfance, écrivait récemment "The New York Times". La guerre a fermé leurs écoles, en les laissant affamés. Elle a transformé des enfants en tueurs sans pitié et a rempli leur mémoire d'images d'horreur que même les adultes les plus endurcis auraient du mal à supporter. »

À l'école de l'horreur

Le président d'UNICEF Canada rentre d'un séjour dans l'enfer congolais

Jean-Simon Gagné
JSGagne@lesoleil.com

■ Le président de l'UNICEF au Canada, David Agnew, revient tout juste de la République démocratique du Congo. Autrement dit, d'un séjour en enfer. Et ce qu'il a vu là-bas constitue une véritable honte pour l'humanité. Cœurs fragiles s'abstenir...

Depuis 1998, la guerre qui fait rage au Congo (ex-Zaïre) a fait entre trois et quatre millions de morts. Mais ne les pleurez pas trop vite. Dites-vous bien que ceux-là ont eu de la chance. À côté de ce qui guette aujourd'hui les vivants, la mort paraît bien douce. Presque une délivrance, dans un pays où le chaos et la cruauté atteignent des sommets à peine croyables.

Comment décrire l'atroce agonie du Congo sans pleurer de rage ? Comment raconter le viol de fillettes de 4 ans ? Les mutilations en série ? L'enlèvement de garçonnets pour les transformer en soldats ? La famine ? Les épidémies ? Le sida ? Comment explique-t-on le saccage des écoles et des dispensaires par des bandes de pillards ? Au Congo, on ne se demande plus pour qui sonne le glas. Il sonne pour tout le genre humain.



David Agnew

David Agnew, président de l'UNICEF pour le Canada, parle du Congo avec la pudeur de celui qui en a trop vu, comme s'il craignait que les mots eux-mêmes finissent par le salir. « Ce que nous connaissons de la situation du Congo ne constitue que la pointe de l'iceberg, commence-t-il. Le nombre d'endroits que peuvent atteindre les organisations d'aide humanitaire demeure encore très limité. »

LE CHAOS

Politesse oblige, M. Agnew ne critique guère la curieuse position des casques bleus déployés par l'ONU au Congo. Simple observateurs, ces derniers assistent au carnage sans intervenir. « Soyons juste. Les rapports alarmants qu'ils ont transmis aux Nations unies ont fini par provoquer des choses. À Bunia, dans le nord-est du pays, la France a expédié des militaires pour rétablir l'ordre sur la base des rapports des casques bleus. Il est vrai que dès que l'on franchit les limites de la ville, les atrocités se poursuivent. Mais c'est mieux que rien.

« Le jour où je suis arrivé à Bunia, poursuit M. Agnew, 12 garçons avaient été kidnappés au cours de la nuit précédente, dans un camp de réfugiés des environs, pour les enrôler de force dans des milices. L'un d'eux avait 8 ans. D'autres nuits, ce sont des fillettes qui sont enlevées pour être transformées en esclaves sexuelles. L'un des hôpitaux de la ville a soigné 400 victimes de viols en deux mois, dont plusieurs sont désormais séropositives. Avant l'arrivée des soldats français, il n'y avait plus de police, plus de vraie armée, plus de gouvernement. C'était le chaos. »

« À Bunia, les seigneurs de la guerre ont aussi tué l'enfance, écrivait récemment *The New York Times*. Les milices se (battaient) pour prendre le contrôle de cette ville provinciale du nord-est du Congo, et ce sont les jeunes de Bunia qui (ont payé). La guerre a fermé leurs écoles, en les laissant affamés. Elle a transformé des enfants en tueurs sans pitié et a rempli leur mémoire d'images d'horreur que même les adultes les plus endurcis auraient du mal à supporter. Des fillettes ont été violées, des enfants tout juste en âge de marcher ont été massacrés, des bébés ont été abandonnés en pleurs, au milieu des cadavres. »

DANS LA FOULÉE DU RWANDA

Rappelons que la guerre du Congo a débuté en 1998, dans la foulée du génocide rwandais. Les armées du Rwanda et de l'Ouganda sont intervenues pour soutenir la lutte armée contre le président Laurent Kabila. Le conflit a bientôt pris une ampleur continentale lorsque le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie ont dépêché des troupes pour soutenir le régime en place. Profitant de la mêlée générale, tout ce beau monde en a profité pour faire main basse sur les innombrables ressources minières du pays, considéré comme l'un des plus riches d'Afrique.

Cinq ans plus tard, les armées étrangères se sont retirées, laissant derrière elles des bandes de pillards qui font régner la terreur.

Dans les provinces les plus ravagées, les civils que la guerre a épargnés ne survivent pas toujours à la famine et aux épidémies engendrées par le chaos. « Les combats ont tué beaucoup de monde, mais la faim et la maladie font encore davantage de victimes. On imagine mal l'incroyable détresse de centaines de milliers de gens, qui ont dû aller se cacher dans la brousse pour échapper aux combats. »

« L'un des hôpitaux de la ville a soigné 400 victimes de viols en deux mois »

Découragé par l'ampleur de la tâche, le président de l'UNICEF ? « Pas vraiment. Des choses merveilleuses se font », affirme-t-il. Ainsi, il parle avec passion des médecins et des infirmières qui sauvent l'honneur du genre humain en travaillant dans des conditions inimaginables. Ou de centres financés par l'UNICEF pour tenter de pacifier les enfants soldats. Il parle aussi de l'exemple du Sierra Leone, un pays qui « guérit lentement de ses blessures ».

« Cela permet d'encaisser le reste », conclut-il.

Et probablement d'oublier, pour un instant, le regard fou de terreur des enfants qu'on est en train d'assassiner, à l'autre bout du monde...

Uranium africain pour l'Irak : Bush accuse, la CIA s'excuse

(*La Presse* et AFP) — Pourquoi George W. Bush a-t-il affirmé publiquement en janvier que l'Irak avait cherché à se procurer de l'uranium en Afrique, même si ses services de renseignement avaient appris plusieurs mois auparavant que cette information était fausse ? Le président américain a offert hier une réponse à cette question, qui mine sa crédibilité depuis près d'une semaine.

M. Bush a répliqué que la CIA elle-même avait donné le feu vert au discours sur l'état de l'Union dans lequel il portait ces accusations. « Le discours que j'ai livré a été approuvé par les services de renseignement », a déclaré le président, actuellement en visite officielle en Afrique.

« C'était un discours qui détaillait au peuple américain les dangers représentés par le régime de Saddam Hussein, a précisé M. Bush. Mon gouvernement a répondu de façon adéquate à ces dangers et le résultat est que le monde est plus sûr et plus paisible. »

Avant même que M. Bush n'émette ces commentaires, sa conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, s'était portée à sa défense en livrant le même message. « La CIA a approuvé le discours dans sa totalité », a soutenu Mme Rice lors d'une conférence de presse à bord de l'avion présidentiel en route pour l'Ouganda.

Elle a ajouté que si le directeur de la CIA, George Tenet, a exprimé des doutes à propos de cette phrase, « il ne l'a pas fait savoir » à l'entourage du président. La CIA aurait simplement modifié ce passage du discours en retirant des détails sur la quantité d'uranium et l'endroit où l'Irak avait supposément tenté de se le procurer.

En soirée hier, George Tenet a reconnu l'« erreur » de l'agence de renseignement. « Ces 16 mots n'auraient jamais dû être inclus dans le texte écrit pour le président », a-t-il déclaré dans un communiqué de deux pages. « Ça a été une erreur. Premièrement, la CIA a approuvé le discours sur l'état de l'Union du président avant qu'il soit prononcé. Deuxièmement, je suis responsable du processus de validation dans mon agence. Et troisièmement, le président avait toutes les raisons de croire que le texte qui lui était proposé était sûr », explique le directeur de la CIA.

M. Bush avait déclaré en janvier : « Le gouvernement britannique a appris que Saddam Hussein avait récemment cherché à se procurer une importante quantité d'uranium en Afrique. » Selon Washington, cela démontrait que le président irakien d'alors tentait de relancer son programme nucléaire.

C'est notamment un article publié hier matin par le *Washington Post* qui est venu brouiller les cartes. On y a révélé que la CIA avait mis en doute la véracité de l'information dès septembre 2002. Elle avait à l'époque tenté de persuader le gouvernement britannique de ne pas y faire référence dans un document officiel.

Voir BUSH en A 18 ➤
- **Le mini-blues de Blair** Page A 18
- **L'histoire de Jessica** Page A 19
- **Peur d'attentats culinaires en Irak** Page A 19

Délicieuses fraises de L'ÎLE D'ORLÉANS maintenant disponibles



Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

BUSH

Suite de la A 17

Certains médias ont carrément soutenu, jeudi, que la CIA avait aussi voulu persuader la Maison-Blanche de ne pas en faire mention dans le discours sur l'état de l'Union.

L'affaire, qui n'a pas fini d'embêter l'administration Bush, est devenue brûlante d'actualité dimanche dernier. Le journal *New York Times* a alors publié un article de l'ancien ambassadeur américain Joseph Wilson, envoyé au Niger par la CIA en février 2002 pour vérifier si l'Irak avait bel et bien tenté de s'y procurer de l'uranium. M. Wilson, qui a constaté que ce n'était pas le cas, en aurait informé le bureau du vice-président, Dick Cheney. Il a écrit dimanche que certains des renseignements utilisés par Washington « ont été déformés pour exagérer la menace irakienne ».

Une commission d'enquête britannique a par ailleurs confirmé lundi que l'information diffusée au sujet de l'uranium africain par le gouvernement de Tony Blair était également fausse. Dès lundi soir, la Maison-Blanche a ainsi reconnu pour la première fois que les propos de M. Bush à ce sujet n'auraient pas dû se retrouver dans le discours sur l'état de l'Union. D'ailleurs, le secrétaire d'État, Colin Powell, qui a exposé à l'ONU les doléances américaines au sujet de l'Irak une semaine après le discours du président, n'a pas fait référence à ces supposées tractations irakiennes.

LES DÉMOCRATES JUBILENT

À Washington, depuis le début de la semaine, les démocrates s'en donnent à cœur joie. Particulièrement les candidats au leadership du parti, qui ont livré de rudes attaques à l'égard du président américain. L'un d'entre eux, John Kerry, a réclamé une enquête indépendante sur les exagérations de l'administration Bush dans le dossier de l'Irak.

Le président n'est pas sorti de l'auberge. La semaine prochaine, les organisations MoveOn.org et Win Without War diffuseront une pub télé qui critique férocement le président américain. On y montre des photos de M. Bush, l'air belliqueux. La polémique sur l'uranium est au centre de ce message : « George Bush nous a dit que l'Irak représentait une menace nucléaire. Il a dit que (ce pays) tentait d'acheter de l'uranium. (...) Il y a maintenant des preuves que nous avons été trompés. Et presque chaque jour, des Américains meurent en Irak... »

Blair en plein « blues du mi-mandat »

La victoire de la coalition en Irak a attiré bien des ennuis au PM britannique

ÉRIC THOMAS
Agence France-Presse

■ LONDRES — Affaibli par une série de revers aux Communes, malmené par une opposition requinquée, en chute libre dans les sondages après la guerre en Irak : presse et experts en sont persuadés, Tony Blair traverse un sérieux « blues du mi-mandat ».



REUTERS

Peu après sa réélection triomphale en juin 2001, Tony Blair jouissait d'une côte de popularité « churchillienne » de près de 90 %. Aujourd'hui, deux Britanniques sur trois disent ne plus lui faire confiance.

Paradoxalement, la victoire éclair de la coalition américano-britannique en Irak lui a attiré plus d'ennuis que de lauriers. Trois mois après la chute de Bagdad, les armes de destruction massive (ADM) du régime de Saddam Hussein restent introuvables. Et les nombreux opposants à la guerre ne lâchent pas prise.

D'autant moins que, fin mai, un scoop de la BBC, affirmant que Downing Street avait sciemment exagéré la menace des ADM irakiennes, provoquait une polémique sans précédent entre le gouvernement et la prestigieuse radio-télévision publique. Faute de preuves, une commission parlementaire a renvoyé les deux parties dos à dos en début de semaine, mais l'opposition continue d'exiger une enquête indépendante.

Parallèlement, la politique intérieure, notamment la douloureuse réforme des services publics, a repris ses droits.

Coup sur coup, des dizaines de députés travaillistes « rebelles », passant outre aux strictes consignes de vote du parti, ont infligé au chef du gouvernement une succession d'humiliants revers. D'abord sur la chasse à courre, puis sur la très controversée réforme du service de santé, où sa majorité a fondu de 164 à 35 voix. Le prochain vote sur la non moins controversée réforme des frais de scolarité des universités devrait être l'occasion d'une nouvelle rebuffade.

La fronde de ses députés risque d'être plus gênante que dangereuse pour Tony Blair, croit un spécialiste de la politique britannique

REVIREMENT DE L'OPINION PUBLIQUE

La défiance des élus et des syndicats, traditionnels bailleurs de fonds du Labour, se double désormais d'un revirement de l'opinion publique.

Tony Blair, qui peu après sa réélection triomphale en juin 2001 jouissait d'une côte de popularité « churchillienne » de près de 90 %, a sombré dans les sondages. Deux Britanniques sur trois ne lui font plus confiance, révélait une enquête menée au début du mois.

Pire : fin juin, pour la première fois depuis 11 ans, le Parti conservateur dépassait le New Labour dans les intentions de vote, entrouvrant enfin aux tories la vague perspective d'un retour aux affaires encore impensable il y a quelques mois. Le chef de file des « tories », Iain Duncan Smith s'est d'ailleurs refait une santé oratoire aux Communes, où il est même parvenu à déstabiliser M. Blair mercredi lors de la séance de questions hebdomadaires.

L'ÉCONOMIE AVANT TOUT

Mais pour George Jones, professeur de sciences politiques à la London School of Economics (LSE), ce traditionnel « blues du mi-mandat » ne menace pas sérieusement M. Blair.

Le premier ministre « reste le meilleur atout électoral de son parti, il n'y a pas du gouvernement crédible dans l'opposition et l'économie semble bien se porter, relativise-t-il lors d'un entretien avec l'AFP. Ce qui compte, c'est l'état de l'économie : tant que l'économique réussit, M. Blair et son gouvernement réussiront aux élections. »

La fronde de quelques dizaines de députés frustrés lui semble plus gênante que véritablement dangereuse.

Pour autant, M. Blair devrait profiter d'une conférence de dirigeants de centre-gauche, cette fin de semaine à Londres, pour tenter de tourner la page de « l'une des périodes les plus turbulentes de son mandat », selon les termes du journal *The Guardian*.

En attendant une éventuelle réélection, le chef du gouvernement pourra savourer, début août, un autre événement historique : il battra le record du plus long mandat d'un premier ministre travailliste en Grande-Bretagne.

1809338

Si elle fonctionne à l'essence,
comment se fait-il qu'elle génère une telle

électricité ?

Lorsque vous prendrez le volant de la nouvelle Saab 9-3 berline sport, avec sa tenue de route précise, ses performances suralimentées et ses nombreuses caractéristiques de sécurité, le coup de foudre est assuré. Les amateurs de sensations fortes apprécieront. 1 888 888-SAAB ou saabcanada.com.

À partir de
34 900 $†

Louez pour
399 $‡ /mois pour 48 mois

3418 $ comptant



Découvrez la
toute nouvelle Saab 93 berline sport.

SAAB

†Le PDSF d'une Saab 9-3 Linear 2003 est de 34 900$. Modèle présenté disponible à partir de 43 500$. Le transport (990$) et la taxe d'accise (100$) sont en sus. ‡La mensualité est pour 48 mois et le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. L'incitatif sur la location (750$ comptant) est disponible seulement sur le modèle Saab 9-3 Linear 2003 et est déjà appliqué sur le montant de la mensualité annoncée dans cette publicité. Les taxes, l'immatriculation, la préparation à la route, les frais d'administration, les frais reliés à l'inscription/enregistrement au Registre des droits personnels et réels mobiliers/PPSA, les droits, l'assurance, le transport (990$), la taxe d'accise (100$) et l'équipement optionnel en sus. L'offre de location est sujette à l'approbation de crédit par GMAC, peut changer sans préavis et ne peut être jumelée. Les détaillants peuvent vendre à moindre prix. Voyez votre détaillant Saab, visitez saabcanada.com ou téléphonez au 1 888 888-SAAB pour plus de détails.

EN BREF

« Ali le comique » en DVD

■ LONDRES — Une compilation des « meilleurs » discours de l'ancien ministre irakien de l'Information, Mohammed Saïd Al-Sahhaf, également surnommé « Ali le comique », est sortie cette semaine en DVD en Grande-Bretagne. Intitulé en anglais « Comical Ali », il comprend un documentaire sur l'ancien ministre de Saddam Hussein et une sélection de ses discours les plus loufoques. L'ancien ministre irakien était passé à la postérité avec ses interventions surréalistes devant les caméras de télévision durant la guerre en Irak. La veille de la chute de Bagdad, le 9 avril, il affirmait encore que les Américains n'étaient pas entrés dans la capitale, alors que les chars n'étaient plus qu'à quelques centaines de mètres de lui. Ses interventions télévisées lui avaient attiré bien des sympathies, surtout dans les autres pays arabes, et un site Internet avait été créé à sa gloire. Le président américain George W. Bush lui-même avait reconnu qu'il interrompait ses réunions durant la guerre pour regarder M. Al-Sahhaf à la télé. En Grande-Bretagne, Mohammed Saïd Al-Sahhaf avait été baptisé par la presse « Comical Ali », en référence à « Chemical Ali » (Ali le chimique), cousin de Saddam Hussein tristement célèbre pour avoir gazé les Kurdes en 1988. (AFP)

Bombes de papier aux députés

■ LONDRES — Deux militants britanniques opposés à l'utilisation des bombes à fragmentation par les forces américaines et britanniques en Irak ont inondé les députés, hier, de centaines de morceaux de papier portant la mention « bombes non explosées », avant d'être évacués des Communes. Des organisations humanitaires demandent régulièrement l'interdiction des bombes à fragmentation, conçues pour disperser sur un vaste périmètre des centaines de sous-munitions qui explosent — mais pas toujours — au contact du sol. Près de 1500 bombes de ce type ont été larguées en l'Irak. (AFP)

Un clandestin dans les bagages de Bush

■ ENTEBBE — Un homme se faisant passer pour journaliste a réussi à embarquer à bord de l'avion de la presse présidentielle qui suit la tournée africaine de George W. Bush. L'homme, un Sud-Africain, a réussi à embarquer à Pretoria et a effectué sans encombre le vol jusqu'en Ouganda dans la matinée. Selon les responsables ougandais qui ont requis l'anonymat, l'homme a été intercepté à l'aéroport international d'Entebbe et a été conduit pour interrogatoire auprès d'agents de sécurité américains. L'homme portait une enveloppe avec l'inscription « coupures de presse » et cherchait à savoir où le président américain devait s'exprimer, ont dit d'autres responsables. (AFP)

LE MONDE

Pas de kébab pour le G.I.

La cuisine locale rayée du menu des Américains en Irak, par crainte d'attentat

MICHAEL MATHES
Agence France-Presse

■ BAGDAD — Certains l'évitent, beaucoup donneraient cher pour l'essayer, et quelques-uns risqueraient même leur vie pour elle : la cuisine irakienne n'est plus à la portée des soldats américains qui ont reçu l'ordre de rayer le pain et le kébab de leur menu, avec l'insécurité croissante à Bagdad.

« Pas de cuisine locale », avertit le lieutenant Matt Baugh du 16e bataillon de la 1ere division blindée, la compagnie Charlie.

« Il y a un nouveau règlement en vigueur depuis deux semaines, après qu'un interprète (irakien) eut été abattu devant un restaurant », a indiqué le lieutenant Baugh, 25 ans.

La multiplication des attaques contre les forces américano-britanniques en Irak, qui ont coûté la vie à 31 Américains et six Britanniques depuis le 1er mai, a placé les quelque 171 000 soldats de la coalition en état d'alerte face aux menaces, quelles qu'elles soient, même culinaires.

« Vous ne savez pas ce qu'ils peuvent mettre dedans », dit avec suspicion un soldat de ce bataillon, en parlant du sandwich bagdadien, fait de poulet rôti et de spécialités méditerranéennes et vendu dans des échoppes dans le centre-ville de la capitale irakienne.

L'ordre d'éviter de faire un arrêt dans les petits restaurants dépend de chaque commandant de bataillon. « Les deux fois que j'ai essayé, j'ai été malade », dit le lieutenant Baugh.



AP

Un soldat américain accepte un peu d'eau offerte par un garçon irakien à Khaldiah, où la température atteignait les 35 degrés Celsius hier.

Les spécialités culinaires irakiennes, inspirées des plats comme le taboulé (salade), la chawarma (viande grillée) et le hummus (purée de pois chiches), ne font pas partie de la carte alimentaire du soldat américain, où règnent les hamburgers, pizzas et burritos.

Mais, souvent, des soldats américains sautent de leur blindé et, après avoir établi un périmètre de sécurité, vont acheter des sodas, du pain et des pastèques. D'autres ont été vus s'empilant par 10 dans un petit restaurant de la banlieue de Bagdad.

Maintenant, en raison de l'interdiction, ils doivent s'en tenir au trop bien connu « prêt à consommer », qui leur est livré dans des sacs de plastique peu appétissants.

Les soldats, comme ceux de la compagnie Charlie, se disent souvent horrifiés d'avoir à piocher pendant des mois dans des rations de bœuf à la sauce teryaki ou de pâtes.

Un magasin de l'armée, bien achalandé, a ouvert sur l'aéroport de Bagdad, mais les soldats de la compagnie n'ont même pas vu le lieu depuis leur arrivée d'Allemagne, il y a deux mois.

« De toute façon, je reçois des bricoles de la maison », se console le sergent Brian Sales, 23 ans.

D'autres pensent que briser la règle vaut la chandelle. « Je ne devrais pas le dire, mais si on a l'occasion, on mange dans la rue », dit un soldat qui ne veut pas être identifié.

Le lieutenant Baugh ajoute que les officiers savent qu'il est impossible d'obliger les soldats à ne manger que des rations et ont dressé une liste de restaurants « approuvés ».

L'un d'entre eux est « Al-Reef », dont les propriétaires sont ravis d'accueillir les Américains. « Ils sont là tous les soirs », dit Massar Ali, l'un des serveurs du restaurant qui propose... de la cuisine italienne.

Jessica Lynch, l'autre histoire

Erreurs, fatigue et armes enrayées ont conduit à la capture du soldat en Irak

WASHINGTON (AFP) — Le soldat américain Jessica Lynch, dont le sauvetage le 1er avril en Irak avait ému et rasséréné l'Amérique, a surtout été victime de l'état de fatigue général des troupes, d'erreurs de navigation et du mauvais entretien des armes, selon un rapport de l'armée américaine dont l'AFP vient d'obtenir un brouillon.

Le 23 mars, Lynch, 19 ans, tombait dans une embuscade près de Nasiriya (sud). À ses côtés, 11 militaires de la 507e unité de maintenance étaient tués, et six, dont elle-même, étaient faits prisonniers, dans l'incident le plus grave de toute la guerre en Irak pour l'armée américaine.

Un rapport de l'armée contredit les premières versions données par des militaires américains

Après trois jours de route sans beaucoup de sommeil et après s'être égaré plusieurs fois, un convoi de cette unité avait traversé Nasiriya deux fois de suite. La deuxième, il a essuyé une attaque, et, dans la confusion, des véhicules sont rentrés les uns dans les autres.

Certains des militaires ont rapporté que leurs fusils M-16 s'étaient enrayés lorsqu'ils avaient voulu riposter aux tirs ennemis, « ce qui pourrait être dû à un mauvais entretien personnel dans un environnement désertique », souligne le rapport.

Selon ce rapport, Jessica Lynch elle-même a été grièvement blessée quand le véhicule dans lequel elle se trouvait s'est enfoncé à l'arrière d'un autre à grande vitesse, et elle aurait ensuite été capturée.

COMPORTEMENT HONORABLE

Ces informations contredisent les premières versions de l'incident données par des militaires américains. Il avait été dit qu'elle avait été blessée par balles et à l'arme blanche. Le *Washington Post* lui avait même consacré un long article, dans lequel il était dit qu'elle s'était battue « à mort », épuisant toutes ses cartouches contre ses assaillants avant de se laisser capturer.

Le rapport, qui devrait être publié la semaine prochaine, souligne que, globalement, les soldats tombés dans cette embuscade « se sont battus aussi bien qu'ils l'ont pu, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus les moyens de résister ».

« Chacun s'est comporté honorablement et a fait son devoir », est-il ajouté.

Au total, 33 militaires de la compagnie, répartis dans 18 véhicules, s'étaient retrouvés à l'écart du gros des troupes, qui avaient pris une avance de plus de 12 heures. Dans ses efforts pour refaire ce retard, le capitaine Troy King, commandant la compagnie, avait pris une mauvaise route passant par la ville de Nasiriya au lieu de l'éviter.

Le convoi aurait notamment passé deux points de contrôle, apparemment tenus par des militaires irakiens, qui avaient fait des gestes amicaux de la main... avant de capturer les militaires américains.

TOYOTA CHARLESBOURG
Pour toujours Toyota, c'est... Charlesbourg
N°1 Satisfaction à la clientèle pour 2002



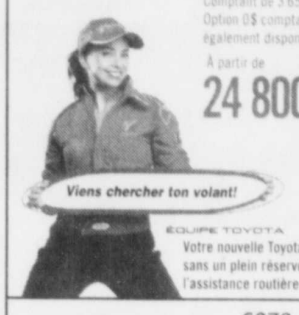
Echo 169 $ par mois/location 60 mois◆
Transport et préparation inclus
Comptant de 1 612 $
Mensualité de 198,80 $
avec 0 $ de comptant
À partir de 14 025 $*



Camry LE 289 $ par mois/location 48 mois◆
Transport et préparation inclus
Comptant de 3 657 $
Option 0 $ comptant également disponible à la location
À partir de 24 800 $*



RAV4 279 $ par mois/location 48 mois◆
Transport et préparation inclus
Comptant de 3 809 $
Option 0 $ comptant également disponible à la location
À partir de 24 485 $*
Sur tous les RAV4 2003 en stock jusqu'au 31 juillet 2003.



ÉQUIPE TOYOTA
Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

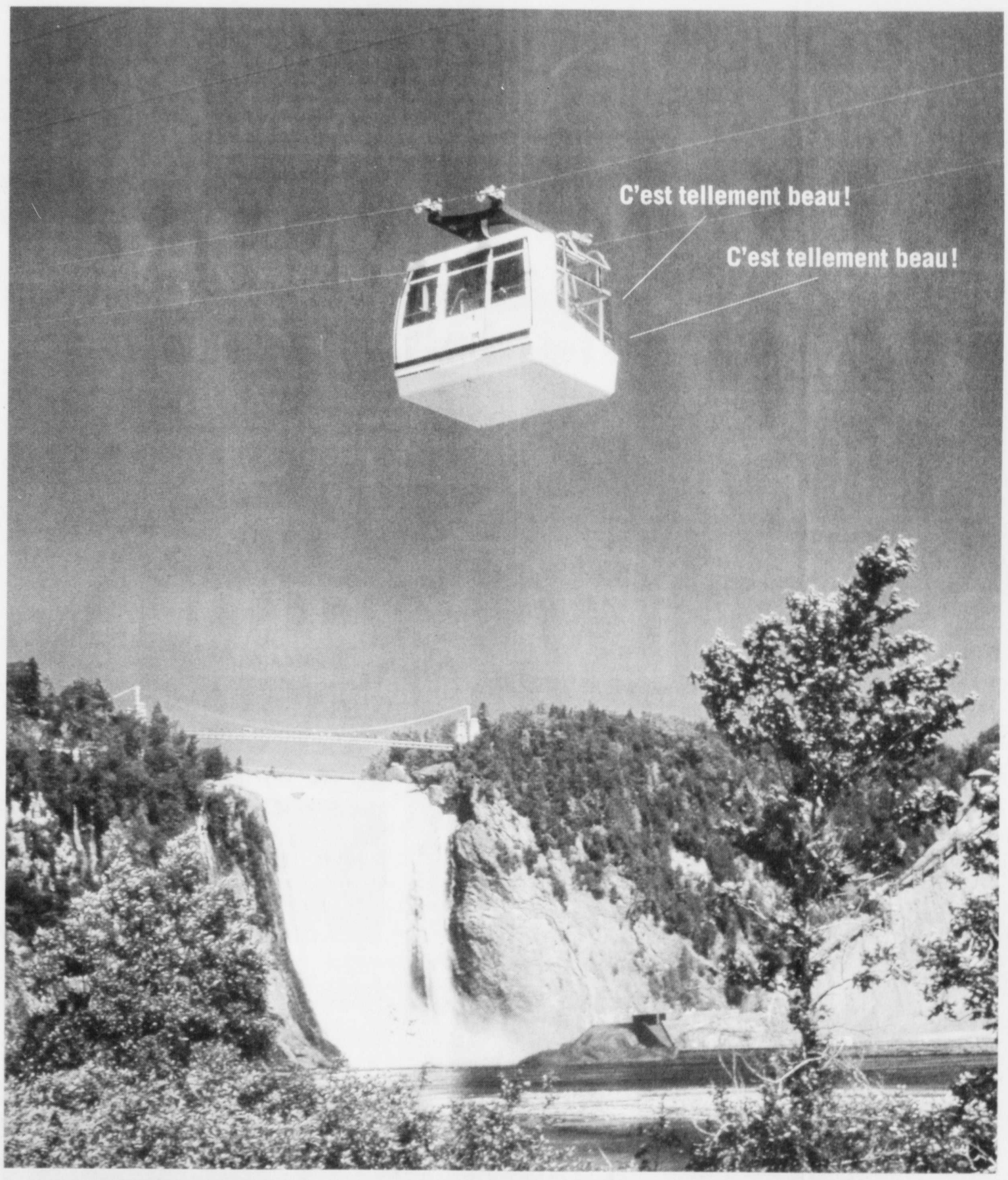
000 $ première mensualité location 48 mois* dépôt de sécurité* ou premier versement financement à l'achat 60 mois

6070, boul. du Jardin, Charlesbourg
623-9843
charlesbourgtoyota.com
Ouvert du lundi au jeudi 9h à 21h et vendredi de 9h à 18h

PEA
Programme Toyota pour diplômés 1000 $ de remise**

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. *Offres de location au détail valables sur les modèles Echo 2003 (BT123M AA), RAV4 2003 (HH20VM AA) et Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 $ et dépôt de sécurité de 0 $ sur des termes de location de 48 mois et plus sur tous les modèles RAV4 2003 neufs en stock. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois sera accordé. Première mensualité de 194,39 $ (Echo 2003), 226,15 $ (Echo 2003 avec l'option 0 $ comptant) et de 332,42 $ pour la Camry LE 2003, taxes incluses et dépôt de sécurité de 200 $ (Echo 2003), 250 $ (Echo 2003 avec l'option 0 $ au comptant) et de 350 $ pour la Camry LE, exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ (Echo) et 10 ¢ (RAV4 et Camry LE) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. †L'offre premier versement de 0 $ s'applique au financement à l'achat des modèles RAV4 2003 neufs en stock, sur des termes de financement de 60 mois et plus. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de financement moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'un versement base sur un terme de 60 mois sera accordé. ‡ Immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. ** PDSF pour la Echo (BT123M AA), le RAV4 2003 (HH20VM AA) et la Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. *** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 $ de remise) peut différer selon le modèle. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 juillet 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

1609307



2 POUR 1

SUR L'ALLER-RETOUR DU TÉLÉPHÉRIQUE

Cet été, sur présentation de ce coupon, obtenez un **2 pour 1** sur l'aller-retour du téléphérique du Parc de la Chute-Montmorency.

Coupon aussi disponible sur www.sepaq.com

Ne peut être jumelé à aucune autre offre à rabais. Aucune valeur en argent comptant. Valide jusqu'au 26 octobre 2003.

Parc de la Chute-Montmorency
RÉSEAU Sépaq

15 000 litres de brut sur la côte du Chili

■ SANTIAGO — Un pétrolier qui transférait du pétrole à un autre navire face au port de Ventanas près de Valparaiso, sur la côte centrale du Chili, a laissé échappé hier 15 000 litres de brut dans la région de Valparaiso, à 100 km à l'ouest de Santiago. Des patrouilleurs de la marine militaire et des ouvriers du port ont été mobilisés pour tenter de contrôler la nappe de pétrole. Ils tentaient d'éviter que la nappe atteigne les plages de Valparaiso et de la station balnéaire voisine de Vina del Mar. (AFP)

1609607
Grande liquidation démonstrateurs 2003
0% financement 60 mois
rabais jusqu'à 10 000 $
5 à liquider Venture Maxi Voleur
5 à liquider Impala
4 à liquider Trail Blazer
2 à liquider Bravada
AUSSI DISPONIBLES
6 Alero ✪ 1 Monte Carlo ✪ 1 Tracker
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy
688-1212

Sharon invité à Washington pour relancer la paix

■ JÉRUSALEM (AFP) — Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a été invité par le président américain, George W. Bush, à venir le rencontrer fin juillet à Washington pour donner une nouvelle impulsion à la Feuille de route, dont l'application bute sur une série d'obstacles.

La présidence du Conseil en Israël a annoncé hier que cette visite, initialement prévue pour septembre avait été devancée à la demande de la Maison-Blanche.

La Feuille de route pour la paix n'a connu jusqu'à présent qu'un début d'application, en dépit d'une série de rencontres israélo-palestiniennes censées se poursuivre.

C'est ainsi que le ministre palestinien délégué à la Sécurité, Mohammad Dahlane, et le ministre de la Défense israélien, Shaoul Mofaz, n'ont pas réussi à s'entendre jeudi soir, lors d'une rencontre à Gaza.

La question d'un retrait israélien d'autres villes de Cisjordanie, à la suite de celui opéré le 2 juillet du secteur de Bethléem, n'a même pas été discutée, a indiqué une porte-parole du ministère de la Défense, ajoutant qu'il en serait ainsi tant que l'Autorité palestinienne n'aura pas fait la preuve de sa capacité à « prendre la responsabilité sécuritaire » dans les zones évacuées par l'armée.

GUERRE TOTALE ÉVOQUÉE

Et dans un entretien publié aujourd'hui en France, le chef d'état-major de israélien, Moshé Yaalon, a été franchement plus menaçant, évoquant la « guerre totale » qu'Israël pourra mener, selon lui, contre les Palestiniens si ceux-ci n'éliminent pas « l'infrastructure terroriste ».

Jeudi, selon sa porte-parole, M. Mofaz a évité de répondre à M. Dahlane, qui lui demandait de libérer davantage de détenus palestiniens, et en particulier des islamistes du Hamas et du Jihad islamique, promettant simplement que ce point serait abordé la semaine prochaine lors d'une rencontre entre M. Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas.

Or, les mouvements palestiniens qui ont décrété un cessez-le-feu, exigent qu'Israël libère tous les Palestiniens qu'il détient. Sur cette question, le gouvernement Sharon, est d'autant moins enclin à la souplesse qu'il doit tenir compte d'une forte opposition à des libérations de détenus, dans les rangs de la droite au pouvoir.

Abbas devrait lui aussi aller à Washington à la fin d'août

En revanche, le chef de l'opposition, l'ancien premier ministre travailliste Shimon Pérès, a exhorté hier le gouvernement à libérer des membres du Hamas ou du Jihad, « dans la mesure où ils ont renoncé à la violence » et si cela peut préserver la trêve.

Effectivement, les violences ont fortement baissé à la suite de la trêve décrétée par les principaux mouvements palestiniens, fin juin.

La radio publique israélienne a annoncé pour sa part que M. Abbas devrait lui aussi être invité à la Maison-Blanche vers la fin du mois d'août, ce qui n'a pas été confirmé du côté palestinien.

De toute façon, M. Abbas pourrait difficilement accepter cette invitation sans le feu vert du Conseil législatif palestinien et sans le consentement du dirigeant, Yasser Arafat.

EN BREF


AP

Des protestants mettaient hier la dernière main au feu de joie qui sera allumé pour commémorer la victoire orangiste, aujourd'hui.

Nouvelles émeutes à Belfast

■ BELFAST — De jeunes émeutiers protestants ont attaqué la police, des pompiers et des ambulanciers à coups de cocktails Molotov dans la nuit de jeudi à hier, dans les quartiers est de Belfast, sans faire de blessés. Ces violences interviennent à la veille de la grande fête annuelle de l'Ordre d'Orange, où 100 000 protestants doivent défiler aujourd'hui partout en Irlande du Nord, pour commémorer la victoire du roi protestant William (Guillaume) d'Orange sur les catholiques de James (Jacques), en 1690. Furieux que certains de leurs défilés aient été interdits d'accès dans des quartiers catholiques, de jeunes protestants ont attiré les forces de l'ordre et les services médicaux d'urgence dans un piège. Dans un appel anonyme, les émeutiers ont affirmé que des enfants étaient enfermés dans une maison en feu, dans l'est de la ville. Dès leur arrivée, la police et les pompiers ont été accueillis par quelques volées de pavés, de bouteilles et de cocktails Molotov. Des incidents similaires se sont produits plus loin lorsque les émeutiers ont tenté de dresser des barricades pour bloquer la rue. Des échauffourées ont eu lieu toutes les nuits depuis mardi, depuis que le défilé de la confrérie protestante de l'Ordre d'Orange a été bloqué, dimanche, à l'entrée d'un fief catholique de Portadown, dans le centre de l'Ulster. (AFP)

Stefani démissionne pour avoir insulté les Allemands

■ ROME — Le sous-secrétaire d'État italien au Tourisme Stefano Stefani, qui avait tenu des propos insultants contre les touristes allemands, a annoncé hier avoir remis sa démission au chef du gouvernement, Silvio Berlusconi. M. Stefani a qualifié récemment les touristes allemands de « blonds supernationalistes qui se jettent bruyamment sur nos plages » et ses propos ont suscité un très vif émoi en Allemagne, amenant le chancelier Gerhard Schroeder à annuler des vacances prévues en Italie. « Celui qui a élevé une faible, humble et petite voix pour faire remarquer qu'il est temps de finir avec ces grosses gifles sur le visage du peuple italien, a été frappé », a dit M. Stefani en parlant de lui-même. Peu de temps avant de remettre sa démission, il avait présenté ses excuses dans une déclaration publiée par le quotidien populaire allemand *Bild* à paraître aujourd'hui. (AFP)

Le Fonds Diana gelé pour cause de procès

■ LONDRES — Le Fonds créé à la mémoire de Diana a annoncé hier le gel de ses dons aux causes humanitaires, en raison de coûteuses poursuites judiciaires engagées par une entreprise américaine commercialisant des souvenirs de la princesse de Galles. Le Fonds, qui entendait protéger de l'exploitation commerciale l'image de la princesse de Galles, a perdu le procès qu'elle avait intenté aux États-Unis contre Franklin Mint, une entreprise qui commercialise des poupées à l'effigie de la princesse défunte ou de la vaisselle portant son nom. Le Fonds a été condamné à payer les frais de justice, soit quelque 8 millions $. En outre, Franklin Mint l'accuse de l'avoir poursuivi indûment et lui réclame 33 millions $ de dommages et intérêts. L'annonce a provoqué stupeur et désarroi chez les nombreuses associations caritatives concernées. Cinq cents emplois, dans le Fonds et les œuvres qu'il finance, sont menacés. Plus de 300 organisations ont été soutenues par le Fonds, qui va essayer de demander à d'autres organismes de prendre le relais, au moins provisoirement. (AFP)

1609172
À qui la chance?
aux Galeries de la Capitale
10$
47e MAISON KINSMEN
Partenaires Platine
Partenaires Or
Prix secondaires
1er tirage Motomarine Sea-doo
2e tirage Cinéma maison Kenwood
3e tirage Bar-B-Q Grand café
ET DES CENTAINES DE PRIX INSTANTANÉS À GAGNER!
Une valeur totale de 18 816$
Achetez votre billet aux endroits suivants:
Corbeil
Déchène
Info-click
Métro Gagnon
Pizza Royale
Linen Chest
Banque Royale
Les Galeries de la Capitale
Royaume Luminaire Beauport
Télé-Dynamique
La Galerie du Meuble
Rona l'entrepôt
En composant le 1 (877) Maisonk (624-7665)
Sur le site Internet: www.maisonkinsmen.qc.ca
Auprès de votre camelot et dans tous les dépôts (dépanneurs et kiosques à journaux) où l'on peut se procurer LE SOLEIL

LE MONDE

Truman, le président qui critiquait les Juifs

PATRICK ANIDJAR
Agence france-Presse

■ WASHINGTON — Moins d'un an avant de reconnaître la création de l'État d'Israël en 1948, le président américain Harry Truman tenait des propos acerbes à l'égard des Juifs, dans un journal récemment découvert et rendu public hier.

« Je trouve que les Juifs sont très, très égoïstes », écrivait Harry Truman

Ces critiques ont surpris certains historiens mais en ont conforté d'autres qui n'ignoraient pas cet aspect peu reluisant de la personnalité du 33e président américain. Juifs et Israéliens sont généralement reconnaissants à l'égard de Truman, pour ses efforts diplomatiques sans relâche qui ont culminé par la reconnaissance officielle d'Israël par Washington.

« Je trouve que les Juifs sont très, très égoïstes, écrivait à la main le président Truman, le 21 juillet 1947, dans son journal. Ils ne se préoccupent pas de savoir combien d'Estoniens, de Lettons, de Finlandais, de Polonais, de Yougoslaves ou de Grecs ont été tués ou maltraités en tant que personnes déplacées. Ce qui compte, c'est qu'ils bénéficient d'un traitement spécial. »

Puis, se laissant aller à son irritation, il écrit : « Lorsque les Juifs ont le pouvoir, physique, financier ou politique, ils n'ont rien à envier ni à Hitler ni à Staline dès lors qu'il est question de cruauté ou de mauvais traitement à l'égard du commun des mortels. »

Ces propos peu amènes ont été écrits à la suite d'une demande d'entretien de Henry Morgenthau, Juif et ancien secrétaire au Trésor de son prédécesseur, Franklin D. Roosevelt.

Selon le *Washington Post*, Morgenthau avait demandé à parler au président de l'émigration clandestine des Juifs d'Europe, rescapés du génocide nazi, en direction de la Palestine, sous mandat britannique qui leur en interdisait l'accès.

« Morgenthau n'avait pas à me déranger pour cela », s'emportera par écrit le chef de la Maison-Blanche en poursuivant : « Les Juifs n'ont aucun sens de la mesure, pas plus qu'ils ne sont capables d'émettre un jugement sur les affaires internationales. »

Pour l'historien Peter Kuznik, qui enseigne à l'American University, à Washington et auteur d'articles sur Truman, « il n'y a ici rien de surprenant pour quiconque connaît réellement l'histoire et l'arrière-plan » de ce président. « Il a toujours été extrêmement raciste, un esprit très étroit qui a grandi dans le Missouri, un provincial. »

Il cite à titre d'illustration une lettre écrite par Truman à Beth, son épouse, où il évoque son rapport aux Chinois et aux Noirs : « Un homme en vaut un autre aussi longtemps qu'il est honnête, droit, et qu'il n'est ni Nègre ni Chinois. Oncle Will dit que le Seigneur a fait l'homme blanc avec de la poussière et le noir avec de la boue. »

Truman n'a pas été le seul président taxé d'antisémitisme. La récente publication de conversations enregistrées de Richard Nixon avait entre autres révélé qu'il qualifiait de « Jew Boy » (« garçon juif ») son secrétaire d'État, Henry Kissinger.

1809244

LIQUIDATION 2 000 000 $*

Linen Chest prépare l'arrivée de sa nouvelle collection de mode maison l'automne prochain !

de 25 % à 50 %
de rabais sur le meilleur prix affiché

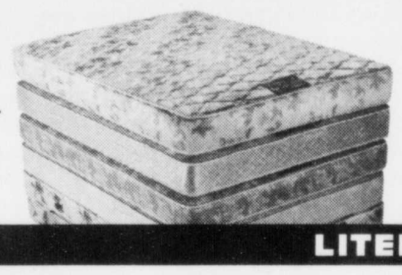
NOTRE PLUS GRANDE VENTE DEPUIS 30 ANS

MATELAS

Nous payons les taxes • Livraison, installation, retrait et cadre de lit GRATUITS !

25% de rabais sur le meilleur prix affiché

Sealy SIMMONS CANADA INC.



Beautysleep 608	Plus bas prix garantis	liquidation
simple	369.00	276.75
double	469.00	351.75
grand	499.00	374.25

Beautyrest Lakeshore Silk	Plus bas prix garantis	liquidation
simple	899.00	674.25
double	1199.00	899.25
grand	1299.00	974.25
tr. grand	1699.00	1274.75

50% de rabais sur modèles de démonstration sélectionnés

LITERIE

25%-50% de rabais sur le meilleur prix affiché



		Plus bas prix garantis	liquidation
50%	Regency grande douillette 220 fp coton satiné	234.95	117.98
50%	Springmade « Bayport Stripe » ensemble complet de grande taille	189.95	94.98
25%	Couvre-duvet simple en tricot de jersey « Bedwear »	79.95	59.96
25%	Douillette 100% coton *Coton Splendour* taille simple	129.95	97.46
50%	Jetés tapisserie	159.95	79.98
25%	*Ultimate Blankets* (couleurs sélectionnées) taille simple	39.95	29.96

BAIN

25%-50% de rabais sur le meilleur prix affiché



		Plus bas prix garantis	liquidation
50%	Serviettes de plage assorties 30" X 60"	19.95	9.98
50%	Ensemble de 3 serviettes pour le bain *Winnie the Pooh*	14.95	7.48
25%	« Charme » serviettes de bain de fantaisie	24.95	18.71
25%	Prestige Québec 24" porte-serviettes (choix de finitions)	119.95	89.96

PORCELAINE • CRISTAL • CADEAUX • TABLE

25%-40% de rabais sur le meilleur prix affiché



			Plus bas prix garantis	liquidation
25%	Kosta Boda R.a. saladier • jaune ou bleu	grand	79.95	59.96
		petit	32.50	24.38
40%	Oneida ens. de 53 moceaux en acier inox. 18/10 inclut 8 couverts 5 morceaux, 5 morceaux hôtes et 8 cuillères à thé		165.95	99.57
25%	Assiettes de présentation en verre Portmeirion accentuez vos couverts avec une assiette ou un cabaret de service • couleurs assorties		29.95	22.46
25%	Cristal européen pour le bar et pour la table			
	Cambridge • Gracia	choix de goblet, vin rouge, vin blanc, flûte à champagne	29.95	22.46
	Bacchus • Essex • Dynasty	verre à soda ou whiskey	24.95	18.71
25%	Ensemble à vaisselle 16 morceaux Opal • bleu, sarcelle ou brun		79.95	59.96

CUISINE

25%-50% de rabais sur le meilleur prix affiché



			Plus bas prix garantis	liquidation
25%	Duo Design ens. 10 morceaux en acier inox 18/10		239.95	179.95
50%	Trudeau ens. salière et poivrière en acrylique		49.90	24.95
25%	Ambry Home couteaux pour chef	à partir de	47.95	35.96
50%	Cafetière Moulinex *Crystal Arome Plus* • 10 tasses avec minuterie		79.95	39.95

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

• * Exclut le Magasin d'entrepôt Langelier et les ventes d'entrepôt où la marchandise est déjà réduite jusqu'à 70%. Non valide pour les ventes antérieures.
• quantités limitées • styles et sélection peuvent varier selon le magasin

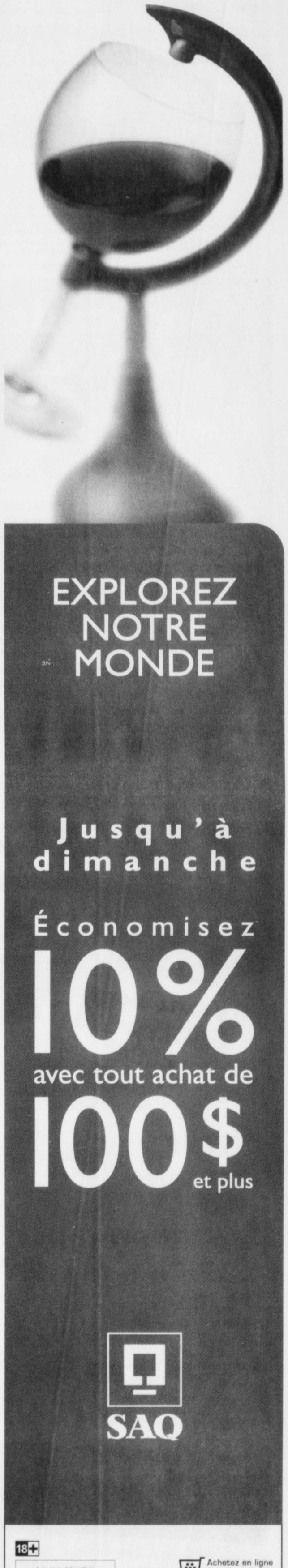
POLITIQUE de PRIX Garantie SANS CONDITION
CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT
« Le supercentre de la mode maison »



PARURES DE FENÊTRES
service à domicile gratuit

Place Laurier • Québec : (418) 658-5218



EXPLOREZ NOTRE MONDE

Jusqu'à dimanche

Économisez 10% avec tout achat de 100$ et plus

SAQ

18+

La modération a bien meilleur goût.
Educalcool

Achetez en ligne SAQ.com

Offre en vigueur du 10 au 13 juillet 2003. 18 ans et plus. Offre disponible dans SAQ.com, SAQ Dépôt et Comptoirs Vin en vrac. Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les produits à l'exception des chèques cadeaux SAQ.



AP

Des milliers de personnes se sont réunies au nouveau cimetière de Srebrenica pour enterrer leurs proches récemment identifiés par des tests d'ADN. Peu avant la fin de la guerre de Bosnie en 1995, jusqu'à 8000 musulmans, pour la plupart des hommes et des garçons, avaient été massacrés par des soldats serbes bosniaques dans cette ville de l'est du pays, qui se trouvait pourtant dans une zone protégée par les Nations unies.

Srebrenica se rappelle « l'une des plus grandes hontes de l'humanité »

■ SREBRENICA (AP et AFP) — Plusieurs milliers de survivants du massacre de Srebrenica, pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine, ont marqué hier le 8e anniversaire du drame en enterrant 282 corps identifiés récemment dans le nouveau cimetière de la ville dédié aux victimes.

Peu avant la fin de la guerre de Bosnie en 1995, jusqu'à 8000 personnes, pour la plupart des hommes et des garçons, avaient été massacrées par des soldats bosno-serbes dans cette ville de l'est du pays, qui se trouvait pourtant dans une zone protégée par les Nations unies.

Les cadavres des victimes avaient alors été jetés dans des charniers dans l'est de la Bosnie. Les experts en médecine légale ont pour l'heure exhumé plus de 5000 corps, dont 1620 ont été identifiés, notamment grâce à des analyses ADN.

Huit ans après ce massacre commencé le 11 juillet 1995, quelque 20 000 survivants ont assisté hier à l'enterrement de 282 cadavres, identifiés depuis peu, dans le nouveau cimetière de la ville. Parmi ces victimes, 26 étaient âgées de moins de 18 ans. Un peu plus tôt cette année, 600 victimes identifiées avaient déjà été inhumées.

DIGNITÉ ET DOULEUR

Enveloppées dans des linceuls verts, les dépouilles mortelles étaient alignées devant des tombes fraîchement creusées. Les cérémonies se sont déroulées, sans incident, dans la dignité et la douleur.

Des centaines de jeunes hommes ont empoigné des pelles pour couvrir de terre les restes de leurs proches, exécutés puis dissimulés dans des fosses communes lors de la pire tuerie en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Quelque 2000 policiers ont assuré la sécurité des cérémonies, selon la police serbe bosniaque, mais leur présence a été discrète.

Dans la ville même de Srebrenica, jadis majoritairement peuplée de musulmans, l'atmosphère était calme. Sur les devantures des magasins des musulmans ayant regagné Srebrenica, des affiches proclamaient : « N'oublions jamais Srebrenica. »

Originaire de Srebrenica, Raza Atic, 31 ans, est venue enterrer son grand-père, Avdulah, âgé de 75 ans lorsque le drame s'est produit. En mars, cette femme avait enterré son époux, Nezir, lui aussi tué par les forces serbes en 1995. « Je ne veux plus revenir m'installer à Srebrenica, dit-elle en pleurant alors que les noms des victimes sont annoncés par haut-parleur, un par un. Je ne peux plus vivre aux côtés de ceux qui ont tué ma famille », soupire Raza, qui habite actuellement dans une banlieue de Sarajevo.

Karadzic et Mladic, inculpés de génocide par le Tribunal pénal international, sont toujours en fuite

Les cérémonies ont commencé par la traditionnelle prière musulmane du midi, suivie par une prière pour les morts, prononcée par un imam.

Le massacre de Srebrenica marquera l'histoire comme « l'une des plus grandes hontes de l'humanité », a déclaré Mustafa Ceric, chef de la communauté musulmane de Bosnie, devant la foule présente au cimetière.

« Les deux fugitifs les plus importants sont en train de rire à la face du monde, alors qu'au même moment, les mères de Srebrenica pleurent toujours leurs fils. »

L'ancien chef politique des Bosno-serbes, Radovan Karadzic, et son chef militaire, le général Ratko Mladic, tous deux inculpés de génocide et de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international (TPI) de la Haye, aux Pays-Bas, sont toujours en fuite.

UNE CONDAMNATION

Un seul militaire de haut rang a été jusqu'à présent jugé et condamné par le TPI : il s'agit du général Radislav Krstic, qui a commandé l'assaut contre la ville. Il a été condamné pour génocide à 46 ans de prison en août 2001. Son procès en appel devrait se dérouler à la fin de l'année.

Mais la justice a néanmoins accompli des pas décisifs vers l'établissement de la vérité, le TPI ayant obtenu, au printemps, les aveux de deux officiers ayant participé directement aux tueries.

Dans leur déclaration de culpabilité, Momir Nikolic et Dragan Obrenovic, deux commandants de brigade, ont indiqué que les exécutions massives faisaient partie d'un plan prémédité dont le but était de « chasser définitivement tous les musulmans de la ville ».

Les deux officiers imputent la responsabilité des massacres aux plus hauts responsables de l'armée des Serbes de Bosnie, dont Ratko Mladic.

Quelque 250 000 personnes ont été tuées au cours de la guerre de Bosnie (1992-1995), qui a opposé musulmans bosniaques, Croates et Serbes. Depuis la fin du conflit, 16 500 cadavres ont été exhumés de plus de 300 charniers.

La région de Srebrenica a été attribuée aux Serbes de Bosnie lors de la signature de l'accord de Dayton, en décembre 1995, qui a mis un terme à la guerre et officialisé la partition du pays en deux entités la Republika Srpska (RS) et la Fédération croato-musulmane.

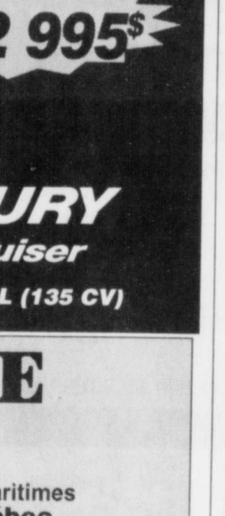
1608792



QUÉBEC-MONTRÉAL en 4 heures
Départs du 12 au 25 juillet à partir de 109$ régulier ~~145$~~ + taxes (aller-retour)
Départs du matin
sièges limités
(418) 694-2476
1-877 648-4499
dauphins.ca

Les dauphins du Saint-Laurent

Festival de la Gibelotte de Sorel-Tracy
Venez déguster notre mets régional et découvrir les saveurs de chez nous
Info Festival 1-877-746-0283
www.festivalgibelotte.qc.ca



1609063

Profitez de vos vacances avec le SX-175



GLASTRON 2003 22 995$
- Plancher fibre de verre
- Tapis détachable
- Intérieur sport
- Volant ajustable
- Compteur d'heures
- Profondimètre

PROPULSÉ PAR MERCURY MerCruiser 3.0L (135 CV)

ROBITAILLE MARINE
DISTRIBUTEUR AUTORISÉ Québec et les Maritimes
2980, Mgr-Gauthier, Beauport, Québec
Tél.: 418-661-8491

1609464

L'ÉVÉNEMENT PAS DE VACANCES chez EINSTEIN le géant NISSAN

La toute nouvelle Sentra 1.8 2004



man. 5 vit.

Location à partir de
FINANCEMENT À L'ACHAT 2.8% 36 mois
179$ par mois
(location 48 mois)
comptant initial de 1525$
transport et préparation inclus
taxes en sus

Comptant	Mensualité
0$	213$
995$	191$
1525$	179$


Michel Potvin
Président


Donald Marcotte
Dir. général des ventes

Pour 199$ par mois obtenez le climatiseur et le CD

Un service signé Michel Potvin

NISSAN

VENTE · PIÈCES · SERVICE 100% OPÉRATIONNEL
Financement 2e chance au crédit disponible
5250, rue John-Molson, aut. Henri-IV, sortie 140, 650-5353, www.einsteinnissan.com

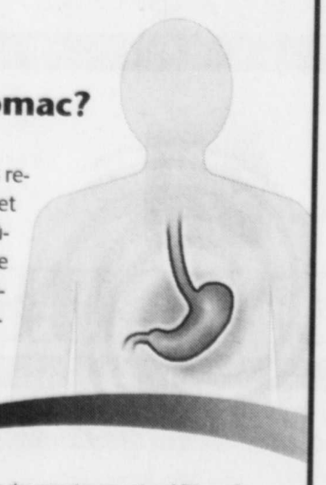
1609579

sfbc Anapharm

Anapharm est une entreprise de recherche sur les médicaments ayant des bureaux à Québec, Montréal et Trois-Rivières. Nous réalisons des études de recherche clinique sur des médicaments qui, la majorité du temps, sont déjà vendus en pharmacie (bioéquivalence).

Votre médecin a diagnostiqué que vous souffrez de reflux gastriques? Vous croyez faire face à ce problème puisque les brûlures d'estomac et les reflux gastriques font partie de votre quotidien?

Avez-vous des brûlures d'estomac?



Pour le mois de juillet, nous recherchons des hommes et des femmes souffrant de brûlures d'estomac, âgés entre 18 et 65 ans, fumeurs et non-fumeurs, indemnité compensatoire jusqu'à 2300 $.

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm ou visitez notre site web
418-527-3476
1-866-ANAPHARM
www.anapharm.com
Entreprise de recherche sur les médicaments

1609580

sfbc Anapharm

Anapharm innove dans le domaine de la recherche clinique en offrant des services de qualité tout en se souciant du confort, du respect et de la sécurité de ses volontaires. Dans la majorité des cas, les études réalisées portent sur des médicaments déjà disponibles sur le marché.

Êtes-vous vaccinée contre la grippe?



En juillet, Anapharm commence une nouvelle étude de recherche clinique sur la vaccination contre la grippe. Nous recherchons des femmes, âgées de 61 ans et plus, fumeuses, non-fumeuses. Une indemnité compensatoire de 550 $ vous sera remise pour la durée totale de l'étude. Il n'y a aucune période de confinement à nos locaux.

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm ou visitez notre site web
418-527-3476
1-866-ANAPHARM
www.anapharm.com
Entreprise de recherche sur les médicaments

Bell présente

FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC

En collaboration avec Molson Dry

infofestival.com

12 juillet 2003

Retrouvez le monde!

infofestival.com

Scène Bell

Bell

Spectacles diffusés sur écrans géants

20 h **Vulgaires Machins**
Québec • Rock alternatif



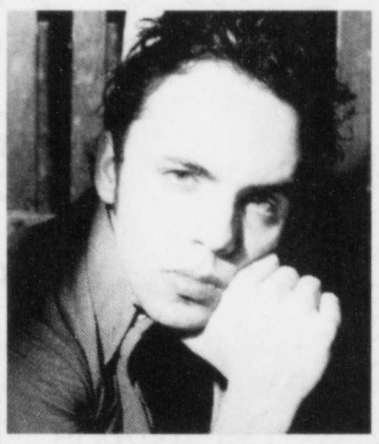
21 h 30 **Les Cowboys Fringants**
Québec • Folk alternatif



Scène Molson Dry

Molson Dry

20 h
Hawksley Workman
Ontario
Auteur-compositeur-interprète rock



21 h 30
Bob Geldof
Grande-Bretagne
Auteur-chanteur
néo soul rap



Place Metro

METRO
www.metro.ca

12 h **Trio Marc Vallée**
Québec • Folk jazz acoustique

14 h **Solorazaf**
Madagascar
Guitare solo, musiques du monde

16 h 30 **Mast Mast**
Pakistan • Chanteur qawwali

19 h **Robert Randolph and The Family Band**
États-Unis • Guitare pedal steel



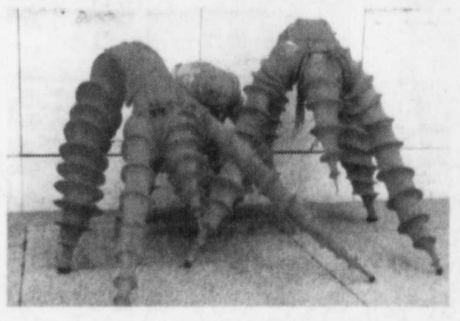
21 h 30 **Peter Green Splinter Group**
Grande-Bretagne • Guitare blues

les Arts de la rue

JEAN COUTU

Entre 18 h 30 et 21 h 30

Alice Farley Dance Theater
États-Unis
Théâtre de rue, échassiers



Mobile Home
Québec
Théâtre de rue

MusicaBrass
France
Musique de rue

Tribal
Québec
Percussion de rue

Canada

Scène du Parc forain Canada

17 h 30 et 19 h **Circus Cowboys**
Québec • Nouveau cirque

18 h et 19 h 30 **Compagnie des Femmes à barbe**
France • Nouvelle rue

Scène Canada

23 h **La Rue Kétanou**
France • Nouvelle chanson réaliste

Place de la famille McDonald's

La Place de la famille vous accueille tous les jours de midi à 20 h.

Le Showsette Diane Garneau
Atelier de marionnettes
Entre 13 h et 17 h

École de cirque de Québec
Cirque interactif
Entre 13 h et 17 h

Drôle de cirque
Musée de la civilisation
Atelier de jeu de rôle
Entre 13 h et 17 h

Spectacle de Ronald McDonald
À 12 h 30 et 17 h

Victor et Joliane
15 h

Atelier interactif de cirque, animation, trampoline, bungee.

La troupe McQuillage maquille les frimousses au passage.

Procurez-vous le macaron du Festival 12 $

Festival d'été de Québec — Hydro Québec

Cet été, l'autobus j'y pense... *avec raison!*

RTC — Réseau de transport de la Capitale

Rendez-vous aux tentes ARCHAMBAULT sur nos sites.



Venez faire de la musique du vrai monde.

Composez votre création musicale avec Jam Virtuel au Carrefour Bell. Bon festival!

Bell — Et bien simple.

Desjardins · Hydro Québec · METRO www.metro.ca · McDonald's · Québec · Ville de Québec · Canada · air transat 15 · JEAN COUTU · Concessionnaires Ford Québec-Beauce · VIA Rail Canada · Pepsi Alex Coulombe ltée · Gouvernement du Canada Commission des champs de bataille nationaux · Government of Canada The National Battlefields Commission · SAO · Le Soleil · Radio-Canada · énergie 98.9

? Info Festival Bell
418 529-5200 | 1888 992-5200
www.infofestival.com

LA VENTE D'ÉTÉ HONDA

C'EST LE TEMPS DE ROULER EN Honda



Offre 30e anniversaire
Épargnez 1 088 $

Pour seulement **300 $** de plus obtenez :

- Aileron arrière
- Déflecteur de capot
- Tapis brodé
- Pare-boue
- Blason commémoratif 30e anniversaire
- Garniture de tableau de bord métallique

Une valeur de 1 388 $

Quantité limitée

Berline ou Coupé Civic DX 2003

Prix de location

189 $*

par mois pour 48 mois
sur la Berline ou le Coupé Civic
Incluant 96 000 km
Transport et préparation inclus en location seulement

Notre taux de location

3,8 %

0 $ dépôt de sécurité



Civic Édition
30e Anniversaire

OUI, ON A FAIT LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX) et les coupés Civic DX 2003 (modèle EM2113P) neuves, à l'exception de l'Édition Sport. Versement mensuel de 189 $, pendant 48 mois pour un total de 11 058 $ pour les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX) et de 11 192 $ pour les coupés Civic DX 2003 (modèle EM2113P). Versement initial de 1 986 $, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX). Versement initial de 2 120 $, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les coupés Civic DX 2003 (modèle EM2113P). Programme 0 $ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation et assurances en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

LE MONDE

BURUNDI

Les rebelles chassés, Bujumbura découvre l'horreur

ESDRAS NDIKUMANA
Agence France-Presse

■ BUJUMBURA —À peine les derniers rebelles hutus des Forces nationales de libération (FNL) chassés de leur dernier réduit dans le sud de Bujumbura, que l'armée burundaise et les habitants découvraient hier l'horreur de cinq jours de combats en exhumant notamment des cadavres d'enfants exécutés par balles ou massacrés à la houe.

Dix-sept cadavres gisaient au fond d'une fosse commune dans le quartier de Kinanira : parmi eux, quatorze étaient des habitants du quartier, dont sept enfants, quatre femmes et trois hommes.

Les trois autres étaient des rebelles, en tenue militaire, probablement précipités dans cette fosse avec leurs victimes par des habitants ou des soldats pour éviter que leurs corps ne se décomposent en plein air. Les onze autres corps ont été ramassés dans les rues du même quartier.

La fosse commune était située près de l'église anglicane de Kinanira, qui servait de poste de commandement aux rebelles depuis le début de l'attaque de la capitale, lundi, et jusqu'à ce que le quartier soit repris par l'armée jeudi matin.

Les corps présentaient des trous caractéristiques de blessures occasionnées par de petites houes dont se servent les paysans des alentours, ou des blessures par balles. « Mon ami Gaspard, sa femme et leurs trois enfants étaient détenus depuis le début par les rebelles dans leur poste de commandement et je viens de les retrouver là », s'emporte Théodore.

« Ces civils ont été massacrés en guise de représailles mercredi après-midi après que nos soldats eurent bombardé leur poste de commandement et tué certains de leurs officiers », assure à l'AFP un officier de l'armée sous couvert de l'anonymat.

Des habitants pressés autour de la fosse reconnaissent un homme, son épouse et leur bébé de deux mois. « Ils venaient de se marier », crie une femme.

À Kinanira comme dans le quartier voisin de Musaga, repris jeudi soir par l'armée, des zones importantes ne sont pas encore accessibles et les autorités s'attendent à y découvrir encore de nombreux cadavres.



AP

Les combats entamés lundi ont fait au moins 90 morts.

Un bilan minimal établi jeudi par l'AFP au terme de quatre jours de combats établissait le nombre de tués à 62, civils, militaires et rebelles confondus. Il est désormais d'au moins 90 morts.

Jeudi soir, l'armée a chassé les rebelles des quartiers urbains du sud de la ville, où ils occupaient un dernier réduit à Musaga, mais les combats faisaient encore rage hier à la mi-journée dans la zone rurale limitrophe de Gikoto.

Les militaires ont pilonné les collines au mortier, au canon de blindés et deux hélicoptères ont tiré un nombre conséquent de roquettes en direction des positions où les FNL ont installé des mortiers, a constaté l'AFP.

Près de 80 % de la capitale est privée d'électricité. « Les rebelles ont saboté un ou plusieurs pylônes au nord de Bujumbura », a dit un responsable de la Régie des eaux et de l'électricité, prévoyant au moins deux jours de réparation.

Les FNL d'Agathon Rwasa, le second mouvement rebelle hutu combattant en importance, refuse de négocier avec le gouvernement de transition qui partage équitablement depuis 20 mois le pouvoir entre la minorité ethnique tutsie et les Hutus. Ces rebelles exigent de négocier directement avec les leaders tutsis et l'armée.

La guerre civile a fait, depuis 1993, plus de 300 000 morts, des civils pour l'essentiel, selon l'ONU.

PÉROU

Requête d'extradition de Fujimori

■ LIMA — Une requête d'extradition de l'ancien président du Pérou, Alberto Fujimori, accusé de corruption, a été transmise au Japon, deux ans et demi après sa fuite à Tokyo. Le dossier d'extradition de 700 pages serait présenté au gouvernement japonais après un dernier examen par la Cour suprême du Pérou. Fujimori s'est exilé à Tokyo depuis novembre 2000. Depuis, les procureurs péruviens ont rempli des dossiers accusateurs contre lui pour abandon de charge et corruption, mais aussi pour meurtre, pour avoir apparemment autorisé la création d'un escadron de la mort. M. Fujimori a démenti ces accusations. Tokyo a refusé de le renvoyer, arguant que l'ancien président est protégé par sa citoyenneté japonaise. Ses parents l'avaient enregistré ainsi à Lima lorsqu'il était enfant. (AP)

7 JOURS le forfait parfait
VÉHICULES
Les petites annonces du Soleil
844-4444
1605338



1604766
MUSIQUE
MUSIQUE DU FAUBOURG
Disques compacts, DVD, cassettes. Neufs et usagés. Achat, vente, échange.
623, rue Saint-Jean
Québec
529-4848
www.musiquedufaubourg.com
1605034

2es Jeux et Championnats du monde de l'IBSA pour non-voyants
Québec 2003
Du 1er au 12 août 2003
1 350 participants, 50 pays, 6 disciplines
Qualifications pour les Jeux Paralympiques d'Athènes en 2004

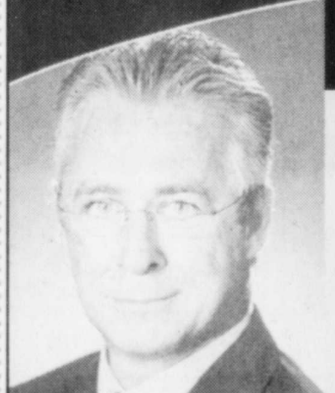
Athlétisme	Université Laval (Stade extérieur)
Natation	Université Laval (Piscine PEPS)
Dynamophilie	Université Laval (Pavillon Desjardins)
Goalball	Cégep Limoilou (Campus de Québec)
Judo	École secondaire La Seigneurie (Beauport)
Cyclisme tandem/route	Saint-Augustin-de-Desmaures (CNDF)



Cérémonie d'ouverture
Dimanche, 3 août, 19 h
Stade extérieur du PEPS, Université Laval, Gratuit
Bob Walsh, Jimmy James, Dawn Tyler Watson et plusieurs autres

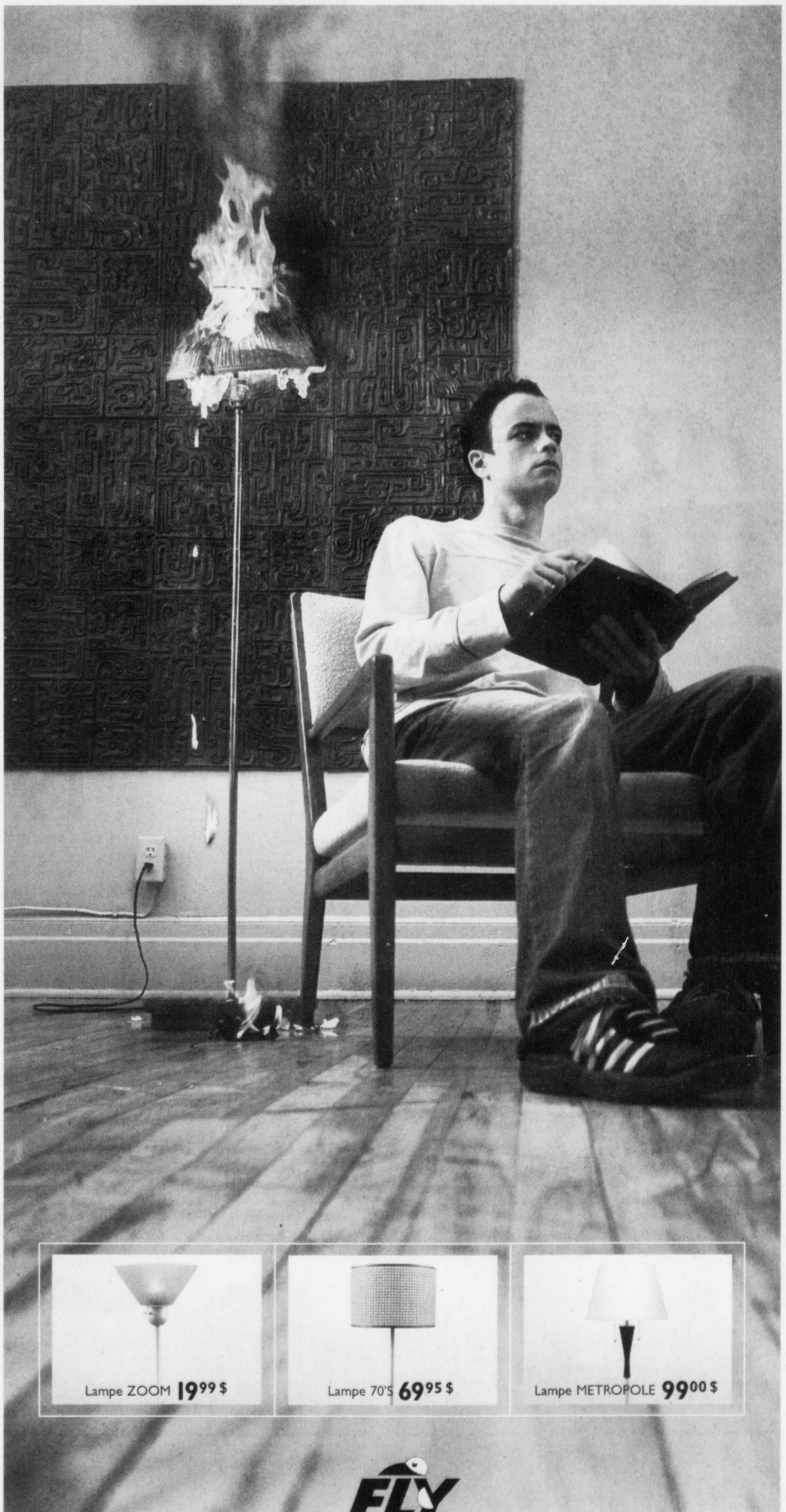
LE SOLEIL
418-694-0664 www.ibsaquebec2003.com
1609611

PIERRE GAUVIN
Vendeur du mois de juin 2003



Félicitations!
Le sens de l'honneur passe par le respect de soi-même et des autres.
Entre Pierre et sa clientèle, déjà 12 ans de respect...
Ste-Foy Lallier
HONDA
2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy
(boul. Charest Ouest)
www.lallierstefoy.com
687-2525

1608169



HYUNDAI

« Un financement de 0 % pour 5 ans sur ma toute nouvelle Elantra... »

« Ça, c'est cool! »





ELANTRA GL
Équipement de série

- Moteur 2,0 litres à DACT
- Deux coussins gonflables
- Dossiers arrière rabattables 60/40
- Radio AM/FM/CD
- Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir
- Porte-verre double
- Volant inclinable
- Et beaucoup plus



PDSF DE 15 295 $**

ELANTRA GL 2003 BERLINE

LOUEZ À PARTIR DE **165 $*** PAR MOIS/ 60 MOIS — OU — **0 %** **FINANCEMENT À L'ACHAT††** JUSQU'À 60 MOIS

0 $ DE DÉPÔT SÉCURITÉ
Comptant de 2099 $. Transport et préparation inclus.



PDSF DE 21 595 $**

SONATA GL 2003

LOUEZ À PARTIR DE **235 $*** PAR MOIS/ 60 MOIS — OU — **0 %** **FINANCEMENT À L'ACHAT††** JUSQU'À 48 MOIS

0 $ DE DÉPÔT SÉCURITÉ
Comptant de 1995 $.

- Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse
- Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique séquentielle SHIFTRONIC^MC • Et beaucoup plus



PDSF DE 19 995 $**

TIBURON 2003

LOUEZ À PARTIR DE **199 $*** PAR MOIS/ 60 MOIS — OU — **0 %** **FINANCEMENT À L'ACHAT††** JUSQU'À 48 MOIS

0 $ DE DÉPÔT SÉCURITÉ
Comptant de 2495 $. Transport et préparation inclus.

- Moteur 2,0 litres à DACT • Transmission manuelle à 5 rapports
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Phares antibrouillards
- Roues en alliage d'aluminium de 16 po • Pneus radiaux Michelin® P205/55R-16 de performance • Et beaucoup plus

AUCUN PAIEMENT POUR UN AN

Sur tous modèles avec financement à l'achat.†

LES OFFRES ÉBLOUISSANTES DE L'ÉTÉ



www.hyundaicanada.com

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :
Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

HYUNDAI *Gagnant*

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules neufs 2003 suivants : Elantra GL/Tiburon/Sonata GL; PDSF à partir de 15 295 $/19 995 $/21 595 $. Taux d'intérêt annuel de 0,01 %/0,97 %/1,94 %, mensualités de 165 $/199 $/235 $ pour 60/60/60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 11 999 $/14 435 $/16 095 $. Option d'achat de 3914 $/6777 $/6780 $. Comptant de 2099 $/2495 $/1995 $, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 $/0 $/0 $. Frais de transport et de préparation inclus pour les Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 $ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF des véhicules 2003 suivants : Elantra GL/Tiburon/Sonata GL à partir de 15 295 $/19 995 $/21 595 $. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Report de paiement d'un an (365 jours) disponible pour tous les véhicules 2003 neufs et non utilisés sur financement à l'achat. Aucuns frais d'intérêt pour les 335 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 335 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat à un taux annuel de financement de 7,89 %. Le premier paiement est exigible à partir du 366e jour après la prise de possession du véhicule. La durée maximale du contrat est de 48 mois, excluant la période de report de 12 mois. Un comptant ou un véhicule offert en échange pourrait être requis. ††Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour tous les modèles Sonata 2003 et certains modèles Tiburon 2003 sélectionnés jusqu'à 48 mois; jusqu'à 60 mois pour tous les modèles Elantra 2003. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Exemple de financement : 10 000 $ à un taux annuel de 0 %/0 % équivaut à des mensualités de 208,33 $/166,67 $ pour 48/60 mois. Coût de prêt de 0 $/0 $ pour une obligation totale de 10 000 $/10 000 $. Toutes les offres sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

Léviko Hyundai
144, rte Kennedy
Lévis 833-7140

Hyundai St-Georges
10555, 1re Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché Ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure Ouest
Bonaventure 534-2191

Ste-Foy Hyundai
2400, rue Dalton
Parc Colbert
Ste-Foy 654-9292

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

Lessard Hyundai
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Boulevard Hyundai
40, boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Vigneau Hyundai
1199, chemin Principal
Étang-du-Nord 986-5006

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665

Automobiles Hyundai Matane
1560, du Phare Ouest
Matane 562-4444

Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000

Garage Jean-Roch Thibeault
909, Mgr de Laval
Baie St-Paul 435-2379

Nadeau Hyundai
680, Main Street
St. Basile, New Brunswick
(506) 263-5505